

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ILE DE LA RÉUNION

ET LE

CRÉDIT FONCIER COLONIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 mai 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Emmanuel DURAND

Président : M. LESEUR, professeur

*Suffragants : { MM. JÈZE, professeur-adjoint.
ALLIX, professeur-adjoint.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

Léon TENIN, Directeur

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ILE DE LA RÉUNION

ET LE

CRÉDIT FONCIER COLONIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 mai 1914, à 1 h. 1/2



PAR

Emmanuel DURAND

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. JÈZE, professeur-adjoint.
 { ALLIX, professeur-adjoint.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN. Directeur

—
1914

L'ILE DE LA RÉUNION

ET LE

CRÉDIT FONCIER COLONIAL

INTRODUCTION

Un des plus grands fabricants de sucre de l'Ile de la Réunion, un des plus laborieux aussi, est le « Crédit Foncier Colonial ». Cette transformation assez surprenante d'une société de prêts en une société d'exploitation propriétaire d'environ dix mille hectares, ne s'est opérée qu'au prix d'une résistance opiniâtre, sinon toujours habile, des pouvoirs publics de la colonie. Retracer l'origine et les phases de démêlés qui depuis 1863 ont été si intimement liés à la vie politique et économique de l'île, c'est écrire une page d'histoire coloniale contemporaine pleine d'enseignements de toutes sortes ; et nous avouerons que c'est par ce côté historique que le sujet nous a particulièrement séduit.

Voici le plan qui sera suivi :

I. — La Réunion vers 1860. Prodrômes de l'installation du Crédit Foncier Colonial. Le Crédit Colonial (1860). Octroi du Crédit Foncier Colonial (1863).

II. — Etude des actes constitutifs du Crédit Foncier Colonial. Décret du 31 août 1863. Statuts. Convention du 8 septembre 1863 avec La Réunion.

III. — Les débuts du Crédit Foncier Colonial dans l'île. La crise sucrière, Premières difficultés. Les procès (1867-1875). Les arrêts de 1873 et 1875.

IV. — Le décret du 31 mars 1873. Le Crédit Foncier Colonial devient accessoirement une société d'exploitation.

V. — Liquidation financière de l'arrêt de 1875. La colonie, abattue, paie « les yeux fermés ».

VI. — Les nouvelles difficultés. Reprise de la lutte entre la colonie et le Crédit Foncier Colonial (1881). Assaut général (1891-1893). La Transaction de 1896.

VII. — Situation juridique actuelle. Résultats économiques.

VIII. — Conclusion.

Ajoutons enfin qu'il nous arrivera fréquemment, au cours de notre exposé, de faire allusion à des événements ou à des décisions de justice intéressant les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe : en même temps qu'à la Réunion en effet, le Crédit Foncier Colonial s'y est installé, et dans des conditions analogues ; et depuis 1863 il y a connu à peu près la même existence tourmentée.

CHAPITRE PREMIER

**La Réunion vers 1860. Prodiges
de l'installation du « Crédit Foncier Colonial ».**

Le « Crédit Colonial » (1860).

Octroi du « Crédit Foncier Colonial » (1863).

§ 1. — La « folie du sucre » ; prospérité apparente de l'île

Au milieu du second Empire la petite île de la Réunion, avec ses 251.160 hectares et ses 175.000 habitants, fait bonne figure dans le domaine colonial restreint qui survit aux luttes contre l'Angleterre du XVIII^e et du XIX^e siècles. Les actes officiels la qualifient, comme les Antilles françaises, de « grande colonie » ; le gouvernement impérial suit son développement avec sollicitude ; et l'île présente toutes les apparences d'une prospérité remarquable. L'abolition de l'esclavage en 1848, opérée avec intelligence par le commissaire de la République Sarda-Garriga, ne provoque point de crise durable ; après quelques moments de grande gêne pour les planteurs, c'est un essor puissant des forces productives du pays.

Le commerce général passe de 23.700.000 en 1848 à 93.500.000 en 1857, suivant une progression régulière et bien plus accentuée qu'à la Martinique ou à la Guadeloupe (1). La colonie est essentiellement agricole ; mais son agriculture se réduit presque à la seule culture de la canne à sucre, de même que son industrie n'est que fabrication de sucre et de rhum. Introduite vers 1815, la canne s'est étendue rapidement ; sur 100.000 hectares défrichés en 1860, 62.000 sont cultivés en cannes (2) ; à la même époque, le nombre des sucreries est de 121, contre 118 en 1856. La production sucrière a crû dans des proportions considérables ; de 30 millions de kilogrammes en 1846, elle a passé en 1856 à 65 millions (après être tombée à 19 millions en 1849) ; pour la campagne 1859-1860, elle est de 68 millions, et de plus de 73 millions pour 1860-1861 (3). Or presque tout le sucre produit est exporté... Les autres cultures sont en décroissance constante ; le café est encore l'objet de quelque exportation, mais il est appelé à se restreindre de plus en plus au marché local. Tous les efforts sont ainsi concentrés sur la canne ; les 10.000 hectares défrichés entre 1857 et 1860 lui sont ex-

1. Roy, *Notice sur les colonies françaises en 1858*.

2. Maillard. *Notes sur l'Île de la Réunion*, 1862.

3. Imhaus. *Notice sur la Réunion*, 1862 ; Dupeyrat, in Colson. *Culture et industrie de la canne aux îles Hawaï et à la Réunion*, 2^e éd. 1905.

clusivement consacrés. L'île tend à devenir une vaste usine ; le sol prend en quelque sorte un caractère « manufacturier », l'économie un caractère artificiel qui sont au fond assez inquiétants.

Mais pour le moment cette « folie du sucre » enrichit les « habitants » ; par les industries secondaires qu'elle entretient et par l'impulsion qu'elle donne au commerce, on peut dire qu'elle fait vivre en même temps le pays tout entier. Instant unique pour la fabrication du sucre à la Réunion ; tout concourt à la rendre fructueuse : prix de vente, législation. Le cours de sucres se maintient aux environs de 40 francs les cent kilogs ; en 1857 il atteint le maximum « inespéré » de 90 francs, chiffre qui paraît fantastique aujourd'hui. La législation douanière offre des tarifs qui ne sont pas trop désavantageux pour l'exportation en France ; les lois du 27 juillet 1822 et du 26 avril 1833 sont assez libérales ; et justement, la colonie « applaudit à la « ruine du protectionnisme », qui lui permettra, du moins l'espère-t-elle, « d'exporter ses produits pour « tous pays et d'importer les marchandises de toute « provenance par tout pavillon » (1)... De grosses fortunes s'édifient rapidement ; la vie de la classe dirigeante est fastueuse. Elle a un cachet d'activité fébrile ; les initiatives sont sollicitées en tout sens ; nombreuses sont les sociétés qui se fondent, agrico-

1. Adresse de la Chambre d'Agriculture à l'Empereur, 1861.

les, commerciales, littéraires. Cela rappelle, en tout petit, ce qui se passe dans la métropole au même moment. A la tête de la colonie se trouve un gouverneur aux larges vues, le créole Hubert-Delisle. Sous son impulsion l'outillage économique se complète : établissement d'une route de ceinture, amélioration du port de Saint-Pierre (1855) ; plusieurs expositions locales d'agriculture et d'industrie se tiennent « avec grand succès » ; à l'exposition universelle de Paris en 1856, le labour réunionnais est récompensé de 51 médailles ou mentions (1)...

L'optimisme officiel trouve son expression dans ces paroles que le gouverneur prononce à l'occasion d'une solennité : « Merveilleux essor de la fortune générale ! « Bourbon a remplacé la belle et riche Saint-Domin-
gue ! » (2). Paroles prophétiques, car Bourbon va sans tarder subir le même sort que toutes les autres colonies tropicales. Sa constitution anormale, condamnée à s'exagérer encore, contient en elle des germes profonds d'autodestruction.

§ 2. — Causes profondes de décadence

Ce régime de monoculture industrielle en effet ne peut subsister que par la grande propriété ; il en-

1. *Album de la Réunion*, 2^e éd. 1879.

2. Cité dans le *Sport Colonial* (Créole du lundi), n° du 17 janvier 1887.

traîne nécessairement la misère d'une foule de petits producteurs, sans que la richesse même des grands présente quelque stabilité.

La petite et la moyenne propriétés sont la règle à la Réunion pendant le premier tiers du xix^e siècle (1). Sous la Restauration, l'industrie sucrière à ses débuts ne connaît que petites usines, petits manèges, produisant au maximum 1.500 livres de sucre par jour ; vers 1820, la concentration des propriétés suit l'apparition des moulins en fer à eau, puis à vapeur ; plusieurs tentatives pour maintenir la petite culture indépendante à côté de l'usine centrale échouent. A partir de 1848 se constituent de vastes propriétés ; les frais généraux croissants pour la terre et pour l'usine ne peuvent être supportés que par elles. La culture extensive de la canne exige des défrichements nouveaux, un personnel de plus en plus nombreux ; aussi le souci de l'usinier est-il d'agrandir constamment son domaine. Le petit propriétaire se borne à planter des cannes que brasse son puissant voisin ; s'il est trop éloigné de l'usine, dans ce pays où le sol est montueux et où les routes sont primitives, le coût et la difficulté du transport l'obligent tôt ou tard à vendre son lopin de terre.

Ainsi s'établit et s'accroît un déséquilibre social frappant. Les 121 sucreries de l'île, avec leurs

1. Le *Journal du Commerce*, 26 mars 1867 ; le *Créole*, 3 janvier 1887 ; la *Revue de l'île de la Réunion*, 27 décembre 1913, page 16.

25.000 travailleurs, détiennent plus de la moitié des forces vives du pays (1). Une aristocratie de gros industriels se forme, qu'entoure une clientèle de planteurs destinés à une dépossession prochaine. Cette misère des petits est éloquemment constatée dès 1858, c'est-à-dire en plein âge d'or du sucre, par le successeur du gouverneur Delisle, le baron Darricau, qui sans doute se laisse moins aveugler par l'opulence d'une minorité de capitalistes : « Partout, j'ai été
« frappé d'un fait qui m'a profondément touché : à
« côté de la plus luxuriante culture, à côté de la plus
« magnifique production, se fait remarquer la plus
« triste pénurie ; la richesse dans un petit nombre de
« mains, moins que la médiocrité dans la plus grande
« partie de la population » (2)... La vie chère sévit, déjà. Le pays néglige étrangement lès cultures vivrières : il ne fournit qu'une faible partie de ce qu'il consomme chaque jour. Le défrichement partiel des terres intérieures de l'île, sur lequel on avait fondé de grandes espérances, n'a point remédié à cette situation paradoxale. Les approvisionnements ne sont pas toujours faciles ; le commerce maritime y suffit à peine. C'est la « détresse dans les petits ménages (3). Toute une partie de la population végète ainsi, alourdie de la masse des esclaves libérés dont l'état sani-

1. Imhaus, *loc. cit.*

2. *Album de la Réunion*, t. 1, p. 43.

3. *La Malle*, n° du 21 mars 1861.

taire est déplorable ; inutilisés, ils sont une proie toute prête pour les épidémies ; l'alcoolisme, dont les progrès de 1848 à 1860 ont été « scandaleux », achève de les décimer (1).

En face de ce paupérisme, la situation de l'aristocratie foncière paraît fortunée ; elle n'offre pourtant aucune solidité réelle et l'instant de son apogée marque aussi le commencement de sa décadence.

Mauvais procédés de culture et d'industrie, voilà le vice fondamental de l'industrie sucrière. On cultive encore la canne selon la méthode des premières années du siècle : le fossage de trous au pic et l'enfouissement, sans plus. Personne ne semble redouter que le sol puisse un jour s'épuiser, nul ne songe à entretenir sa fertilité avec soin. L'outillage des sucreries est inférieur en force endroits, parfois antique. On remarque une insouciance réelle d'améliorer le rendement à l'hectare et à l'usine... Aussi se produit-il de vives alertes à certaines époques où le prix de réalisation se trouve à peine supérieur au prix de revient. Une commission nommée au début de 1857 établit que le coût de production de 50 kilogrammes de sucre est de 29 fr. 32 ; or le cours moyen est à ce moment de 21 à 22 francs ! la hausse inespérée dont nous avons parlé plus haut vint sau-

1. Pajot. *La population coloniale après 1848* (15 janv. 1864) ; réimprimé in *Revue de la Réunion*, 1913, n° 1 sqq.

ver la situation (1). Mais la ruine ainsi retardée ne pourra être évitée, malgré le prix élevé des sucres et des récoltes considérables. La plupart des planteurs, tout en produisant énormément, ne cessent de s'endetter. La spéculation a triplé la valeur des terres : une lourde dette hypothécaire les écrase (39 millions) (2). Le sauvetage de l'industrie sucrière après l'émancipation a nécessité de gros capitaux ; son fonctionnement présent en réclame constamment. Où trouver l'argent nécessaire à l'exploitation quotidienne, à l'amélioration des usines, au remboursement de la dette hypothécaire ?

On manque d'argent ; on manque aussi de bras. On n'a pas su conserver les noirs libérés sur les propriétés ; la main-d'œuvre du pays est déficitaire. Il faut introduire des bras étrangers. La recherche d'immigrants, souci perpétuel du planteur, caractérise la culture de la canne à la Réunion : travail mercenaire.

§ 3. — Le besoin d'argent

Ainsi se révèlent dans l'économie créole, sous une surface brillante, des raisons décisives de décadence. Instabilité essentielle d'une situation qui, pouvant

1. Du Buisson. *La Réunion en 1889*. Imhaus, *loc. cit.*

2. Evaluation du Directeur de l'Enregistrement, *Annuaire* de 1862, p. 157. Cf. le *Journal du Commerce*, n° du 17 déc. 1867.

s'écrouler sur une baisse prolongée des sucres, est de plus à la merci des perturbations atmosphériques. Quelques esprits clairvoyants s'en préoccupent, mènent campagne contre la monoculture, conseillent l'économie, le progrès agricole (1). La majorité des habitants ne voit pas la source du malaise ressenti ; on a besoin de capitaux et de travailleurs, voilà qui est clair. S'en procurer est le but que poursuivent les initiatives privées, et les pouvoirs publics les secondent énergiquement.

Pour les bras, l'Inde est un immense réservoir d'hommes peu éloigné. On s'efforce d'obtenir de l'Angleterre l'autorisation d'y puiser à discrétion ; on l'a par la Convention de 1861, manifestation de la seconde entente cordiale. Aussitôt, afflux d'immigrants hindous ; en 1864 on en compte 77.890 (2). Pour longtemps la question de l'immigration est résolue.

Le besoin de capitaux ne pourra pas être aussi facilement satisfait. Certes l'argent ne fait point absolument défaut : la colonie renferme plusieurs établissements de banque ; mais ces banques ne suffisent point à secourir l'agriculture. La succursale du Comptoir National d'Escompte s'occupe seulement d'escompter les effets de commerce. Les planteurs ont surtout recours à l'agent de change ou au négo-

1. Notamment MM. Charles Desbassayns (dans *la Malle*), Adrien Bellier (dans le *J. du Commerce*).

2. Wickers. *L'Immigration réglementée à la Réunion*, thèse Paris, 1911.

ciant du Havre, de Nantes ou de Marseille, qui avance de l'argent sur hypothèque et se fait consignataire de la récolte ; vraie providence à 18 %, a-t-on dit (1). La Banque Coloniale privilégiée, fondée en 1851, consent des avances sur récoltes effectuées ou sur récoltes pendantes ; mais elle ne prête que 2 millions sur un produit brut de 30 à 35 millions (2). Il faudrait donc développer tout d'abord ce crédit restreint ; mais cela ne peut suffire : comment assurer la liquidation territoriale, comment se procurer d'un coup le capital destiné à payer l'arriéré qui paralysera demain l'effort industriel ? Le crédit à long terme et à bon marché s'impose. En France justement viennent de se fonder les premières sociétés de crédit foncier ; dès que la colonie connaît l'institution nouvelle, elle croit y trouver son sauveur, partageant ainsi les illusions de l'agriculture métropolitaine au même moment. Les idées de crédit agricole passent au second plan ; on s'emballe sur le crédit foncier, libérateur du sol !

On essaie de constituer une société de prêts fonciers dans le pays. Sous le patronage du gouverneur Delisle naît dès 1855 un projet de crédit foncier local : 86 souscripteurs sont réunis, pour un capital de 1.060.000 francs ; la société serait annexée au Cré-

1. Cf. *Rapport sur les Banques coloniales* du député Lévêillé, 1897.

2. *Adresse des sucriers et planteurs à l'Empereur*, décembre 1863 ; in *la Malle*, n° du 10 décembre 1863.

dit Foncier de France (1)...Ce projet ne peut se réaliser : le gouvernement central le juge inopportun ; et d'ailleurs une difficulté insoluble condamne à l'échec toute tentative purement créole : la question du placement des obligations. La colonie se sent impuissante sans l'apport de capitaux métropolitains. Dès lors, c'est dans le sens de l'extension des opérations du Crédit Foncier de France que s'aiguillent les réclamations du pays. Quatre jours après sa création le Cercle de l'Agriculture formule de telles demandes ; il a soin d'invoquer l'exemple récent de l'établissement du Crédit Foncier en Algérie (2). Le Conseil général émet le 5 juin 1855 un vœu favorable. Le délégué de la Réunion à Paris (3) s'agite dans le même sens. Dans la presse locale, c'est un concert d'éloges sur l'institution bienfaisante.

§ 4. — Le « Crédit Colonial » (1860).

Octroi du « Crédit Foncier Colonial » (1863).

Au ministère de la Marine et des Colonies, on est loin d'être aussi convaincu de la nécessité de l'introduction immédiate du crédit foncier dans les colonies. Il semble certes urgent de secourir les vieilles colonies sucrières ; le mal dont souffre la Réunion

1. *Album de la Réunion*, t. I, p. 36.

2. *Circulaire* du 26 mars 1860 (Thinon) ; in *la Malle*, n° du 5 avril 1860.

3. M. Imhaus, l'auteur de l'ouvrage déjà cité.

menace de ruiner également la Martinique et la Guadeloupe : le sucre y règne en maître, on vit sur son capital depuis une dizaine d'années malgré des apparences de grande prospérité ; et les mêmes demandes, issues de besoins identiques, sont adressées au pouvoir central. Mais celui-ci craint que les capitalistes de France n'y trouvent pas les sûretés nécessaires : les créoles sont gens imprudents, dépensiers, leur dette est déjà lourde, leurs revenus sont aléatoires, la valeur des terres est fort instable (cela surtout), les sociétés d'assurances n'existent pas. N'est-il pas, de plus, élémentaire d'attendre les résultats en Algérie pour être fixé sur les avantages de l'extension du crédit foncier ? S'il est prématuré par conséquent de parler de crédit foncier pour les vieilles colonies (1), il est au contraire de toute utilité de faciliter le perfectionnement de l'outillage des sucreries. On comprend très bien à Paris que le vrai remède à la crise coloniale est dans l'amélioration des procédés industriels. Des prêts à bon marché, une sorte de « commandite à la production », voilà ce qu'il faut. C'est dans cet esprit que le gouvernement autorise en 1860 la constitution du *Crédit Colonial*.

L'opération se fait timidement (2) : on se lance avec

1. *Avis du Comité consultatif des colonies* en 1857, cité dans le *Sport Colonial*, n° du 10 janv. 1887.

2. Cf. la série d'articles signés Méhut, parus dans le *J. du Commerce* en septembre 1868.

prudence dans l'inconnu et on veut sincèrement venir en aide aux colonies. Une trentaine de personnes souscrivent un premier capital de 3 millions ; le Conseil d'État les autorise à réaliser le premier quart de leur souscription en dépôt de rentes, actions de la Banque de France, du Crédit Foncier de France, du Comptoir d'Escompte, obligations de chemins de fer (par exception à la loi du 17 juillet 1856 qui exige le versement en espèces du capital-actions). Dans un but d'économie, une entente intervient avec le Comptoir d'Escompte, patron de l'entreprise, qui prête son personnel et ses bureaux moyennant une faible indemnité... La société se fonde pour vingt-cinq ans dans le but, disent les statuts (1), de fournir aux propriétaires isolés ou groupés des colonies des capitaux pour la construction de sucreries ou l'amélioration des usines déjà existantes. Elle prête à long terme, en numéraire dans les colonies mêmes (c'est-à-dire Antilles et Réunion), sur garantie mobilière et immobilière au moins double des crédits ouverts ; elle fait état de garanties purement personnelles. Mais le prêt n'est servi qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux projetés ; le solde n'en est livré qu'après leur entier achèvement. Ce crédit est d'un bon marché remarquable : 6,38 %, y compris l'annuité de rem-

1. Actes dressés par M^e Cottin, notaire à Paris, les 4, 5, 12 octobre 1860. Publiés in *Moniteur* de la Réunion, n^o du 4 nov. 1860.

boursement en vingt ans (or à ce moment l'intérêt est de 8 % aux Antilles, de 9-10 % à la Banque de la Réunion). Une commission spéciale examine sur place les demandes d'emprunt ; le Conseil d'administration les approuve définitivement à Paris. Combinaison en somme bien équilibrée, satisfaisante et sans caractère de spéculation. On se hâte de l'appliquer.

La société est autorisée par décret en date du 24 octobre 1860. A la Réunion, un arrêté promulgue le décret le 19 janvier 1861 ; le 22 janvier, une commission est instituée pour en rechercher les moyens d'exécution. Un rapport « très sérieux » est transmis au ministre, réclamant certaines modifications secondaires. Mais les propriétaires s'impatientent ; avant qu'on ait reçu la réponse du ministre des demandes d'emprunt sont faites. Le gouverneur sans plus tarder nomme provisoirement la Commission spéciale d'examen (11 avril). Le *Bulletin officiel* de l'île publie en même temps les instructions envoyées par M. Pinard, directeur du Comptoir d'Escompte, au nom du Conseil d'administration du Crédit Colonial. Dès ce moment la société fonctionne... Son existence est modeste, comme l'a été sa création. Elle fait deux émissions d'obligations de 500 francs à 5 %, qu'elle place avec quelque difficulté (1) ; cependant elle

1. Josseau. *Traité du Crédit Foncier*, 3^e éd., 1885. *Mémoire du Crédit Foncier Colonial au C. d'État*, 1874, p. 6.

inspire peu à peu confiance au marché parisien. Elle se rend utile aux colonies en consentant des prêts importants. A la Réunion, par exemple, elle prête (1862-1863) : 700.000 francs sur l'habitation-sucrierie « Pierrefonds », 115.000 francs sur « Trois-Frères », 350.000 francs sur « Beauvallon ». En 1863, le total des prêts consentis dans les trois colonies s'élève à 9 millions de francs ; pour la Réunion seulement, à 2.405.000 francs.

Voilà donc nos colonies pourvues d'une institution excellente, permettant de poursuivre la suppression des machineries vétustes de leurs usines et d'accroître le rendement. Bienfaisante pour « l'habitant », l'action de la société ne présente aucun danger pour les colonies elles-mêmes ; il n'y a plus, semble-t-il, qu'à la laisser se développer normalement. Et pourtant pas un planteur n'est satisfait. La circonspection même du Crédit Colonial le dessert : on espérait un peu naïvement voir affluer l'or métropolitain, on est déçu. Le crédit foncier n'en est que plus ardemment désiré. On ne s'attache qu'à ceci : jamais le Crédit Colonial ne fournira tout l'argent dont on a besoin ; son objet est trop limité : il ne permet pas la liquidation territoriale. Or la situation des colonies ne cesse d'empirer. A la Réunion, après l'éclat de la période 1857-1858, c'est l'ère de la décadence qui s'ouvre. Toutes sortes de circonstances s'acharnent sur le pays, aggravant ses charges, diminuant sa

production, le démoralisant : épidémie de choléra (1859), cyclone terrible (février 1860), fléaux conjurés contre la canne à sucre (maladie, parasites : pou à poche blanche, borer) (1)... La balance du commerce devient défavorable : l'excédent des importations est de 18 millions de francs en 1861, de 17 millions en 1862, de 14 millions en 1863. Le prix de vente des sucres subit une baisse sensible. Le gouvernement vient en aide au pays : la loi du 23 mai 1861 accorde une détaxe de distance sur les sucres jusqu'au 1^{er} juillet 1864.

La campagne en faveur de l'octroi du crédit foncier reprend de plus belle. Un journal le représente comme le sauveur de la petite culture (2) ; un autre ne lui trouve « que des avantages » ; une idée intéressante est émise : calmer la défiance du capitaliste métropolitain par l'association des capitaux coloniaux, accoutumés à courir des risques nombreux (3). Le Conseil Général revient à la charge tous les ans : vote d'une adresse à l'empereur à la fin de la session ordinaire de 1860, vœu du 24 décembre 1861. Le nouveau délégué de la Colonie à Paris (4) joint ses efforts à ceux que fournissent dans le même but et

1. Cf. article de M. Desbassayns, in *la Malle* du 12 janvier 1862.

2. *Le Moniteur*, mars 1863.

3. In le *J. du Commerce*, n° du 11 février 1862.

4. M. Charles Robin.

avec la même ardeur les délégués de la Martinique et de la Guadeloupe.

Le gouvernement impérial commence à envisager la possibilité de donner satisfaction à tant de demandes. Et d'abord, pour assurer aux prêteurs français toutes les garanties qu'ils auraient dans la métropole, il encourage la formation de sociétés d'assurances : le décret du 2 septembre 1862 approuve les statuts de la « Caisse des Assurances coloniales » pour les Antilles et la Réunion. Une grosse objection disparaît ainsi. Dans les colonies on se montre aussitôt plus pressant. A la Réunion, le Conseil général, renouvelant le 28 novembre 1862 ses vœux des années précédentes, « supplie instamment le gouvernement de l'Empereur de procurer à la colonie « l'application du Crédit Foncier de France » ; le Crédit Foncier y trouvera le service des annuités « plus « régulièrement assuré qu'en France... ce qui a été fait « pour la grande colonie d'Afrique peut l'être avec « plus de sécurité pour la Réunion » où la propriété est fortement constituée (1)... Au ministère on hésite encore ; on reconnaît que les bases du Crédit Colonial sont « peut-être un peu étroites » ; mais on veut conserver l'institution : il suffira de la trans-

1. *Rapport* de M. Guy de Ferrières au Conseil général. S. O. 1862, 28 novembre.

former (1) ; à aucun moment il n'est question d'étendre les opérations du Crédit Foncier de France. Les dernières hésitations semblent avoir été levées par l'action des administrateurs du Crédit Colonial eux-mêmes ; désireux de profiter des bonnes dispositions du marché pour accroître le rayon des affaires de leur société, ils unissent leurs sollicitations à celles des délégués et des Conseils généraux.

Le 26 janvier 1863, le ministre de la Marine et des Colonies (2) se décide à demander au Président du Conseil d'Administration du Crédit Colonial d'étudier « les modifications à apporter aux statuts de sa société » pour répondre aux vœux réitérés des colonies ». Il faut croire que ces modifications étaient à l'étude depuis quelque temps déjà, car dès le 29 janvier le Conseil d'administration adopte les bases suivantes pour une future *Société de Crédit Foncier Colonial* : élévation du capital social, de la durée des prêts, de l'intérêt ; gratuité du loyer de l'agence dans chaque colonie et des passages du personnel ; garantie coloniale permanente, annuelle, de 2 1/2 % du montant des prêts réalisés ; autorisation pour les colonies d'employer leurs fonds de réserve à acheter des obligations du Crédit Foncier Colonial, etc. (Lettre du président Pinard au ministre, 30 janvier). Le 7 fé-

1. *Exposé général de la situation de l'Empire* au Corps législatif, 1863.

2. Le marquis de Chasseloup-Laubat.

vrier, le Comité consultatif des colonies donne un avis favorable (1) ; et le 19, les propositions du Conseil d'administration sont approuvées par l'Assemblée générale des actionnaires du Crédit colonial. Le gouvernement en saisit aussitôt le Conseil d'État et les Conseils généraux des colonies dont le vote est indispensable pour l'octroi de la garantie.

Le projet Pinard reçoit un accueil différent dans les trois îles intéressées. Aux Antilles, dans la hâte d'aboutir semble-t-il, on accepte les conditions posées sans grande résistance, peut-être aussi sans étude sérieuse ; dès le mois d'avril, les Conseils Généraux de la Martinique et de la Guadeloupe chargent le ministre de traiter avec la société au nom des deux pays (délibérations des 4 et 7 avril 1863).

À la Réunion, on se rebiffe : les conditions paraissent lourdes. Ce qui frappe surtout, c'est le taux brusquement élevé de l'intérêt et la prétention de faire payer par la colonie le loyer et les passages des employés. Cependant ce n'est là que le côté secondaire de la question ; le côté dangereux, la garantie, n'inquiète malheureusement qu'une minorité prudente, qui la trouve contestable aussi bien dans son principe que périlleuse pour l'équilibre des budgets

1. Pour la garantie, le Comité propose la rédaction suivante : « L'inscription annuelle d'une somme fixe aura pour effet d'assurer chaque année, jusqu'à due concurrence, le paiement des intérêts et l'amortissement des obligations ».

futurs (1). Fin mars, le Conseil Général est réuni extraordinairement ; l'Administration locale, tout en le poussant à conclure avec le Crédit Foncier Colonial, l'engage à indiquer fermement à quelles conditions il entend traiter : « Votre position dans l'affaire » est superbe, sachez-en profiter »... Le Crédit Foncier en effet ne pourrait se constituer sans la participation de la Réunion. Or le Conseil, acquis aux intérêts des gros planteurs, aussi aveugle que la plupart d'entre eux, cède sur le point de la garantie ; un seul membre proteste vigoureusement (2), mais ses paroles n'ont aucune influence sur le vote. Dans la pensée que la garantie (comme on l'assure) ne fonctionnera jamais, le Conseil, ne voulant pas immobiliser une somme importante tous les ans, demande que la garantie soit purement éventuelle ; il soumet d'autre part certaines modifications destinées à soulager les débiteurs (intérêt à 6 %, 1 % seulement de frais de commission) ou à diminuer la charge du pays (retenue de 2 % sur les prêts, ajoutée au

1. Cf. article de *la Malle*, 2 avril 1863.

2. Voici les paroles prononcées par M. Phil. Hoarau-Desruisseaux (notaire à Saint-Pierre), dans la séance du 5 avril 1863 : « *Les opérations du C. F. C. n'intéressent pas la totalité des habitants du pays ; le pays ne peut donc prendre cette charge gratuite (la garantie ... Est-il convenable de se jeter en affamés sur les offres qui nous sont faites ?... je demande au Conseil de décider qu'en aucun cas la colonie ne sera tenue de donner sa garantie pour le paiement des prêts faits par le C. F. C...* ».

fonds de réserve de la société pour couvrir la colonie de sa garantie); il insiste enfin — et ici il est bien inspiré — pour qu'une portion des actions du Crédit Foncier Colonial soit réservée à la colonie, jusqu'à concurrence de 1 million et demi à 2 millions de francs (séance du 7 avril 1863).

Ces propositions, si modestes pourtant, sont fort mal reçues par les dirigeants du Crédit Colonial : les velléités de résistance de la Réunion les choquent, après la docilité des Antilles. Le Crédit, sûr de toujours la retrouver, consent à ce que la garantie ne soit qu'éventuelle ; mais il maintient ses autres exigences à peu près entières et attend que le besoin d'argent amène à la raison la colonie récalcitrante. Les pourpaleurs traînent. Aux Antilles on s'énervé ; leurs délégués, en juin, sollicitent vivement le ministre d'octroyer sans retard le Crédit Foncier. Le délégué de la Réunion, de son côté, regrette à chaque courrier « les retards inévitables dûs à l'opposition « du Conseil général » ; si la garantie lui semble « naturelle » et d'ailleurs « d'un fonctionnement très improbable », il juge la demande du maintien de l'intérêt à 6 % « une étrange erreur »...(1). Le pays finit par oublier que son concours est indispensable ; il s'impatiente et beaucoup de gens se mettent à repro-

1. Lettre du délégué, in *Journal du Commerce*, n° du 30 mai 1863 ; cf. *Malle* du 26 juin.

cher au Conseil son intransigeance — si l'affaire manquait ?

Très habilement, le Crédit Colonial fait annoncer partout que la garantie n'est qu'une formalité destinée à rassurer les prêteurs, qu'elle restera illusoire ; la colonie n'a rien à craindre ; au contraire le crédit foncier, c'est pour elle le salut...

C'est sous la pression de toutes ces influences que le Conseil général, convoqué de nouveau à la fin de juillet, se résigne à prier le ministre de « stipuler en « son nom et sur telles bases qu'il jugerait convenables avec la Société du Crédit Colonial » (séance du 31 juillet 1863). La première faute est commise : le Conseil donne carte blanche au ministre ; il ne sait pas au juste ce qu'on va signer pour lui. Pour l'instant, tout le monde est confiant dans l'avenir, les esprits sont soulagés ; une sourde rancune subsiste cependant contre la société triomphante.

Les dernières négociations sont rapidement menées. Le 9 août, la Convention pour la Martinique et la Guadeloupe est signée. Les statuts du « Crédit Foncier Colonial » sont définitivement dressés le 26. Le 31 deux décrets approuvent statuts et convention. *Pour la Réunion, la convention avec le C. F. C. fut signée le 8 septembre (1) ; le 7 octobre, un décret autorise le C. F. C. à y étendre ses opérations et lui*

1. La Convention est annexée au décret du 7 (26) octobre 1863.

accorde un privilège de quarante ans ; le même jour un autre décret approuve la convention du 8 septembre.

Tout est donc organisé à partir de ce moment ; les trois colonies n'ont plus désormais qu'à bénéficier de ce crédit foncier si ardemment désiré. Que peuvent-elles craindre au surplus ? leurs délégués font partie du Conseil d'administration de la société nouvelle...

CHAPITRE II

Etude des actes constitutifs du Crédit Foncier Colonial. Décret du 31 août 1863. Statuts. Convention du 8 septembre 1863 avec la Réunion.

Voici maintenant, en détail, d'après le décret d'approbation du 31 août 1863 et les statuts qui y sont annexés (ce sont ceux du Crédit Colonial sérieusement remaniés), quelle est la constitution de la société du Crédit Foncier Colonial, comment elle doit fonctionner et à quel contrôle elle est assujettie. Nous étudierons ensuite la convention du 8 septembre.

§ 1. — Constitution, fonctionnement (Statuts, Décret du 31 août 1863)

Constitution

Le Crédit Foncier Colonial a son siège et son domicile à Paris. Son objet est triple : 1° prêter aux colonies et aux communes des colonies (innovation) avec ou sans hypothèque, et, sur hypothèque aux par-

ticuliers urbains ou ruraux, isolés ou groupés ; 2^o acquérir, par voie de cession ou autrement, et rembourser, avec ou sans subrogation, des créances privilégiées ou hypothécaires ; 3^o créer et négocier des obligations pour une valeur égale au montant des prêts. Toutes autres opérations sont interdites (art. 2 des statuts, art. 3 du décret). La durée de la Société est portée à soixante ans ; pour la Réunion, un *privilege de quarante ans* est accordé par l'article 2 du décret du 7 (24) octobre 1863. Le décret du 31 août, article 8, accorde le même privilège pour la Martinique et la Guadeloupe. Le fonds social est élevé à 12 millions de francs (4 stat., 7 décr.) ; il se divise en 24.000 actions de 500 francs (1). Un « fonds de réserve » est constitué par un prélèvement annuel d'un quart sur les bénéfices (75 et 77 stat.) ; lorsqu'il atteint le cinquième du capital social, plus de prélèvement, à moins d'une décision du Conseil d'Administration. Le fonds de réserve est destiné à parer aux événements imprévus ; l'emploi en est réglé par le Conseil. Ce Conseil d'administration se compose de quinze membres nommés par l'Assemblée générale des actionnaires (18 à 24 stat.). Les pouvoirs les plus étendus lui appartiennent pour la gestion des affaires de la société ; l'article 25 des statuts est une longue énumération des

1. Les articles 5 à 17 inclusivement des Statuts ont trait aux actions et aux versements.

actes qu'il peut accomplir touchant le personnel, les prêts, les contrats de toute espèce, les acquisitions d'immeubles pour recouvrer les créances, les bilans, les dividendes, etc. Auprès du président du Conseil d'administration se trouvent 3 censeurs chargés de contrôler la stricte observation des statuts (29 stat.) ; ils sont élus par l'Assemblée générale, qui est le pouvoir social souverain. De celle-ci font partie tous les actionnaires qui possèdent au moins 20 actions (30 stat.) ; une réunion de droit se tient chaque année dans le courant du mois de mai (32 stat.). L'assemblée vote toute modification aux statuts, sur l'initiative du Conseil d'administration ; les deux tiers des voix sont exigées (78 stat.) ; elle règle la liquidation de la société si celle-ci vient à être dissoute, *ce qui a lieu de plein droit en cas de perte de la moitié du capital* (79 stat.). L'Assemblée peut, sous réserve de l'approbation des ministres des Finances et de la Marine et des Colonies, autoriser le transport à une autre société des droits et engagements de la société dissoute (80 stat.). Comme pour le Crédit Colonial, un mandat général est conféré au Comptoir National d'Escompte, qui fournit matériel et personnel (préambule des statuts, art. 11 et 27). C'est un simple rôle d'exécution, mais total. Le président du C. F. C. n'est autre du reste que le puissant directeur du Comptoir, M. Pinard, bien connu aux colonies depuis le lancement du Crédit Colonial. L'article 13 du décret du

31 août étend enfin aux colonies les lois et décrets relatifs aux sociétés de crédit foncier : décret du 28 février 1852, loi du 10 juin 1853, décret du 26 juin 1854.

Fonctionnement

Le C. F. C. est donc une pure société de crédit, dont les opérations essentielles doivent être des prêts et des émissions d'obligations.

A quelles conditions prête-t-il ? Certaines règles s'appliquent à tous les prêts consentis à des particuliers. Et d'abord les prêts ne doivent pas dans l'ensemble excéder le décuple du capital social (52 Stat., 7 décr.) ; à côté de ce maximum général, un minimum est fixé pour chaque prêt : mille francs (50 Stat.). Les prêts sont réalisés en espèces, dans les colonies ; le Conseil d'Administration fixe l'intérêt, qui ne peut dépasser 8 % (51 Stat., 5 décr.) Le C. F. C. prête à court ou à long terme. A court terme, c'est-à-dire pour moins de cinq ans, avec ou sans amortissement ; les prêts sans amortissement se remboursent à l'échéance suivant les conditions consenties par l'acte de prêt. Les prêts à long terme sont ceux faits au moins pour cinq ans et au plus pour trente (52 Stat., 5 décr.) ; ils sont remboursables par annuités payables en espèces au siège de chaque agence coloniale. L'annuité comprend l'intérêt, l'amortissement et une

allocation pour « frais d'administration » de 1,20 % par an (maximum) du capital emprunté (51 Stat.). Josseau (1) donne quelques exemples d'annuités ainsi composées : pour un prêt de cinq ans, annuité de 25,85 % (int. : 8 ; amortissement : 16,65 ; frais d'adm. : 1,20) ; pour un prêt de dix ans, annuité de 15,91 % (8 ; 6,71 ; 1,20) ; pour un prêt de vingt ans : annuité de 11,30 % (8 ; 2,10 ; 1,20) ; pour un prêt de trente ans : annuité de 10,04 % (8 ; 0,84 ; 1,20). Ces quelques chiffres suffisent à montrer combien on est éloigné des prêts à bon marché de l'ancien Crédit Colonial : la nouvelle société connaît les colonies et entend les exploiter fructueusement ; il est à remarquer en effet qu'elle adopte le chiffre le plus élevé pour les frais d'administration et l'intérêt. A vrai dire, celui-ci fut d'abord fixé à 6,38 % ; mais on le reconnut bien vite insuffisant et il fut porté à son maximum de 8 %. Le remboursement par anticipation, en totalité ou en partie, est toujours possible. Au cas de remboursement partiel (minimum : une annuité), on déduit l'acompte du capital et on procède à un nouveau règlement des annuités ; la société n'oublie pas de percevoir à cette occasion une autre indemnité de 1/2 % sur les annuités restant à payer (53 Stat.) ; elle exige de plus que le remboursement se fasse à Paris, au siège social (56 Stat.). Tout retard dans le

1. Josseau. *Traité du Crédit Foncier*, 3^e éd., Paris, 1885.

paiement des annuités ou semestres d'annuités porte de plein droit intérêt au même taux que le prêt (55 Stat.). *L'exigibilité immédiate* de la dette sanctionne dans plusieurs cas les obligations de l'emprunteur : par exemple, si celui-ci n'a point payé *une annuité* (ou 1/2 annuité, suivant le mode de remboursement convenu) un mois après mise en demeure (55 Stat.) ; ou bien s'il a omis de dénoncer, dans le délai d'un mois également, toute atteinte à la possession ou à la propriété qui peut intéresser les droits de la société : détériorations, aliénations (57 Stat.) ; ou s'il a dissimulé des causes d'hypothèques légales pouvant grever le gage de son chef (58 Stat.). Il y a substitution de l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué à l'ancien propriétaire vis-à-vis de la société (59 Stat.). Au cas d'exécution d'un débiteur insolvable, la société peut se porter adjudicataire dans le but d'assurer le recouvrement de sa créance ; mais elle ne peut le faire pour une somme excédant de plus du quart le montant de sa créance en principal et accessoires (25 Stat.). Cette acquisition de biens a un caractère exceptionnel : la société n'achète que pour ne pas perdre ses créances, non pour conserver les immeubles ; elle revend ceux-ci, à l'amiable ou aux enchères, dès qu'une occasion favorable se présente ; elle peut même les échanger contre d'autres biens, pourvu que la soulte à payer par elle ne dépasse pas le quart de la valeur de l'immeuble échangé.

Règles spéciales aux différentes sortes de prêts. —

Les prêts aux usiniers sont faits à peu près dans les mêmes conditions que par le Crédit Colonial ; ils en étaient l'objet unique, ils demeurent encore l'opération essentielle du C. F. C. L'article 43 des statuts exige toujours : une première hypothèque ou un gage quelconque, mobilier ou immobilier, la justification de récoltes annuelles suffisantes pour alimenter l'usine à construire ou à améliorer, l'apport de toutes les récoltes à l'usine (si le prêt est fait à un groupe de propriétaires), etc. Ces prêts sont remboursables par annuités complètes ; une demi-annuité est retenue d'avance (54 Stat.). Pour les prêts hypothécaires ordinaires, les principales conditions sont : première hypothèque, nécessaire, sur un immeuble d'un revenu durable et certain, le montant du prêt ne pouvant excéder la moitié de la valeur de l'immeuble donné en gage (44, 48, 49 Stat.). Ne sont pas admis au bénéfice des prêts les théâtres, mines et carrières, les immeubles indivis ou dont la propriété et l'usufruit ne sont pas réunis (à moins du consentement unanime des propriétaires ou ayants-droits) (47 Stat.). Les formalités de la demande de prêt sont indiquées dans les articles 60 à 63 inclusivement des statuts : pièces à produire (titres, baux), examen de la Commission spéciale qui fonctionne dans chaque colonie (composée de l'agent, de 2 membres nommés par le Conseil Général et de 2 membres nommés par le Conseil

d'administration), contrat conditionnel (sur délégation du Conseil d'Administration, la Commission locale peut consentir définitivement les prêts inférieurs à 10.000 francs), purge, frais, etc. Les annuités sont payables par semestre, d'avance (54 Stat.).

Aucune règle n'est établie pour les prêts consentis aux colonies ou aux communes des colonies.

Les obligations

Le titre V des statuts (art. 64 à 73 inclus.) s'occupe des obligations que la société émet en représentation de ses différentes sortes de prêts. Ces obligations sont au porteur ou nominatives (bien que les statuts ne mentionnent pas ces dernières) ; on les émet au fur et à mesure des versements à faire aux emprunteurs, après approbation du ministre des Finances et du ministre de la Marine et des Colonies, et par l'intermédiaire du Comptoir d'Escompte. Leur capital nominal peut varier de 500 à 1.000 francs ; sont possibles : des coupures de 100 francs, des primes, des lots. Pas d'époque d'exigibilité pour le capital. Le remboursement se fait par tirage au sort (68 à 71 inclus.) ou par rachat (au cas de remboursement anticipé, 56 stat.). On frappe immédiatement d'annulation les obligations remboursées par voie de tirage au sort et elles sont détruites en présence d'un administrateur, d'un censeur et du directeur ; procès-ver-

bal. Un timbre spécial d'annulation est apposé sur les obligations rachetées, qui ne peuvent être remises en circulation qu'après une nouvelle délibération du Conseil d'administration et moyennant approbation ministérielle. Dans tous les cas elles participent au tirage.

Contrôle

Le décret du 31 août 1863 organise le contrôle des opérations de la société par les moyens suivants : dépôt d'un extrait trimestriel de l'état de situation de la société au greffe du tribunal de première instance de la Seine (art. 9), d'extraits mensuels des comptes aux ministères intéressés (art. 10) ; possibilité de *vérification* complète de la gestion sociale, à Paris et dans les agences coloniales, par les délégués du ministère des Finances (art. 11). L'autorisation accordée à la société peut être retirée au cas de *violation* ou de *non exécution des statuts* (art. 12).

§ 2. — La Convention du 8 septembre 1863 avec la Réunion

La convention signée avec la colonie de la Réunion isolément le 8 septembre 1863 (elle est identique du reste à la convention passée le 9 août précédent avec la Martinique et la Guadeloupe) se présente comme

un document assez court, en douze articles (1), et dont la caractéristique est l'imprécision sur les points essentiels. Conçue par un des contractants dans son intérêt, acceptée par l'autre, nous l'avons vu, sans étude approfondie, la convention devait être une source de difficultés multiples : les parties purent l'interpréter dans des sens opposés et cependant également plausibles, chacune y trouvant après coup des arguments en sa faveur et invoquant tour à tour selon les besoins de la cause le texte ou l'esprit qui avait présidé à sa rédaction. Nous essaierons de déterminer le sens le plus admissible des dispositions de 1863, en soulignant au passage lacunes et obscurités ; par la suite nous retrouverons les thèses adverses formulées dès 1867.

La Convention définit d'abord les obligations respectives de la Société et de la Colonie. Le C. F. C. s'engage à effectuer, dans l'île de la Réunion et aux conditions statutaires, des prêts hypothécaires jusqu'à concurrence de 10 millions de francs au moins. Tel est l'article 1^{er} ; les trois articles suivants visent les obligations de la colonie et tous les autres ont pour but d'atténuer la lourde charge qui en résulte pour elle.

La colonie s'oblige : 1° à payer à la société, pendant toute la durée de son privilège (c'est-à-dire pen-

1. Voir en appendice le texte de la convention.

dant 40 ans), le *loyer* de son agence et les *passages* aller et retour des employés qu'elle envoie à la Réunion pour gérer ou inspecter. La dépense résultant de ce double engagement ne peut toutefois s'élever annuellement à plus de 8.000 francs (art. 2) ; dans la marge de ce maximum, la société a naturellement toute liberté (cela sera cependant contesté) ; 2° la colonie s'oblige en outre à fournir éventuellement chaque année une *garantie* à la société (art. 3.) C'est la charge capitale, celle qui motivera presque tous les procès ; il importe de l'analyser de près.

Et d'abord quelle est la nature de cette garantie ? C'est une subvention, promise personnellement par la colonie à la société pour la soulager d'une partie des pertes qu'elle peut subir dans le pays. La colonie n'est pas la caution des emprunteurs ; elle ne les connaît pas, elle n'a aucun recours contre eux : or la subrogation au créancier désintéressé caractérise le cautionnement. Cette subvention est éventuelle (on a renoncé, nous l'avons vu, à l'inscrire d'une façon permanente pour son maximum dans le budget local) ; elle est accordée chaque année. Il est possible que les circonstances obligent la société à la réclamer tous les ans ; la colonie devra toujours être prête à payer... La garantie est limitée à certains prêts : ceux réalisés depuis la création du C. F. C. (les prêts du Crédit Colonial sont expressément exclus. Art. 11), et à un certain taux : 2 1/2 %.

du montant des obligations émises par la société en représentation des prêts réalisés par elle dans la colonie. Le chiffre prévu pour les prêts étant de 10 millions, le maximum de la garantie s'élève à 250.000 francs et ne peut être dépassé en aucun cas. Que veulent dire au juste ces mots : *le montant des obligations émises en représentation des prêts* ? La concordance exacte entre obligations et prêts est un principe en matière de crédit foncier ; la convention veut-elle le sanctionner spécialement (les prêts non représentés n'étant point garantis), ou bien est-ce un simple rappel de ce qui se fait normalement, sans idée de sanction ? mais alors ce serait peu utile. C'est un point incertain. Il semble équitable que les prêts même non représentés soient garantis : la colonie profite de ceux-là comme des autres ; elle a grand intérêt à recevoir de l'argent, peu d'intérêt à savoir s'il a été immédiatement couvert par des obligations... La garantie est enfin destinée, « *par préférence aux ressources de la société, à couvrir les pertes éprouvées dans le cours d'un exercice soit sur le paiement des annuités dues par chacun des emprunteurs, soit sur le remboursement du capital de chacun des prêts après liquidation du gage* ». Précisons : 1° la garantie peut très bien ne pas suffire à couvrir toutes les pertes d'un exercice ; la société y pourvoira à l'aide de ses propres ressources. La garantie y est affectée seulement *par préférence*, c'est-à-dire que la

société a le droit de l'utiliser avant toute autre ressource. Les *autres ressources* de la société sont : le capital social, la commission de 1,20, la différence entre le taux des emprunts et le taux des prêts consentis ; et aussi sans doute les revenus que peut faire la société dans l'exploitation des gages qu'elle détendra après expropriation en attendant la revente (ceci sera très discuté plus tard). 2° L'exercice est naturellement la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre ; c'est d'ailleurs l'année statutaire du Crédit Foncier (art. 74 stat.). 3° La garantie est fractionnée, c'est-à-dire qu'elle porte sur chacun des emprunteurs et sur chacun des prêts, il suffit par conséquent qu'un *seul* débiteur ne serve pas ses annuités pour qu'il soit fait appel à la garantie.

Voilà un résultat que ne prévoyait certes pas le Conseil Général de la Réunion lorsqu'il autorisait le Ministre à traiter en son nom : il croyait (comme on le lui affirmait de tous côtés) que la garantie resterait purement illusoire ; or du texte signé pour lui découle la possibilité, pour ne pas dire la certitude, du fonctionnement incessant de la garantie... Ce fonctionnement est réglé par l'article 4 : « *Lorsqu'il ré-*
« *sultera du compte de l'exercice* (on attendra donc
« *la fin de l'exercice)* *que la garantie devra fonction-*
« *ner, la société remettra au Directeur de l'Intérieur*
« *de la colonie un état des sommes qui lui resteront*
« *dues soit sur les annuités, soit sur le capital après*

« *réalisation des gages hypothécaires liquidés dans l'année.* » Sur l'état, faudra-t-il inscrire toutes les sommes restant dues ? La colonie a intérêt à connaître la situation exacte des prêts, et pourtant la société ne semble pas obligée de la mettre tout à fait au courant. L'état des sommes dues sera-t-il seul fourni ? le moindre débiteur a le droit d'exiger la production de tous les documents ayant servi à l'établissement de sa dette. La suite de l'article 4 paraît indiquer que l'état est suffisant à lui seul : « *Sur le vu de cet état, le gouvernement colonial pourvoira au paiement de la dette en inscrivant au plus prochain budget de la colonie un crédit d'égale somme, jusqu'à concurrence du chiffre maximum fixé.* » L'expression : *au plus prochain budget*, n'est pas très claire ; faut-il comprendre : au plus prochain budget qui sera discuté après le dépôt de l'état des pertes, ou bien : au plus prochain budget qui sera appliqué ? Cette dernière interprétation est préférable, parce qu'elle permet la plus rapide solution, ce qui est conforme à l'esprit du texte. Le maximum de la garantie étant susceptible d'être réclamé chaque année, l'Administration coloniale n'a qu'à prendre les mesures nécessaires pour avoir toujours cette somme à sa disposition. Mais des nécessités budgétaires peuvent gêner la bonne volonté de la colonie, occasionner des retards. Nous avons vu que la société compte à ses débiteurs des intérêts moratoires ; en sera-t-il

de même à l'égard de la colonie ? La convention est muette ; l'assimilation est équitable.

Nous avons ainsi analysé la nature et le mode de paiement de la garantie. En chemin, des incertitudes ont été constatées ; l'obscurité devient complète sur la question de l'étendue de la garantie. A quel moment l'opération finit-elle au regard de la colonie ? Il faut supposer une expropriation suivie d'adjudication à la société, suivant l'article 25 des statuts ; sur réclamation, la garantie est payée. Tout est-il terminé dès lors pour la colonie ? De grosses difficultés se présentent. Faut-il déduire à partir de l'expropriation pour l'établissement du maximum de la garantie, les prêts dont les gages ont été adjugés à la société ? si, postérieurement, la revente du gage laisse un déficit nouveau, la colonie peut-elle être appelée à fournir une seconde garantie ? Quelle est la nature du droit de la société sur les biens à elle adjugés ?... Toutes ces questions d'un intérêt considérable ne sont aucunement prévues dans la convention ; elles se poseront plus tard successivement et soulèveront des discussions passionnées.

Nous avons indiqué la préoccupation sensible dans l'acte de 1863 d'atténuer la charge, dangereuse parce qu'imprécise, que la colonie s'imposait en accordant sa garantie : de l'article 4 *in fine* à l'article 12 inclusivement, ce ne sont en effet qu'*atténuations* d'es-pèce et d'importance variées. L'une d'elles, qui aurait

pu être capitale, est celle de l'article 7 : c'est le seul passage de la convention qui s'occupe de la *revente* des gages adjugés à la société après expropriation ; malheureusement là aussi le texte est insuffisant. La colonie doit profiter de la plus-value qui peut résulter de la revente d'un immeuble adjugé à la société après expropriation, « *jusqu'à concurrence du capital fourni en exécution de la garantie* ». Par là est implicitement constaté le caractère temporaire de l'adjudication à la société ; il eût été essentiel d'en faire une règle plus explicite et que, dans la convention elle-même, la société s'obligeât à revendre vis-à-vis de la colonie. Toute crainte de voir un jour, par suite des circonstances, la société détenir de nombreux domaines eût été écartée. Avec le texte adopté, que peut la colonie si la société refuse de revendre ? Pas grand chose ; que peut-elle si la société revend contre son gré ? Pas beaucoup plus : la fin de l'article 7 porte bien que « *l'époque et les conditions de la revente seront déterminées d'un commun accord entre la société et la colonie* », mais il ne prévoit pas l'ombre d'une sanction... La détermination de la plus-value est également peu précise : quand y aura-t-il plus-value ? Est-ce lorsque le prix de revente sera supérieur au prix d'adjudication, indiquant ainsi un accroissement de la valeur du gage pendant la détention par le C. F. C ? Mais alors comment empêcher la société de revendre à un prix toujours infé-

rieur ? On a donné à la colonie plutôt l'espoir d'une atténuation sensible de la charge assumée, que les moyens pratiques d'en bénéficier ; en tout cas l'usage de l'article 7 ne se conçoit pas sans procès.

L'article 6 de la convention apporte une deuxième atténuation : « *La colonie aura toujours la faculté de se libérer du service des annuités en provoquant de la part de la société l'exécution immédiate du gage. Cette exécution ne pourra être différée que du consentement de la colonie et dans l'intérêt commun.* »

Il est certain par conséquent que lorsque la société demandera la garantie pour des annuités en retard, la colonie pourra toujours exiger l'exécution des retardataires. Mais la colonie a-t-elle le droit de faire exécuter des débiteurs en retard pour les annuités desquels *aucun appel* à la garantie n'est fait ? la société peut prolonger le crédit d'un débiteur gêné, ne pas compter les annuités qu'il n'a point payées sur l'état annuel. Pour que la colonie puisse user de son droit, il lui faudrait connaître la situation exacte de chacun des emprunteurs ; la convention ne semble pas lui permettre de réclamer un état spécial, ni d'exiger que l'état annuel comprenne *toutes* les pertes. Il peut en résulter le danger suivant : la société, ne recourant à la garantie que pour les pertes subies sur le capital après liquidation des gages, laisserait, au lieu d'exproprier tout de suite, s'accumuler les annuités impayées, de façon à faire couvrir le plus possible

de pertes par la garantie, en sériant les expropriations. Contre cette éventualité, le dernier paragraphe de l'article 4 institue une sorte de prescription : « *les effets de la garantie seront épuisés dans le cours de deux semestres* » ; par conséquent, la société renonce à tous les semestres non réclamés, antérieurs aux deux derniers, ceux-ci étant les seuls que garantit la colonie et ceux-là étant prescrits (au seul regard de la colonie, bien entendu). Une difficulté se présente : l'amortissement inclus dans ces annuités réputées payées doit-il être déduit du capital dû sur chaque prêt liquidé et comptant dans le calcul du maximum de la garantie ? La convention ne dit rien... Le paragraphe se termine ainsi : « *L'imputation de la dette d'un exercice ne pourra jamais être reportée sur l'autre.* » Très vague ; à moins que cela ne signifie simplement que la dette arrêtée à la fin d'un exercice ne peut être reportée sur l'exercice suivant, même si la garantie a été insuffisante pour la couvrir tout entière. Il ne semble pas possible en tout cas que cette règle ainsi énoncée interdise à la société de rouvrir le compte d'un prêt liquidé, dans le cas où la revente du gage laisserait plus tard un nouveau déficit : comment faire, si la société réclame une seconde garantie, pour la lui refuser ? La convention ne prend aucune précaution : il faudra plaider.

Les autres atténuations sont celles des articles :

2 *in fine* : Les stipulations touchant le loyer et les

passages cesseront d'avoir leur effet lorsque le fonds de réserve de la société aura atteint le cinquième du capital social ; elles reprendront leur cours si la réserve vient à être entamée. D'où, semble-t-il, pour la colonie le droit d'obtenir un état de la situation du fonds de réserve.

5 : On déduira toujours les frais d'administration, pour lesquels la société perçoit déjà une indemnité comprise dans l'annuité. Il faut sans doute ranger parmi les frais d'administration les frais d'inspection.

8 : *« Il est également tenu compte à la colonie par
« la société de tout excédent qui pourrait rester libre
« entre ses mains à la suite de recouvrements opérés
« ultérieurement sur ses débiteurs, après application
« des dits recouvrements à l'extinction de sa créance
« en capital et accessoires. »*

9 : Lorsque le fonds de réserve aura atteint le cinquième du capital social, le prélèvement sur les bénéfices servira à constituer un fonds de garantie, *« dont le montant sera spécialement et successivement
« affecté au remboursement des sommes que la colonie
« aurait été obligée de verser à la société par
« suite de la garantie ».*

12 : *« Dans le cas où la société s'établirait dans
« une autre colonie que la Martinique, la Guade-
« loupe et la Réunion, soit sans exiger de garantie,
« soit en exigeant une garantie moindre, la Réunion*

« sera admise de plein droit à réclamer le bénéfice
« de l'égalité de traitement. »

Ces dernières atténuations sont en vérité un peu aléatoires...

L'article 11 décide enfin que la société sera déchue du droit de réclamer la garantie « au cas d'irrégularité des titres ou de tout autre faute lourde de sa part ». Vague : y a-t-il faute lourde si la société consent un prêt sur une estimation notoirement exagérée, bien que toutes les formalités aient été remplies ? ou si le succès de la revente (à supposer qu'une seconde garantie soit due lors de la revente) a été compromis par la négligence de la société ou les transformations qu'elle a opérées sur le bien détenu ? Bien plus, dans cette dernière hypothèse, la colonie ne pourrait-elle pas demander des dommages-intérêts à la société, à raison de la plus-value possible dont elle perdrait le bénéfice ? Tout cela peut être soutenu, tout cela le sera au cours d'une foule de procès.

Aussi la question que nous allons envisager maintenant est-elle une question de *compétence* : devant qui porter les litiges s'il s'en produit ? La juridiction administrative semble compétente : l'approbation par décret en Conseil d'État d'une convention d'intérêt public dont l'effet immédiat se traduit par l'inscription au budget d'une somme déterminée, en assure le caractère administratif. Le Conseil Privé de la

Colonie, siégeant en Conseil du Contentieux administratif, devra donc être saisi de toutes les difficultés relatives à la fixation du chiffre de la garantie ; l'appel ira au Conseil d'État.

Tel est l'acte qui règle les rapports de la Société de Crédit Foncier Colonial et de la Colonie de la Réunion, en les plaçant d'emblée sur un terrain de défiance mutuelle. Il n'est guère possible de ne point le juger sévèrement. Nous allons voir combien son obscure rédaction engendrera de conflits, non seulement à la Réunion, mais à la même époque dans les Antilles ; plus prévoyante, plus claire, elle les eût assurément prévenus.

CHAPITRE III

Les débuts du Crédit Foncier Colonial dans l'île

La crise sucrière. Premières difficultés.

Les procès (1867-1875).

Les arrêts-bases de 1873 et 1875

§ 1. — Installation, premières opérations de la société

Les derniers mois de l'année 1863 sont consacrés à l'installation de la société du C. F. C. dans les colonies.

A la Réunion, un arrêté du 3 décembre promulgue les décrets d'août et d'octobre. Le personnel des agences arrive, les bureaux sont constitués (16 décembre). Le public attend avec impatience que l'organisation soit prête : depuis le début de l'année, aucun prêt n'a été consenti. Quelques personnes regrettent encore que les contre-propositions du Conseil général aient été repoussées ; mais les adversaires eux-mêmes de la garantie se bercent de l'espoir que le fonds de réserve de la société atteindra le cinquième du capital social à bref délai (1).

1. N° de *la Malle* du 13 déc. 1863.

Au commencement de 1864, les travaux préparatoires sont achevés. La Commission est nommée. Les demandes de prêts ne tardent pas à devenir nombreuses ; leur examen entraîne forcément des longueurs, par suite de la nécessité de soumettre les décisions de la Commission et les dossiers au Conseil d'Administration à Paris. Plusieurs prêts importants de 100.000 francs à 1 million, sont consentis à des propriétaires sucriers. Ceux dont la fortune passait pour être le plus solidement assise sont les premiers à réclamer le concours financier de la société. Le premier effet obtenu est de rendre ainsi publique la précarité d'une foule de situations et de faire perdre toute valeur à la signature de celui qui tombe sous la coupe du C. F. C. (1).

Les demandes cependant se multiplient. Le gouverneur conseille en vain, si l'on veut que l'aide de la société soit fructueuse, d'en faire « un usage discret ».

Au 30 novembre 1864, la société est sollicitée pour plus de 11 millions. Que faire ? les planteurs ne voient qu'une solution : porter à 20 millions le chiffre minimum des prêts. Mais la garantie passera de 250.000 à 500.000 francs ? Tant pis ! C'est ce que l'on propose au Conseil Général le 23 décembre, et c'est ce qu'il adopte le même jour à l'unanimité moins une voix,

1. Giraud. In *J. du Commerce*, n° du 17 déc. 1867.

toujours la même (1). Voilà doublée en un instant la somme qui, l'année précédente, paraissait abusive ; de la façon la plus aveugle, les intérêts du pays sont sacrifiés pour la seconde fois aux appétits d'une poignée d'usiniérs, — de la façon la plus inutile aussi.

La C. F. C. ne peut que s'empressez de favoriser une combinaison qui affermit son crédit sur le marché métropolitain. Son président, en vertu des pouvoirs que lui confère le Conseil d'Administration le 30 mars 1865, signe avec le ministre de la Marine une *Convention additionnelle*, spéciale à la Réunion, à la date du 26 juin 1865. A partir du 1^{er} janvier 1866, la garantie maxima est de 500.000 francs ; le C. F. C. s'engage à prêter au moins 20 millions. Le décret d'approbation (du 5 septembre) est promulgué dans l'île par l'arrêté du 13 octobre 1865.

A partir de ce moment le C. F. C. prête sans discontinuer, presque toujours à des propriétaires sucriers ; un certain nombre de prêts sont gagés sur des immeubles urbains, mais pour des sommes assez faibles. On ne peut en vérité reprocher à la Commission locale de témoigner de prudence excessive, ni aux administrateurs parisiens de lésiner sur l'or qu'on leur demande.

1. C. Général, S. O. 1864, 23 décembre, proposition Pruche-Aubry. Le vote du Conseil Général est approuvé sans difficulté par le Conseil Privé, le Gouverneur et le Ministre. On avait même proposé au Conseil de voter 30 millions de prêts et 750.000 francs de garantie (sur un budget de 5 millions) !

En deux ans (1864-1866), le C. F. C. apporte dans l'île plus de 15 millions 1/2 de francs, sur les 20 millions promis. A s'en tenir à ces chiffres, il peut donc estimer qu'il tient ses engagements, et même qu'il les tient d'une manière particulièrement brillante (1).

Son succès à Paris se maintient en somme heureusement. Il prend d'abord un caractère très net de spéculation, — rien de l'ancien Crédit Colonial. Les 12.000 actions de son capital sont souscrites en quelques jours, du 26 février au 6 mars 1863 (2) ; leur cours subit des variations considérables, partant de 500 francs, pour arriver à 700 fin 1863, après un maximum de 1.235 francs dans les premiers jours de septembre (à l'annonce de la signature de la Convention avec la Réunion). De fortes primes sur ces actions à peine émises font réaliser de gros bénéfices aux actionnaires-fondateurs. Puis graduellement le silence s'établit autour de l'opération, les cours se tassent. La société distribue des dividendes de plus en plus importants : 13 fr. 25 (1864), 28 fr. 50 (1865), 32 fr. 50 (1866). En 1865, la société émet à 475 francs 45.000 obligations à 5 %, remboursables à 600 francs par voie de tirage au sort pendant cinquante ans à partir de 15 décembre 1866 ; l'émission lui rapporte la somme de 20.181.150 francs.

1. *Mémoires du C. F. C.*, au C. d'État, 1874, p. 6.

2. Cf. *J. du Commerce*, 1868, série d'articles signés Méhut.

§ 2. — La crise

Toute cette façade de succès commence cependant à s'écrouler en 1867. L'afflux de l'or métropolitain n'empêche point d'éclater la crise latente depuis dix ans ; le C. F. C. ne porte aucun remède à la situation du pays. Dans le moment même où il est octroyé, on sent qu'il sera insuffisant et qu'organiser le crédit agricole eût été plus efficace. Les planteurs, dans une adresse à l'Empereur (décembre 1863) demandent que les deux institutions se complètent d'urgence (1). Une banque de « Crédit agricole et commercial » se fonde peu après sur une initiative privée. En 1865, tentative de Banque d'Union et d'Echange (J. Gillot-l'Étang) (2). Le besoin d'argent reste donc vif malgré les millions du Crédit Foncier ; l'essai de liquidation territoriale effectué dans les conditions onéreuses que l'on sait, laisse entier en effet le problème de l'exploitation. Et les circonstances rendent celle-ci de moins en moins rémunératrice. Les petits ouragans du 2 et du 21 février 1863 font tomber la production sucrière de la campagne 1863-1864 à 35.912.838 kilogrammes, après les 70 millions 1/2 de 1862-1863 ! Les efforts des planteurs, en dépit des parasites et de la

1. *Malle*, n° du 10 déc. 1863.

2. *J. du Commerce*, n° du 25 janv. 1867.

sécheresse, réussissent à provoquer un léger relèvement des récoltes au cours des années suivantes : 39.900.000 (1864-1865), 48 millions (1865-1866), 52.900.000 (1866-1867) (1). Mais tant de luttes n'ont point la récompense méritée : la baisse du prix des sucres, sensible dès 1859, s'accroît à partir de 1863 en raison du développement de la production betteravière européenne. Les sucres coloniaux sont handicapés par les frais de transport ; pour leur permettre de se présenter sur le marché dans de meilleures conditions, la Chambre de Commerce (mai 1863) et le Conseil général (8 avril, 4 décembre 1863) (2), sollicitent la prolongation à dix ans de la détaxe de distance accordée par la loi du 23 mai 1860 pour jusqu'au 1^{er} juillet 1864 ; avec bienveillance le gouvernement consent à accorder de nouveau une détaxe de 5 francs par 100 kilogrammes jusqu'au 1^{er} janvier 1870 (loi du 7 mai 1864, art. 2).

La diminution des revenus entraîne une forte baisse de la valeur des propriétés. Vers la fin de 1866, après quelques effondrements, on commence à reprocher à la Commission locale d'avoir forcé les estimations foncières. Tout le monde constate le caractère aigu de la crise ; pour la conjurer, on discute à nouveau sur les vieux projets de colonisation intérieure (3) ;

1. *Mémoire* du C. F. C., 1874, p. 80.

2. Propositions de Châteauneuf, Bridet.

3. Ainsi *J. du Commerce*, n° du 26 juin 1867.

la mise en culture des plateaux du centre de l'île devient une panacée; si bien que l'administration annonce qu'elle va « s'occuper sérieusement » de concéder la plaine de Bélouve (1), que d'autre part elle demande au Conseil général son avis sur la façon d'assurer l'approvisionnement alimentaire de la colonie (2) (question paradoxalement inquiétante et jamais solutionnée).

Telle est la détresse dans laquelle se débat le pays, bien que depuis trois ans fonctionne la société dont il attendait naïvement le salut. Cette économie s'aggrave d'une gestion administrative déplorable. Les finances sont obérées : la Caisse de réserve, où il y avait plus d'un million en 1862, a été vidée par des prélèvements successifs; les recettes ont fléchi énormément au cours des exercices 1863, 1864, 1865; en 1866, la colonie doit à la métropole 1.136.000 fr. (3). Or pendant ce temps, sur les 5.398.000 francs du budget local, 2.339.000 sont consacrés au personnel administratif, 361.000 seulement aux travaux publics; proportion d'autant plus condamnable qu'en 1857, à l'apogée de la prospérité du pays, sur un budget ana-

1. *Journal officiel*, n° du 13 juillet 1867. Le projet de l'Administration est du reste peu après repoussé par le Conseil général, à l'unanimité!

2. C. G. 1866. S. Extr. août.

3. C. G. 1866. S. Ord. Exposé du Directeur de l'Intérieur sur le *projet de budget* pour 1867.

logue de 5.200.000 francs, les travaux publiés comp-
taient pour 1 million et demi, le personnel pour
1 million et quart seulement. A la façon de ces
parasites qui se multiplient sur les corps dont
s'avance la décomposition, les dépenses du person-
nel s'accroissent du double au moment où la ruine
de la colonie s'accroît ; exemple curieux d'admi-
nistration par des militaires. L'ancien Conseil géné-
ral (nommé en vertu du sén.-consulte du 3 mai 1854)
s'inquiétait mollement de cette gabegie (1) ; le nou-
veau Conseil (composé par l'arrêté du 8 mars 1867,
en exécution du sén.-consulte du 4 juillet 1866), dont
les attributions ont été notablement augmentées, ré-
clame des économies mais ne se décide pas à en pra-
tiquer de réelles (2). Chacun pense en effet « qu'une
bonne année », « une seule récolte de 72.000 kilos »
suffiraient pour que la crise prit fin. Le Crédit foncier
lui-même partage cet optimisme et nourrit, au milieu
de 1867 encore, des illusions sur les forces agricoles
de la colonie (3). Déjà cependant des annuités res-
tent impayées ; il est forcé d'exproprier et de faire
appel à la garantie.

1. A signaler en 1864 des velleités de protestation : le rapporteur de
la Comm. du Budget du C. G. ose *blâmer le luxe du personnel admi-
nistratif* et dépeindre *la consternation du pays devant son maintien
par un temps de misère générale*.

2. L'Administration, pour montrer sa bonne volonté, renonce en
1866 à tous les travaux neufs.

3. *Rapport à l'Ass. Gén. des Actionnaires* du 27 mai 1867.

§ 3. — Appel à la garantie ; difficultés ; procès
(1867-1875)

C'est du 30 septembre 1866 que datent les premières annuités non payées. L'administration refusant de les solder et invitant le C. F. C. à exécuter les gages (1), celui-ci exproprie en 1864 les domaines de *Moka* (Sainte-Marie) et *Bras-Madeleine* (Saint-Benoît) ; mais il est obligé de s'en rendre adjudicataire, l'acuité de la crise écartant tout enchérisseur. La perte subie sur ces deux adjudications (508.812 fr. 37) dépasse de beaucoup le maximum de la garantie susceptible d'être réclamé, lequel est de 389.425 francs à raison de 15.577.000 francs de prêts réalisés (2).

Le 19 octobre 1867, l'avant-veille de l'ouverture de la session ordinaire du Conseil général, la société met l'Administration en demeure d'inscrire une somme de 389.425 francs au budget de 1868, à titre de garantie pour les pertes de l'exercice 1867 (calculées du 1^{er} octobre 1866 au 30 septembre 1867). Le 21 octobre, le gouverneur (3) annonce l'événement au Conseil ; il ajoute simplement que « le principe de la

1. Lettre du Dir. de l'Intérieur du 6 février 1867.

2. Perte sur *Moka* : 139.625 fr. 15 ; perte sur *Bras-Madeleine* : 369.187 fr. 22. Le C. F. C. exproprie aussi en 1867 l'habitation *Maison-Rouge* (à Saint-Louis) ; mais un tiers s'en porte adjudicataire. .

3. Le capitaine du vaisseau Dupré.

« garantie n'est pas contestable, mais que son chiffre « a besoin d'être attentivement contrôlé » (1). L'Administration est assurément gênée par la demande du C. F. C., et surtout par l'époque où elle est formulée ; le budget de 1868 n'a été bouclé qu'à grand'peine ; pourquoi la société n'attend-elle pas la fin de l'exercice 1867 (ce qui est très juste) pour arrêter le chiffre de ses pertes ? Le « plus prochain budget » après le 1^{er} janvier 1868 serait alors celui de 1869, discuté et voté en 1868, et l'Administration aurait le temps de se retourner (ce qui est en somme plausible). Il faut donc rejeter la demande de garantie comme *prématurée* (2). C'est ce que fait le gouverneur en Conseil Privé le 30 octobre ; la Commission du Budget, puis le Conseil général l'approuvent. Cette décision est transmise le 16 novembre suivant à l'Agent du C. F. C. par le Directeur de l'Intérieur, qui lui demande en même temps de fournir un état des débiteurs en retard (par application de l'art. 6 de

1. Il n'est pas exact que le gouverneur ait promis que le crédit serait inscrit au « *prochain* » budget et que l'administration se soit ravisée plus tard (comme le prétend le C. F. C. en 1874).

2. En tout cas elle n'avait rien d'*inopiné*, comme le Dir. de l'Intérieur de Lagrange l'affirma devant le C. Privé ; dans son rapport sur le projet de budget pour 1868, M. de Lagrange lui-même annonçait au C. Général que « l'éventualité d'une réclamation du C. F. C. devait selon toute apparence se produire d'un instant à l'autre ». L'administration fut donc en réalité peu surprise et très imprévoyante.

la Convention) (1). L'ère des difficultés est ouverte.

A Paris, les dirigeants du C. F. C. sont extrêmement surpris ; ils sont convaincus que la Colonie ergote parce qu'elle ne sait où trouver de l'argent pour se libérer. Le Conseil d'Administration décide de lui en offrir (2) ; un de ses membres, ancien délégué de la Réunion, est envoyé dans l'île pour conclure plus sûrement l'affaire. Sur sa demande, le Conseil général est convoqué extraordinairement le 14 avril 1868 ; offre lui est faite d'un prêt de 3 millions, à condition que le point de vue de la société soit adopté. Présentées peu habilement, ces propositions, dont l'acceptation eût d'ailleurs grevé le budget d'une très lourde charge annuelle, sont rejetées à l'unanimité le 22 avril (3) ; de plus, le Conseil approuve l'attitude de l'Administration et l'autorise à ester en justice ; il décide enfin au point de vue des principes que la Co-

1. Que veut-il en faire ? Veut-il réclamer l'exécution *en masse* des débiteurs retardataires ? A coup sûr, non ; mais le C. F. C. se hâte d'insinuer que tel est son but et proteste.

2. Note de M. Pinard au gouverneur, du 1^{er} févr. 1868, publiée au *J. off. de la Réunion* le 10 avril 1868. M. Pinard menace la colonie d'intérêts de retard. Cf. le *Mémoire* de 1874, p. 61.

3. Les conditions du prêt étaient : 3 millions pour 30 ans, annuité de 300.000 francs, garantie portée à 390.000 francs ; la colonie aurait donc eu à payer près de 700.000 fr. par an au C. F. C. Personne n'y consentit. Il se trouva un conseiller général pour supplier le conseil de ne pas plaider, de s'arrêter sur cette pente fatale ; on l'accusa d'être l'avocat de la société.

jonie a le droit : 1° d'exiger l'état des emprunteurs en retard à chaque réclamation de la garantie ; 2° de provoquer l'exécution immédiate de ces emprunteurs, tout retard ne pouvant être apporté que du consentement de la colonie. Ces résolutions devaient guider tout l'action administrative ultérieure. Pour l'instant, le négociateur malheureux manifeste son mécontentement dans une brochure rendue publique après son départ du pays (1) ; ses insinuations ne font qu'exci-ter l'indignation générale et beaucoup de gens qui se deman- daient auparavant si l'administration n'avait pas porté atteinte à la convention par sa fin de non-re- cevoir, se solidarisent maintenant avec elle dans la défense des intérêts de la colonie (2).

Le ministre de la Marine et des Colonies (3), mis au courant des incidents, approuve lui aussi l'attitude de l'Administration de la Réunion ; l'avocat du mi- nistère (4) fournit le 3 juillet 1868 une consultation également favorable. Aussi le ministre, lorsqu'il est sollicité par la société d'inscrire d'office au budget de 1868 la garantie pour 1867 et des intérêts de re-

1. *Observations...* présentées par M. Imhaus au C. Général et au C. privé... 1868.

2. Ainsi le *J. du Commerce* (24 Déc. 1867, 10 avril 1868), le *Moniteur* ; cf. *l'Étude sur le C. F. C.* de Trollé et Giraud, Saint-Pierre, 1871, très utile à consulter.

3. L'amiral Rigault de Genouilly.

4. M^e Beauvoir-Deveaux.

tard (7 août) (1), répond-il par un refus motivé (20 août). Le gouvernement local, fort d'une telle approbation, ne peut que soutenir sa thèse jusqu'au bout ; le C. F. C. de son côté s'obstine dans sa façon de procéder et le conflit se perpétue.

La société semble bien à un moment donné admettre le point de vue de la colonie sur la durée de l'exercice : le 22 octobre 1868, elle demande l'inscription de la garantie de 1867 au budget en préparation pour 1869 ; mais elle ne fournit pas d'autre pièce que l'état des pertes sur les gages réalisés avant le 1^{er} octobre 1867.

D'autre part, tout de suite après (le 24 octobre), des expropriations nouvelles ayant été opérées depuis le début de l'année, l'agent demande l'inscription, également au budget de 1869, de la garantie pour l'exercice 1868 (oct. 1867-oct. 1868) (2). Dans sa réponse, le 7 novembre, le directeur de l'Intérieur proteste à nouveau contre l'absence de l'état des débiteurs en retard (3) et le caractère prématuré de la demande pour 1868. En décembre (le 25), le Conseil général, après s'être élevé contre les insinuations du

1. La requête du C. F. C. est appuyée d'une consultation de M^r Groualle, président de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

2. 389.425 francs (à raison de 14.477.000 francs de prêts en cours).

3. La société est mise en demeure de fournir cet état dans les cinq jours ; elle n'obéit naturellement pas.

C. F. C., inscrit la somme due pour 1867 au budget de 1869 et décide unanimement, comme le propose l'Administration, d'en déposer le montant à la Caisse des Dépôts et Consignations jusqu'à ce que la société ait fourni les documents réclamés. La garantie pour 1868 étant réclamée prématurément, le Conseil ne s'en occupe pas (1).

On arrive ainsi à l'année 1869 sans que le C. F. C. ait touché le moindre argent, ce qui n'est certainement pas conforme à la convention. Situation d'autant plus fâcheuse que la même nécessité d'exproprier et presque les mêmes difficultés juridiques se retrouvent dans les Antilles, victimes elles aussi de la crise sucrière.

La société ne désespère pas cependant ; elle qui reprochera plus tard à la Réunion de s'être montrée processive, elle épuise toutes les juridictions à la recherche de celle qui lui donnera gain de cause. En

1. A mentionner un *projet* intéressant présenté par M. Giraud à la Chambre d'Agriculture en 1868 et discuté dans la session de juin. Il serait créé une *Caisse spéciale* au capital de 12 millions (prélevé au moyen d'un droit de sortie sur les produits de la colonie pendant 24 ans), pour continuer les opérations du C. F. C., les droits et privilèges de celui-ci étant rachetés par le remboursement du capital et des intérêts des obligations émises et le versement d'une indemnité aux actionnaires. Plus de garantie par conséquent. Ce projet fut approuvé unanimement par la Chambre d'Agriculture ; l'avis du directeur de la Banque Coloniale fut également favorable. Le principal obstacle à sa réalisation vint du ministère. Cf. *J. du commerce*, 19 juin 1868.

mars 1869, elle forme un pourvoi devant le Conseil d'État contre le refus ministériel du 20 août 1868. Puis, changeant de tactique parce que sans doute peu confiante dans le succès du pourvoi, elle introduit le 4 mai un autre pourvoi devant le Conseil Privé de la Réunion, constitué en Conseil du Contentieux, contre le rejet par l'Administration de la demande du 24 octobre 1868 (garantie pour 1868). Une procédure différente est ainsi inaugurée ; Administration, Ministre, Conseil d'État, telle était la filière pour l'annuité de 1867 ; pour celle de 1868, c'est : Administration, Conseil du Contentieux et Conseil d'État éventuellement.

Pendant que les procès s'accumulent, la crise persistante entraîne de nouvelles expropriations et toujours des pertes pour la société. La colonie se débat elle aussi dans une gêne croissante : la propriété s'avilit, la misère est générale. Les planteurs sollicitent encore une fois du gouvernement le maintien de la détaxe de distance (qui doit prendre fin le 1^{er} janvier 1870) au moins jusqu'à l'arrivée en France des sucres de la récolte 1869-1870, c'est-à-dire vers mars-avril 1870 (1). Le Crédit Foncier joint ses efforts à ceux du Conseil général et du délégué de la Réunion pour l'obtenir ; il apparaît ainsi sous la qualité de grand propriétaire sucrier.

1. *J. de Commerce*, n° du 25 mai 1869.

Le 19 octobre, l'Administration fait offrir à l'agent de la société (1) la somme due pour 1867, sous les conditions suivantes : remise par le C. F. C. des justifications nécessaires et de l'état des débiteurs en retard, la colonie se réservant le droit de poursuivre judiciairement la résolution de la convention pour inexécution de l'article 6, et d'exciper de l'article 10 (faute lourde) pour s'exonérer de toute garantie touchant la perte sur l'habitation *Moka* (2). Sur le refus de l'agent, la somme est immédiatement consignée à la Caisse des Dépôts.

La nouvelle administration de l'île (3) se montre aussi ferme que l'ancienne contre les prétentions du C. F. C. ; elle repousse la troisième et toujours prématurée demande pour l'inscription au budget de 1870 de la garantie due pour 1869 (389.875 fr., à raison de 15.595.000 fr. de prêts, la demande est faite le 10 nov. 1869), et sollicite du Conseil général l'autorisation de poursuivre en justice la résolution de la Convention. Le C. F. C. avait cependant complé sur

1. M. Alex. Revercé.

2. Lors du prêt sur *Moka*, toutes les formalités statutaires ayant d'ailleurs été remplies, on avait attribué au domaine une superficie de 300 hectares ; or la superficie réelle était de 180 hectares. L'administration proteste dès nov. 1868 : pour elle, il y a eu faute lourde.

3. Le gouverneur de Lormel, le directeur par intérim baron de Keating. Le gouverneur Dupré et le Directeur de Lagrange étaient dans une situation intenable depuis qu'ils avaient fait tirer à Saint-Denis sur une foule inoffensive, le 2 décembre 1868.

le nouveau gouverneur pour améliorer l'état de ses affaires dans l'île ; lors de son départ de France, il lui remettait un *second projet de transaction*, daté du 22 octobre.

Le gouverneur soumet ce projet au Conseil Général dès l'ouverture de la session ordinaire de 1869 ; une Commission l'étudie longuement (rapport Tiphaine). Finalement le Conseil l'écarte comme incomplet et ne mettant pas fin à toutes les difficultés (1) ; mais en même temps, dans un esprit très net de conciliation, il ajourne toute autorisation de poursuite et invite l'Administration à préparer de concert avec le C. F. C. un projet complet et général de transaction (21 décembre). Cette décision est approuvée unanimement dans le pays (2).

L'échec du projet de transaction ne décourage pas le Conseil d'administration du C. F. C. ; M. Pinard, faisant état du désir de conciliation du Conseil général, propose au gouverneur de faire conférer par le Conseil de pleins pouvoirs au Ministre pour régler les conditions d'exécution de la convention directement à Paris avec la société (18 février 1870) ; il lui

1. La société consentait à faire partir l'exercice du 1^{er} janvier de chaque année (le contraire était insoutenable!) ; mais la colonie devait renoncer à l'art. 6, à une partie de l'art. 4 et aux redressements qu'elle estimait devoir s'élever à 700.000 ou 800.000 francs. Certains articles de la convention semblent gêner la société.

2. Cf. *J. du Commerce*, n° du 14 décembre 1869.

demande en même temps de faire verser les garanties déjà inscrites aux budgets de 1869 et 1870 (celles de 1867 et 1868), sous toutes réserves naturellement (1). Le gouverneur répond, le 9 avril, qu'il est très douteux que le Conseil accorde au ministre pleins pouvoirs pour traiter (on se méfie maintenant des actes signés à Paris au nom de la colonie, encore plus que des projets de transaction présentés par le C. F. C. lui-même !), et ne souffle mot sur les paiements à effectuer (ce qui est très maladroit). Il préfère nommer une *Commission administrative* pour préparer un projet général de transaction, conformément au vote du 21 décembre 1869 (2). La Commission arrête les bases de son projet au mois d'août. Mais les événements qui bouleversent la métropole retardent la solution des difficultés pendantes ; l'année s'achève sans même que l'attention soit ramenée sur le C. F. C. par les formalités coutumières : deuxième pourvoi devant le Conseil du Contentieux contre le rejet de la demande de garantie faite le 10 nov. 1869 (10 sept.), demande nouvelle de garanties pour les pertes de l'exercice 1870 (28 octobre) (3).

Avec l'année 1871 s'accroît la pénurie financière dans laquelle tant de lenteurs ont mis le C. F. C. ;

1. *Mémoire* du C. F. C., 1874, p. 68 sqq.

2. La Commission se compose de MM. Bertho (conseiller privé, président), Morel et de Sigoyer.

3. 386.480 fr. 79 (expropriation de « Beauvallon »).

après avoir restreint depuis 1867 le chiffre de ses dividendes, il renonce désormais à en distribuer. La situation de la Colonie n'est guère plus brillante ; la réforme de ses finances paraît urgente. Les élections au premier Conseil général de la République (2) (février 1871) se font sur un programme radical d'économies ; l'assemblée s'emplit d'hommes nouveaux, actifs, résolus, et dont plusieurs sont éloquents ; le lourd héritage de l'administration et du Conseil de l'Empire est supporté quelque peu impatiemment ; mais l'attitude vis-à-vis du C. F. C. reste hostile. Dans ce pays où le souvenir de la Compagnie des Indes est resté vivace, on commence à craindre que la société n'accapare trop de biens ; appuyée sur la haute finance parisienne, disposant d'une clientèle des plus nombreuses dans la colonie, privilégiée pour plus de trente ans encore, elle risque de devenir une puissance redoutable. Son agent vient de se faire élire au Conseil général (3) ; cette première intervention dans la politique locale suscite à la société des animosités tenaces. La sauvegarde de la colonie est dans la convention ; on ne songe plus à la dénoncer, on s'y cramponne ; aucune transaction n'est possible désormais.

1. Faites en vertu d'un décret du Gouvernement de la Défense Nationale, du 3 déc. 1870.

2. Il s'abstint d'ailleurs très correctement de prendre part aux discussions qui eurent lieu à propos du C. F. C.

En avril (le 22), nouveau pourvoi de la société devant le Conseil du Contentieux contre le rejet de la réclamation d'octobre 1870. En septembre, l'agent demande à retirer de la Caisse des Dépôts la garantie de 1867 : ayant remis l'année précédente (le 4 mars 1870) un état des débiteurs en retard (1), il estime avoir satisfait à la principale condition des offres réelles de 1869 ; tous droits sont réservés à propos de *Moka* et des intérêts de retard (lettre du 6 septembre). L'administration jugeant cette adhésion insuffisante, s'oppose formellement au retrait de la somme déposée (19 septembre). Mesure inhabile : à coup sûr la colonie doit au C. F. C. le triple de la garantie de 1867 ; pourquoi ne pas faire preuve de bonne volonté en payant une partie de la dette ? La société aura beau jeu de dire par la suite qu'on a cherché à la ruiner (et le renom de débiteur récalcitrant pèsera lourdement sur le pays) et de montrer que l'administration ne songea plus à utiliser le fameux état tant réclamé dès qu'elle l'eut en sa possession.

Le 26 octobre 1871 intervient la *première décision de justice* de l'affaire : le Conseil du Contentieux se déclare incompétent aussi bien sur l'inscription d'office au budget des sommes dues en garantie que sur l'appréciation du quantum des sommes dues. La

1. Sur la demande que lui en avait faite le Directeur de l'Intérieur le 22 fév. 1870 (*Mém.*, 1874, p. 74).

seconde tactique du C. F. C. n'aboutit donc pas plus que la première : le Conseil (comme la Colonie) (1) est d'avis que l'interprétation de la Convention relève des tribunaux judiciaires. Il est à noter que l'Administration ne discute pas à ce moment les chiffres réclamés par la société.

Pour la cinquième fois, il est fait appel à la garantie le 21 novembre (exercice 1871) (2), avec le même insuccès que précédemment. D'ailleurs l'administration ne prend même plus la peine d'inscrire au budget les sommes demandées ; elle a inscrit les garanties pour les exercices 1867 et 1868, et depuis elle s'abstient. Tactique qui assure du répit, mais crée une équivoque sur la loyauté de ses intentions. Au Conseil général, quelqu'un observe avec raison qu'on n'est pas obligé d'attendre la fin des procès pour payer une partie de la dette (3). Au lieu de le faire, on se livre à de petites brimades contre la société : le loyer de l'Agence, malgré le bail passé, est ramené de 6.000 francs à 1.800 francs ; et tout le monde d'applaudir au bon tour joué (4).

Comme il était à prévoir, la société poursuit l'Administration (24 nov. 1871), et cette fois devant le Tribunal de première instance de Saint-Denis, en

1. Déclaration du Dir. de l'Intérieur, séance du 31 juillet 1871.

2. 375,355 fr. 79 (expropriation de *Ravine-Creuse*).

3. M. G. Vinson, séance du 28 juin 1871.

4. Cf. *Courrier de Saint-Pierre*, n° du 4 août 1871.

raison du refus opposé en septembre au retrait de la garantie de 1867. Sur un incident soulevé en janvier 1872, le Tribunal donne gain de cause à l'Administration (jugement du 10 juin 1872). Appel est fait (7 août) (1).

Or en juin (séance du 5), le Conseil général avait repoussé le projet de transaction présenté par la Commission administrative. La société consentait à déduire pour le calcul de la garantie le montant des adjudications tranchées à son profit, à condition que les immeubles à elle adjugés devinssent définitivement sa propriété. Le Conseil refusa d'abandonner l'article 7 de la Convention et adopta les conclusions du rapport Tiphaine. Dans cette même session de juin, le Conseil désapprouva les modifications projetées à l'article 25 des statuts du C. F. C. et qui consacraient la transformation de la société de prêts en société d'exploitation. (Nous retrouverons cette question d'une importance capitale dans le chapitre suivant.)

Tout l'espoir de la société n'est plus maintenant que dans le Conseil d'État. La haute assemblée vient de se montrer favorable à la transformation du C. F. C. ; peut-être solutionnera-t-elle les procès également en sa faveur. Un pourvoi est déjà constitué devant

1. Sur tous ces procès, voir la *Consultation* de M^e Morel, 5 août 1873.

elle (contre la décision ministérielle d'août 1868) ; un autre est formé contre l'arrêt du Conseil du Contentieux du 26 octobre 1871. En novembre (le 18), la société n'oublie pas de réclamer 384.603 fr. 25 en garantie pour 1872 (expropriation des établissements *Renaissance* et *Vue Belle*), toujours sans succès.

L'année 1873 s'annonce calamiteuse pour la Réunion : terrible ouragan le 7 janvier (1) (l'Assemblée nationale compatissante accorde un secours de 1 million), épidémie de fièvre dengue... On apprend que malgré l'opposition des Conseils généraux et des députés des colonies, le gouvernement a autorisé les modifications statutaires du C. F. C. (décret du 31 mars 1873). Peu après intervient *l'arrêt du Conseil d'État*, presque entièrement favorable à la société (16 mai 1873).

Le Conseil d'État rejette le recours contre le ministre de la Marine et des Colonies (à propos de la garantie de 1867), mais admet : 1° la compétence du Conseil du Contentieux pour toutes les contestations soulevées sur la convention de 1863 ; 2° l'exigibilité immédiate de la garantie, qui doit être réclamée à la fin de l'exercice, c'est-à-dire après le 31 décembre (la colonie n'a raison que sur ce point) ; 3° la possi-

1. La colonie avait déjà été éprouvée par un violent cyclone les 16 et 17 février 1872. Jusqu'en 1880, il y en aura chaque année, dont quelques-uns d'une violence extrême

bilité d'intérêts de retard. La Colonie est condamnée à payer (les chiffres n'étant pas contestés) à titre de garantie : 389.425 francs pour 1868 ; 389.875 francs pour 1869 ; 386.480 fr. 79 pour 1870 ; plus les intérêts desdites sommes à partir des demandes adressées au Conseil du Contentieux et au taux de 9 % (1) (sauf pour la garantie de 1868, pour laquelle le C. F. C. n'avait demandé que 8 % (2).

Le réveil est cruel pour la Réunion ; et cependant l'émotion soulevée par l'arrêt est faite plus de surprise que d'inquiétude (3). Assurément, pense-t-on, le Conseil d'État a été mal informé ; sinon il aurait jugé de la même façon que le ministre, le Conseil Privé et le Tribunal de Saint-Denis. Le C.F. C. a eu toute liberté de calomnier le pays ; celui-ci n'était pas défendu dans l'instance : le Ministre a donné un avis favorable aux revendications de la colonie, mais il n'avait pas qualité pour la représenter. De plus le Conseil a cru les chiffres présentés non contestés : la colonie espère au contraire obtenir d'importantes ré-

1. Taux légal à la Réunion en matière civile.

2. A la même date, le C. d'État rend une décision semblable contre la Guadeloupe. Toutefois le C. Privé de la Guadeloupe ne s'était pas déclaré incompétent ; la société n'avait pas non plus saisi le Ministre d'une demande d'inscription d'office. D'où quelques considérants en moins.

3. « Rien de bien inquiétant », dit le *J. du Commerce* du 22 juillet 1873.

ductions. Le fond de l'affaire n'a pas été jugé en somme : l'arrêt vise surtout la compétence ; et encore peut-être les tribunaux judiciaires connaîtront-ils en définitive du litige. Il importe enfin de protester officiellement contre l'accusation de mauvaise foi lancée par la société.

Une consultation de l'avocat (1) du gouvernement local (5 août) achève de décider l'Administration à former opposition. Le *Mémoire* rédigé sur les conseils du Ministère par le Directeur de l'Intérieur (2) est terminé le 1^{er} septembre ; le 12, le Conseil général autorise à ester devant toutes les juridictions.

Le *Mémoire* s'attache à justifier la correction de la ligne de conduite suivie depuis 1867 par les autorités de la colonie. Jamais on n'a voulu « ruiner le C. F. C. en le lassant » : les retards sont imputables principalement au C. F. C. lui-même, qui a saisi successivement toutes les juridictions possibles et a tenté par trois fois de transiger sur des bases inacceptables avant de porter le litige devant le Conseil d'État. En tout cas, l'Administration de la Réunion ne fit qu'agir conformément aux décisions du Conseil général, et son point de vue fut constamment approuvé jusqu'en 1873 par tous ceux qui furent appelés à se prononcer. L'Administration reproche ensuite au C.

1. M^e Morel, qui fut Directeur de l'Intérieur par intérim.

2. M. Laugier. Le Ministère laisse espérer que la Colonie aura gain de cause devant le C. d'État mieux informé.

F. C. : 1° de ne pas exécuter les articles 4 et 6 de la Convention : le refus de fournir l'état des débiteurs en retard empêche de provoquer leur exécution (1) ; les attermoiements permettent en fait de reporter la dette d'un exercice sur un autre, de façon à épuiser le maximum de la garantie chaque année ; 2° de calculer la garantie d'une façon erronée : en se basant sur le chiffre des prêts et non sur celui des obligations émises (ce qui est contraire à l'art. 3) (2), sans déduire l'amortissement inclus dans les annuités payées, ni les prêts éteints par suite de la réalisation de leurs gages au profit de la société, ni les prêts continués avec les tiers adjudicataires, ni les prêts entachés de faute lourde (ainsi le prêt sur *Moka*), ni les prêts réalisés en seconde hypothèque (sur des immeubles déjà hypothéqués à l'ancien Crédit Colonial, dont les prêts ont été formellement exclus du bénéfice de la garantie par la convention) ; 3° de n'avoir enfin jamais fourni de pièces justificatives suffisantes : la société demande la garantie par de simples lettres de l'agent, accompagnées de décomptes de liquidation non signés... En résumé, au point de vue chiffres, le C. F. C. demande pour les exercices 1867-1872, en princi-

1. La seule fois où le C. F. C. remit l'état (mars 1870), il ne le fit pas en temps utile.

2. Contraire aussi, semble-t-il, à un passage de l'A. de 1873 lui-même, où il est question du « *chiffre des obligations émises, d'après lequel sera calculé le max. de la garantie* ».

pal : 2.316.114 fr. 83, plus des intérêts à 8 % à partir de chaque demande. La Colonie s'estime fondée à réduire le principal de 1.481.517 fr. 53 (1) ; ce qui ramène la créance du C. F. C. fin 1872 à 834.597 fr. 30. Au surplus, comme l'affaire n'est pas en état au sujet des sommes dues pour 1868, 1869 et 1870, la Colonie demande que les parties soient renvoyées pour leur fixation devant le Conseil du Contentieux.

Telle est la façon dont l'Administration interprète le Convention. L'opinion publique, sensible surtout à la défense de la loyauté de la Colonie, approuve entièrement le mémoire ; ceux qui doutent que le Conseil d'État se déjuge et pensent qu'il vaut mieux payer le plus tôt possible, se font vertement rabrouer (2). Le départ du directeur de l'Intérieur pour la France semble une raison nouvelle de confiance dans l'issue du procès. Au pis aller, en cas d'insuccès, la cession des immeubles du C. F. C. à la Maison Cail et C^{ie} pour 9.500.000 (annoncée comme probable et prochaine) soulagerait de beaucoup la charge à supporter. L'optimisme est général (3) ; l'amélioration de la situation financière locale le provoque dans une certaine mesure : des économies sérieuses

1. La colonie demande par exemple que certaines garanties soient diminuées des pertes subies sur des immeubles qu'elle aurait pu faire exproprier l'année précédente, si elle avait eu l'état des retardataires.

2. *Nouveau Salazien*, juin-juillet 1873.

3. *J. du Commerce*, 22, 27 juillet, 5, 7 octobre 1873.

ont été pratiquées depuis 1871, grâce à l'heureuse entente du Conseil général et de l'Administration. La situation économique, bien que la production sucrière soit très restreinte (inondation les 27-29 mars 1874), n'empire pas (1).

En 1874, tandis que la colonie est dans l'attente, la société prépare sa défense devant le Conseil d'État. Elle lui demande dans un premier mémoire de déclarer irrecevable et mal fondée l'opposition de la Réunion, dûment mise en cause et défendue par le ministre ; dans un second *mémoire, du 16 février 1874*, son directeur, M. Saint-Vel (2), discute longuement et habilement les arguments de la colonie. Un fait domine tout : le Crédit Foncier a versé 16 millions dans l'île sur les vingt promis ; or depuis sept ans pas un centime ne lui a été fourni en garantie des pertes énormes qu'il a subies. La colonien n'a donc évidemment pas appliqué la convention ; elle s'est ménagée du répit en retardant par tous les moyens l'échéance fatale ; et son exemple a incité la Guadeloupe à soulever à son tour des difficultés. Le C. F. C., hier le sauveur, est aujourd'hui l'ennemi... Le Mémoire répond point par point à celui de la Réu-

1. Etat des récoltes depuis 1867 : 1867-1868 : 38 millions de kilogrammes de sucre ; 1868-1869 : 26 millions ; 1869-1870 : 42.600.000 ; 1870-1871 : 29.500.000 ; 1871-1872 : 33 millions ; 1872-1873 : 30.400.000. *Mémoire* 1874, p. 80.

2. Ancien avoué à la Martinique.

nion : la société use de son droit en échelonnant les exécutions (la garantie étant échelonnée elle aussi) ; les atermoiements qu'elle accorde en ce temps de crise violente sont conformes à l'intérêt général. La Colonie n'a tant réclamé l'état des débiteurs en retard que pour les exécuter en masse, ruinant avec eux la société en faveur de qui elle a consenti pourtant une subvention annuelle ; d'ailleurs lorsque l'état est fourni, elle ne s'en sert pas. La société peut se vanter au contraire d'avoir sauvé la colonie en se portant adjudicataire de biens qui sont pour elle jusqu'à présent une charge écrasante. Pourquoi affecter de craindre le cumul des annuités arriérées, puisqu'il existe une prescription annale ? ou se plaindre de la durée de certains séquestres (exigée par les circonstances), puisque toute demande en réduction tombe par défaut d'intérêt, la société ayant chaque année perdu beaucoup plus d'argent que ne peut couvrir le maximum actuel de la garantie ? Peu importe que des prêts soient faits grâce à d'autres ressources que des obligations ; la colonie en profite, elle doit les garantir, sans s'immiscer dans la gestion intérieure du C. F. C. (1). Quel intérêt a-t-on à réclamer la déduction de

1. Au surplus, dit le *Mémoire*, la seconde émission d'obligations a été retardée justement en raison des difficultés soulevées par la colonie (l'opération eût été trop onéreuse) ; et d'autre part, seuls les prêts faits aux Antilles proviennent de ressources autres que l'émission de 1865.

l'amortissement compris dans les annuités payées, puisque, en compensation de son maintien, la société s'abstient de demander la garantie pour les annuités en retard ? Il est d'autre part impossible de déduire les prêts dont les gages ont été adjugés à la Société elle-même ; en se portant acquéreur, le C. F. C. ne perçoit aucun prix pouvant être consacré au rachat des obligations représentatives du prêt ; celui-ci continue à être garanti par le gage détenu (doctrine du C. F. de France). La société « continue vis-à-vis d'elle-même le contrat de prêt » (1) et n'est que le « détenteur temporaire » des biens ; jamais elle n'a songé à accaparer la propriété coloniale ; ses récentes modifications statutaires s'expliquent par la nécessité de s'adapter à une situation qu'elle n'a point recherchée. La continuation du prêt avec les tiers adjudicataires, qui facilite les adjudications, est pratiquée couramment par le C. F. de France. Aucun prêt sur deuxième hypothèque (puisque la société, ayant remboursé le prêt du Crédit Colonial, vient en première ligne, conformément à l'art. 44 des statuts) ; aucune faute lourde pour *Moka* (puisque toutes les formalités ont été remplies ; erreur toujours possible). La Colonie peut-elle enfin se plaindre du manque

1. Expression très vague et qui soulèvera des discussions interminables ; elle sera commentée et retournée dans tous les sens encore en 1898 !

La colonie a-t-elle enfin le droit de se plaindre du défaut de pièces justificatives, alors que son Mémoire montre qu'elle a tout vérifié, tout approfondi ? Quoi qu'elle fasse, elle ne parviendra pas à effacer l'impression qu'elle n'a reculé devant aucun moyen pour se soustraire à l'exécution de ses engagements (1).

C'est cette impression fâcheuse, entretenue soigneusement à Paris par le C. F. C. depuis plusieurs années, qui décidément l'emporte au Conseil d'État. Les longueurs, les maladresses, l'opiniâtreté un peu rageuse, la casuistique de son action administrative desservent la Colonie ; la situation précaire des porteurs métropolitains d'obligations dispose au contraire le Conseil en faveur du C. F. C... *L'arrêt est rendu le 9 avril 1875*. Le Conseil reçoit l'opposition de la Colonie, estime l'affaire en état et statue lui-même au fond (2). Toutes les demandes en réduction sont rejetées, sauf une qui était vraiment irrefusable : la déduction de l'amortissement inclus dans les annuités payées. La Colonie est condamnée à payer la garantie pour 1867, 1868, 1869 et 1870 suivant les chiffres établis par le Conseil, les intérêts (à partir des dates fixées par l'arrêt de 1873), les intérêts des in-

1. Par un nouveau *Mémoire* (2 déc. 1874), la société conclut à ce que la colonie soit condamnée à payer les intérêts, les intérêts des intérêts et les dépens.

2. La compétence administrative avait été définitivement consacrée par un *arrêt du 8 avril 1874* de la *Cour de cassation*. D. 74.1.96 (*Martinique*).

• intérêts (à partir du 2 décembre 1874) et les dépens (1).

C'est la ruine des espérances du pays, l'anéantissement d'une thèse dont tant d'approbations successives semblaient avoir confirmé la légitimité.

§ 4. — Jurisprudence instituée par les arrêts-bases de 1873 et 1875.

Les arrêts de 1873 et 1875 instituent une *jurisprudence* largement interprétative de la Convention du 8 septembre 1863, le premier réglant surtout la compétence et la date d'exigibilité de la garantie, le second précisant le mode de supputation de la garantie.

1^o Le Conseil Privé des Colonies, constitué en Conseil de Contentieux administratif, est compétent pour trancher toutes les contestations s'élevant entre la Colonie et la Société à propos de la Convention (conformément à l'art. 160 de l'Ordonnance du 24 août 1825, § 2 et 13) (2). Mais le Conseil ne peut ordonner l'inscription

1. Le même jour, l'opposition de la Guadeloupe contre l'A. de 1873 est reçue ; mais toutes ses conclusions sur le calcul de la garantie sont rejetées, pour les mêmes motifs que ceux qui sont exposés dans l'A. relatif à la Réunion.

2. Le paragraphe 13 attribue au Conseil Privé la connaissance du « contentieux administratif en général », notamment de « toutes contestations pouvant s'élever à l'occasion des opérations de finances et autres actes de l'administration ». Cf. aussi l'Ordonnance locale de 1817.

d'office au budget d'une dette exigible omise ; seuls le Gouverneur en Conseil Privé, puis le ministre le peuvent. Si le ministre refuse d'user de son droit, comme il ne fait qu'accomplir un acte administratif dans la limite de ses pouvoirs, aucun recours contentieux n'est possible contre sa décision.

2° A la fin de chaque exercice (dont la durée coïncide avec celle de l'année sociale : 1^{er} janvier-31 décembre), la Société remet un état des pertes et la dette devient immédiatement exigible, quelles que soient les difficultés pouvant résulter des règles administratives concernant l'ouverture des crédits. L'expression « le plus prochain budget » ne signifie point : le budget sur lequel le Conseil général sera appelé à délibérer après la remise de l'état, parce que dans ce cas la garantie due pour 1867 ne figurerait qu'au budget de 1869, retard absolument contraire à l'esprit de la Convention (1).

3° La faculté de provoquer l'exécution des gages n'a été accordée à la Colonie que pour se libérer du service des annuités en retard ; si la société ne réclame pas la garantie pour l'annuité impayée, la Colonie n'a pas le droit de provoquer l'exécution. Elle est donc sans intérêt à réclamer la production

1. L'A de 1873 parlait des « *justifications nécessaires* » que devait produire le C. F. C. pour établir le montant des pertes. L'A. de 1875 n'en parle plus ; lacune fâcheuse : on continuera à discuter sur les pièces exigibles.

annuelle de l'état des débiteurs en retard. En revanche, la société doit renoncer à mettre directement ou indirectement (2) à la charge de la colonie les annuités non réclamées en fin d'exercice (la colonie, lui ne doit que les deux derniers semestres d'annuités).

4° Les prêts non représentés immédiatement par des obligations comptent pour le calcul de la garantie aussi bien que ceux qui le sont. La colonie ne peut pas davantage déduire : *a*) les prêts dont les gages ont été adjugés à la société. Ces prêts entrent en ligne de compte jusqu'à ce que les obligations qui les représentent aient dû être remboursées ; or le rachat des obligations ne peut être imposé à la société lorsque celle-ci ne perçoit aucun prix qui puisse y être affecté (3). Les prêts continuent donc à être garantis ; l'opération ne finit au regard de la colonie que par la revente ; *b*) les prêts continués avec des tiers adjudicataires en vertu d'une clause du procès-verbal d'adjudication ; pratique courante du C. F. de France, que ne contredisent ni les statuts, ni les décrets ; *c*) les prêts consentis sur des immeubles déjà grevés d'hypothèques au profit de l'ancien

2. Oui, mais quelle sanction si la société met *indirectement* ?

2. La colonie est seulement fondée à prétendre que la somme payée à titre de garantie (c'est-à-dire la différence entre le capital dû lors de l'expropriation et le prix d'adjudication) doit servir au remboursement des obligations, d'où pour l'exercice ultérieur, réduction proportionnelle du maximum de garantie (A. de 1875).

Crédit colonial, puisque le total des prêts ne dépasse pas la limite de l'article 49 des statuts et que les hypothèques existantes sont toutes en faveur du C. F. C. aujourd'hui, et en première ligne.

5° Il faut au contraire, pour le calcul de la garantie d'après le chiffre des prêts en cours pendant chaque exercice, réduire le capital de chaque prêts à raison de l'amortissement inclus dans les annuités payées par les emprunteurs.

Telles sont les règles posées par le Conseil d'État à propos des articles 3, 4, 5 et 6 de la Convention. Elles paraissent dans l'ensemble équitables. On ne peut nier cependant qu'elles ne visent à sauvegarder les intérêts de la société plus que ceux de la colonie. La colonie n'est aucunement protégée contre la mise en coupe réglée de ses budgets par un échelonnement abusif des exécutions ; la société est autorisée à retarder l'expropriation de débiteurs notoirement insolvables, si elle le juge conforme à son intérêt ; or l'article 6 parle du « consentement de la colonie » et de « l'intérêt commun ». La sanction de la prescription annale est facilement tournée : en prolongeant les séquestres à son gré, en comptant des intérêts de retard jusqu'à une adjudication plus ou moins éloignée, la société peut grossir la dette de frais compensateurs des semestres auxquels elle a renoncé (1).

1. Ainsi lors de l'adjudication de *Menciol* (13 avril 1869), 4 semestres étaient dus ; mais ils entrent dans le décompte sous le titre d'intérêts

D'autre part le Conseil ne tranche pas la question des fautes lourdes ; il se contente de ne pas déduire le prêt sur *Moka* ; l'observation des formalités préliminaires lui semble donc suffisante pour qu'un prêt soit garanti. Cependant quelques emprunteurs n'ont payé qu'une annuité, justement celle retenue d'avance. Est-ce là le prêt sur immeuble « d'un revenu durable et certain » que prescrit l'article 48 des statuts ? Enfin le Conseil d'État accepte trop aisément la thèse émise par la mémoire de 1874 : la société adjudicataire continuant le prêt vis-à-vis d'elle-même, la revente terminant seule l'opération vis-à-vis de la colonie. L'article 7 prend ainsi une importance qui ne lui fut certes pas attribuée en 1863 ; toute une question nouvelle, celle de la garantie au cas de revente, se trouve amorcée. La Société se rend compte peu à peu des avantages qu'elle peut retirer de la Convention interprétée de la sorte ; de l'arrêt même de 1875 surgiront de nouveaux procès.

(8 %) ; d'autre part, 2 ans de séquestre sur ce domaine sont chiffrés à 168.127 fr. 41 !...

CHAPITRE IV

Le décret du 31 mars 1873. Le C. F. C. devient accessoirement une société d'exploitation

§ 1. — Circonstances dans lesquelles fut pris le décret

L'obligation de se porter adjudicataire de la plus grande partie des immeubles expropriés, faute d'enchérisseurs, est au début pour le C. F. C. une source d'embarras profonds. Cette société de prêts n'a ni personnel, ni aptitudes pour exploiter les domaines et les sucreries dont les circonstances la rendent propriétaire. Il lui est impossible de s'en débarrasser tout de suite : la crise se prolonge sans qu'on puisse escompter une accalmie assez durable pour que cesse la disette d'argent. La société se résigne à exploiter ; les risques de pertes ne sont pas plus considérables ; si la situation économique vient à s'améliorer, si les belles récoltes reparaissent, elle court la chance de réaliser des bénéfices et de compenser les pertes énormes qu'elle subit actuellement.

Mais pour assurer une gestion fructueuse, il importe qu'elle ait toute liberté d'action : il lui faudra

probablement fermer certaines usines, abandonner les terres de faible rapport, en acheter d'autres, introduire des immigrants, etc. A-t-elle le droit d'agir ainsi sur les gages qu'elle détient ? Les administrations locales sont hostiles, on ne sait encore si le Conseil d'État sera favorable. La société essaie d'obtenir à la faveur d'une transaction qu'on lui reconnaisse un droit de propriété définitif ; le Conseil général de la Réunion refuse catégoriquement (1).

Sans attendre cette décision, qu'elle prévoit, la société travaille à obtenir l'autorisation de se transformer à partir de 1871. Elle veut d'abord se séparer complètement du Comptoir d'Escompte, pour lequel elle n'est plus qu'une lourde gêne, avec ses procès et ses mauvaises finances ; pour y arriver, l'approbation ministérielle suffit et aucune objection n'est à prévoir. Elle espère en second lieu que le ministre, tenant compte de la situation, n'en fera pas davantage à propos des autres modifications désirées, et qu'il lui permettra d'agir librement comme agriculteur et industriel ; l'avis des colonies ne sera pas demandé... Les actionnaires, réunis en Assemblée générale extraordinaire le 20 janvier 1872, approuvent le projet de réorganisation de la société et votent la modification des articles 11, 18, 19, 27, 34, 35, 66 et 72

1. C'est le projet de la Commission Administrative, rejeté le 5 juin 1872.

des statuts (qui ont trait aux rapports avec le Comptoir d'Escompte ou à la gestion intérieure du C. F. C.) et de l'article 25 (qui touche aux pouvoirs du Conseil d'Administration). Le ministre des Finances émet un avis favorable le 29 février ; le Conseil d'État est saisi.

Dès que les députés des Antilles et de la Réunion sont mis au courant de ce qui se prépare, ils se hâtent d'insister auprès du Ministre de la Marine et des Colonies pour que le gouvernement ne ratifie point les changements projetés à l'article 25 sans prendre l'avis des colonies intéressées. Toucher aux statuts du C. F. C. atteint indirectement les droits issus de la Convention de 1863 ; la société possède déjà de vastes propriétés : il est à craindre que si elle en dispose librement, elle ne songe plus à les revendre, ce qui léserait les espérances légitimes des colonies en cas de revente et constituerait un danger réel pour leur indépendance. Les députés maintiennent leur point de vue même après une visite du directeur du C. F. C., lequel leur demandait de ne pas s'opposer à ce qu'il fût passé outre... (1). Le 18 juin 1872 la Commission provisoire faisant fonction de Conseil d'État (Travaux Publics) se prononce : l'intervention des Conseils généraux des Colonies

1. Correspondance des députés de la Réunion (MM. Laserve et de Mahy, élus à l'Assemblée Nationale le 20 nov. 1870), in *Courrier de Saint-Pierre*, 2 juillet 1872.

ne lui semble pas fondée en droit (aucun texte n'appelle ces assemblées à donner leur avis sur les statuts des sociétés anonymes qui feraient des opérations aux colonies) ; de la Convention passée entre le C. F. C. et les trois colonies résulte seulement pour celles-ci le droit d'intenter une action contre la société dans le cas où la « modification qui serait autorisée porterait atteinte aux droits résultant de la « convention » (1). Le ministre transmet cet avis le 9 juillet aux députés coloniaux ; le lendemain ceux-ci protestent dans une note collective. Très ennuyé, le ministre leur annonce le 31 juillet qu'il envoie le dossier au Conseil d'État (entre temps les propositions du C. F. C. ont été retouchées) et que celui-ci tranchera ; mais sur une intervention plus pressante des députés (le 14 août), il se décide à consulter au moins pour la forme les Conseils généraux des Colonies (2).

A la Réunion, l'administration est invitée à convoquer d'urgence le Conseil général (par télégramme du 12 sept.). Une dépêche du 28 octobre, envoyée le jour même où un premier décret sanctionne la séparation du C. F. C. et du Comptoir d'Escompte, précise que le ministre vient d'approuver les change-

1. Cf. Dislère. *Traité de législation coloniale*, 3^e éd. 1906, t. 1, p. 931 sqq.

2. *Correspondance des députés*, juin, juillet, août 1872. Cf. *J. du Commerce* du 13 sept. 1872.

ments apportés à l'administration intérieure de la société, qui n'ont été l'objet d'aucune contestation.

« Il n'est pas de même du texte nouveau de l'article 25, qui concerne la gestion, l'amélioration et la revente des immeubles de la société. C'est sur cette partie du projet, qui a été de la part des députés des Antilles et de la Réunion l'objet de certaines réserves, que le Conseil général devra émettre son opinion, que vous voudrez bien (le gouverneur) me transmettre d'urgence avec l'avis du Conseil Privé et vos appréciations personnelles. Ainsi que vous le verrez d'ailleurs, la société s'est attachée dans le texte nouveau à écarter la crainte que le texte primitif avait fait naître dans l'esprit des députés et à *donner toute garantie contre des envahissements immodérés qui n'ont jamais été, affirme-t-elle* (1), *dans son intention*, mais qui avaient paru résulter des modifications primitives (2). »

L'Administration locale ne reçoit cependant pas communication du texte officiel des statuts ; elle ne les connaît que grâce à un exemplaire transmis par les représentants au Président du Conseil général (c'est un imprimé sur lequel il existe des corrections manuscrites) (3).

1. Le Ministre ne va pas jusqu'à se porter lui-même garant de la pureté des intentions du C. F. C.

2. In Brunet. Rapport au C. Général de la Réunion (du 13 août 1890).

3. Communication du Direct. de l'Intérieur au C. Général. S. de 1872.

Voici quelles étaient les modifications de l'article 25
Au lieu de : « Il (le Conseil d'Administration) auto-
« rise également l'acquisition par adjudication des
« biens immobiliers *pour assurer le recouvrement*
« *des créances de la société*. Toutefois celle-ci ne
« pourra s'en rendre adjudicataire pour une somme
« excédant de plus du quart le montant de sa créance
« en principal, intérêts de retard et autres accessoi-
« res. Il autorise enfin, à l'amiable ou aux enchères,
« la vente ou l'échange des *mêmes biens*, pourvu
« qu'en cas d'échange la soulte à payer par la société
« n'excède pas le quart de la valeur de l'immeuble
« échangé », le C. F. C. propose : « Il autorise éga-
« lement, à l'amiable ou aux enchères, *l'acquisition*
« *ou l'affermage de tous immeubles ou usines non*
« *affectés à la société*, mais dépendant ou ayant dé-
« pendu de biens à elle hypothéqués, *et de tous im-*
« *meubles ou usines enclavés ou limitrophes, aussi non*
« *hypothéqués à la société*, mais nécessaires à l'amé-
« lioration de ses propriétés ou à leur exploitation,
« *ainsi que tous emprunts avec ou sans constitution*
« d'hypothèque (1), la vente, la location ou l'échange
« de tous immeubles ou usines appartenant à la so-
« ciété. Il autorise pareillement tous actes nécessai-
« res pour l'exploitation des propriétés ou usines ap-
« partenant à la société ou affermés par elle, tous

1. Voilà la société de prêts qui emprunte pour son compte !.

« achats et ventes pour compte de ses planteurs, fer-
« miers ou usiniers, et toutes avances sur charge-
« ments ou consignations de leurs denrées. Il statue
« enfin sur le concours à prêter, *dans l'intérêt direct*
« *et exclusif de l'exploitation ou de la revente de ses*
« *propriétés*, à : tous syndicats ou associations ayant
« pour objet l'immigration des travailleurs, l'irri-
« gation, le reboisement ou le drainage, tous travaux
« ou entreprises agricoles ou industrielles, toutes
« créations ou améliorations d'usines, tous achats,
« exploitations ou afferriages d'habitations ou d'éta-
« blissements industriels, soit en prenant dans ces
« syndicats ou associations des parts d'intérêts, soit
« en se chargeant de les constituer et de leur ouvrir
« ou procurer tous crédits, sous les conditions et
« moyennant les garanties qui seront préalablement
« déterminées. »

La session extraordinaire du Conseil général commence le 14 octobre et dure assez longtemps. Le rapport fait au nom de la Commission (1) d'étude par M. Tiphaine est lu en séance le 4 novembre ; son auteur est résolument hostile à toute modification de l'article 25. Si on laisse le C. F. C. se transformer, il en résultera les conséquences suivantes : 1° devenu société immobilière, le C. F. C. ne consentira plus de prêts ; il empruntera pour ses propres affaires ; est-

1. MM. Tiphaine, Dufour Brunet, Ch. Brunet, Couder, Drouhet.

ce pour cela que fut accordée la garantie ? 2° l'application de l'article 7 de la convention sera entravée par les remaniements que subiront domaines et usines ; la revente, dont la colonie attend un soulagement à ses charges présentes, deviendra impossible ou tout au moins plus difficile ; les ventilations nécessaires seront des causes de procès ; 3° le C. F. C. veut faire en outre du commerce (achats, ventes, avances) ; toutes ces opérations lui feront oublier bien vite « l'intérêt direct et exclusif de la revente »... « La société du C. F. C. nous a imposé ses conditions, « elle s'est fait accorder pendant quarante ans le « privilège exclusif de prêter aux colonies comme « société de crédit foncier, elle n'a consenti à fournir ses capitaux aux propriétaires d'immeubles situés aux colonies que contre une garantie effective de la part des colonies ; il y a eu *contrat*, et elle « doit rester dans les termes des *statuts* qu'elle nous « a obligés d'accepter ; elle ne peut changer à sa convenance et sans notre concours l'objet bien déterminé de ses opérations. »

Ces conclusions, si leur valeur juridique est douteuse, correspondent du moins à l'opinion unanime du pays (1). Le 5 novembre, au cours de la discussion du rapport, une intervention fougueuse met en lu-

1. Cf. *Nouveau Salazien, J. du Commerce, Courrier de Saint-Pierre*, août-déc. 1872.

mière le côté politique et social de la question (1) : le résultat des entreprises du C. F. C. « sera plus
« que jamais la concentration de la propriété en
« quelques mains, c'est-à-dire le régime actuel poussé
« jusqu'à ses plus extrêmes limites... Ce sera aussi
« dans l'ordre politique le C. F. C. devant le grand
« électeur... déjà il a créé au milieu de nous une
« sorte de patronat qui nous étouffera un jour dans
« ses étreintes... que l'article 25 soit adopté et une
« nouvelle compagnie des Indes est fondée... »

Enfin le Conseil général, ne voulant pas exprimer une simple fin de non-recevoir (2), *refuse formellement, à l'unanimité des votants, son adhésion aux modifications de l'article 25*, « comme étant contraires aux dispositions essentielles du contrat passé entre la société et la colonie, et décide de s'en référer à l'esprit et aux termes de la Convention de 1863 qui forme la loi des parties ». On ne peut nier que le Conseil n'ait eu une vision très nette des suites de la transformation du C. F. C.

Transmise immédiatement, cette délibération n'empêche pas le Conseil d'État, dans sa séance du 13 mars 1873, d'accueillir favorablement la requête du C.F.C. Le décret d'approbation intervient peu après : le 31 mars (3). Le texte définitivement arrêté est ce-

1. M. Naturel, in Brunet, *loc. cit.*, p. 12, 13.

2. Proposition Ch Brunet. Cf. *J. du Commerce*, n° du 8 nov. 1872.

3. Publié dans le *Journal officiel* du 20 avril 1873.

lui-ci : « Il (le C. d'ad.) autorise pareillement *en vue d'une prompte revente* (il ne s'agit plus pour le C. F. C. d'exploiter dans l'intérêt *direct et exclusif* de la revente : l'intérêt de ses actionnaires ne peut vraiment être sacrifié !...) l'acquisition à l'amiable ou aux enchères ou l'affermage de tous immeubles ou usines nécessaires pour l'exploitation *fructueuse* des propriétés adjudgées à la société, tous emprunts avec ou sans constitution d'hypothèque, tous actes de gestion des propriétés acquises et notamment tous achats ou ventes de denrées et d'instruments de travail pour le compte de ses fermiers usiniers et planteurs, toutes avances sur chargements en consignment de leurs denrées. Il statue enfin sur la participation de la société : 1° à tous syndicats... (cf. plus haut); 2° à toutes opérations ayant pour objet l'immigration...; 3° à toutes associations qui se proposeraient entre autres objets l'achat, l'affermage ou l'exploitation des propriétés adjudgées à la société ou acquises par elle. »

L'effort du département en faveur des colonies alarmées se réduit donc à ceci : la société prend l'engagement de revendre promptement, vis-à-vis de ses actionnaires. Engagement dénué de sanction au regard de la colonie. N'était-ce point pourtant l'occasion pour le ministère de retoucher son œuvre, la convention mal rédigée de 1863 ? En échange des avantages concédés, il eût pu obtenir de la société

l'amélioration de certains articles gros de litiges comme l'article 7. Il néglige de le faire ; au contraire il approuve malgré les colonies une transformation qui risque de les menacer dans leur indépendance économique. Rien de plus naturel certes que permettre au C. F. C. (coupable surtout d'imprudence dans la distribution de ses millions) d'essayer de se remettre à flot en exploitant ses propriétés ; dans l'ardeur de la lutte, les colonies ne se rendent point un compte équitable de la situation. Encore s'imposait-il, même sans s'occuper de la convention, que les conditions de cette exploitation fussent déterminées soigneusement, que des précautions sérieuses fussent prises contre toute mainmise définitive. Les intérêts des colonies se trouvant en jeu, le ministère, qu'il fût délégué ou non à cet effet, avait pour premier devoir de les protéger. Comment ne pas voir qu'il peut découler des modifications autorisées la faculté pour le C. F. C de jouir de privilèges, de subventions et de bénéfices, sans remplir leur contrepartie : prêter ?

§ 2. — Le décret est-il légal ?

L'effet produit à la Réunion par le décret du 31 mars 1873 n'est pas sur le moment bien considérable : l'attention se concentre principalement sur la solution des procès en cours. Cependant se forme

tout de suite l'opinion que le décret a été pris *illégalement* ; plus tard on en réclamera l'annulation pour ce motif. Nous pouvons rechercher dès maintenant s'il y a eu vraiment illégalité.

Pour la colonie, le décret est illégal parce qu'il porte atteinte à la Convention de 1863 contre le gré du Conseil général ; même si l'article 6-10° du sénatus-consulte du 3 mai 1854 (invoqué dans le préambule du décret) donne au ministre le droit de statuer sur les institutions de crédit, il ne lui confère pas celui de modifier la situation issue d'un contrat entre la colonie et une institution de crédit... On comprend que cette argumentation n'ait pu juridiquement triompher ; elle ne donne en réalité que plus de force à l'avis du Conseil d'État du 18 juin 1872. Peut-on dénier au ministre le droit de modifier par décret des statuts qu'il a précédemment approuvés par décret ? Invoquer la violation indirecte de la convention, c'est déplacer la question (bien qu'en fait, la colonie ait raison) : le décret ne s'occupe point de la convention. Les *statuts* de 1863 interdisaient au C. F. C. toutes opérations autres que des prêts et des émissions d'obligations ; en 1873, on est amené à lui permettre d'entreprendre des opérations agricoles, industrielles et commerciales ; l'article 6-10° du sénatus-consulte de 1854 est très suffisant pour que le ministre ait le droit de lever l'interdiction de 1863. On peut même admettre que l'avis des Con-

seils généraux devait être pris sur une question intéressant de si près les colonies, sans reconnaître à cet avis un caractère obligatoire.

Aucune illégalité par conséquent ; mais atteinte probable à des droits contractuels. Les changements apportés à l'article 25 peuvent rendre plus difficile le fonctionnement de la convention de 1863 ; la lésion des droits acquis notamment en matière de revente, est à craindre. Mais cela indique la ligne de conduite à adopter par la colonie : *la voie contentieuse*. Le Conseil d'État est très net : si la colonie estime que ses droits sont atteints, qu'elle intente une action contre la société. C'est la seule façon d'agir qui soit fondée.

Il eût été essentiel que cette action en justice fût intentée au C. F. C. dès les premières années de sa transformation, aussitôt et à chaque fois que par des remaniements apportés à un immeuble, quelquefois par son abandon complet, la société compromettait le droit de la colonie à la plus-value en cas de revente. Il eût fallu provoquer l'établissement de règles jurisprudentielles sur l'étendue des pouvoirs nouveaux de la société, comme on avait été obligé de le faire pour le calcul de la garantie. Cette tactique n'est pas celle que suivra la Réunion (pas plus que les Antilles) ; les circonstances expliquent pourquoi : pendant plusieurs années on est absorbé par la liquidation des condamnations de 1875 ; le C. F. C. s'organise

dans le silence ; lorsque les premières reventes se produisent, il a le gros avantage d'une possession d'état déjà longue ; la Colonie essaie alors de faire annuler le décret de 1873 par la voie politique : la voie de justice, négligée au début, continue à l'être.

3. — Situation juridique nouvelle de la Société.

Quelle est la *situation juridique* découlant de la combinaison des décrets, de la convention et de la jurisprudence instituée en 1873-1875 ? nous avons une aide précieuse pour la déterminer dans le mémoire présenté en février 1874 par la Société elle-même au Conseil d'État : on y voit comment les dirigeants de la Société comprenaient leurs obligations et leurs droits.

1° Le C. F. C. demeure principalement une société de prêts. C'est à ce seul titre que la Convention le lie à la Colonie. Il doit prêter, comme la Colonie doit garantir d'après les bases fixées par les arrêts. Désormais le C. F. C. constitue une société absolument autonome, sans aucune attache avec le Comptoir.

2° Accessoirement il devient une société d'exploitation ; une liberté assez grande lui est donnée pour gérer ses immeubles. Ici le point de vue juridique n'est plus aussi net, surtout touchant les conséquences de la gestion.

Pourquoi cette gestion ? Evidemment pour assurer la conservation des gages sur lequel repose la créance des obligataires et pour permettre à la société, si des bénéfices sont réalisés, de rentrer dans les pertes qu'elle a subies sur ses prêts. De l'objet de l'exploitation découle sa durée ; la société le dit elle-même : je ne suis « qu'un « détenteur temporaire ». Bien qu'elle semble ne point vouloir employer le mot de « propriétaire », il est certain qu'elle a la propriété de ces immeubles : l'adjudication la lui a transférée (qui l'aurait ? pas l'exproprié, encore moins la Colonie ; les obligataires ne sont que des créanciers). Mais elle est *propriétaire sous une certaine condition*, inscrite dans ses statuts, homologuée par le décret de 1873 et impliquée dans la convention : *l'obligation de revendre* ; sa propriété n'est que temporaire. La société « n'acquiert pas pour conserver, « mais pour revendre dès qu'elle le peut ; c'est le devoir que lui impose sa situation... On l'a fort injustement accusée... de vouloir accaparer la propriété « coloniale » ; elle ne cherche qu'à « se défaire des « acquisitions forcées que les circonstances lui ont « imposées, afin de rentrer au plus vite dans son rôle « de prêteur hypothécaire ». Le nouvel article 25 en effet porte que la revente sera prompte.

On ne paraît pas avoir sérieusement envisagé, lors de l'octroi du décret, les obligations qui pourraient résulter pour la Société de l'exercice de ses nou-

veaux droits ; en 1875, le Conseil d'État ne s'en occupe pas davantage, lorsqu'il approuve la thèse suivante : la société est *substituée* à l'emprunteur vis-à-vis des obligataires, par le fait de l'adjudication ; elle « *continue* forcément vis-à-vis d'elle-même le contrat de prêt, et aucun intérêt n'en souffre, sauf celui des actionnaires, si l'exploitation n'est pas fructueuse ».

Cela veut-il dire que la société substituée doive, à la place de l'emprunteur, payer les intérêts des obligations représentatives du prêt ? que, continuant le prêt, elle soit tenue de servir les annuités, c'est-à-dire d'amortir la créance reposant sur le bien exploité avec les revenus de ce bien ? Il importait alors de préciser que la société exploiterait pour liquider ses créances. On ne l'a point fait ; pas plus qu'au début, aucun texte n'oblige le C. F. C. à racheter les obligations en dehors de la rentrée des annuités et du remboursement anticipé. Voilà justement où l'on saisit combien une action plus prévoyante du ministère eût été utile pour les colonies. Le C. F. C. disait : « Comment rachèterais-je, puisque je ne perçois rien ? » ; or on lui donne la possibilité de se procurer des fonds, et le rachat n'est pas imposé ! Cette lacune annihile l'effet de la recommandation de la prompte revente ; la créance non amortie ira croissant avec les années, que l'exploitation soit fructueuse ou non ; plus la société fera de bénéfices, plus

elle retardera la revente¹ ; elle a intérêt même à ne revendre qu'à la fin de son privilège. De plus, en pareille hypothèse, on conçoit difficilement la possibilité d'une plus-value dont puisse profiter la Colonie : la société n'a qu'à revendre pour un prix égal au prix d'adjudication et, la valeur du bien n'ayant pas changé, il ne saurait y avoir de plus-value. Au contraire, si l'on avait obligé la société à liquider au cours de l'exploitation, le prix de revente constituait à lui seul une plus-value (1).

Ce point n'est pas le seul que le décret de 1873 laisse dans l'ombre. Si l'exploitation est infructueuse, les actionnaires seuls en souffriront ; la société n'a qu'à se débarrasser du bien qui lui cause de nouvelles pertes. Mais cette revente laisserait un déficit ; la Colonie sera-t-elle appelée à fournir une seconde garantie ? Cette question, non prévue en 1863, demeure toujours sans solution. Il semble pourtant qu'il était élémentaire, après tant de procès, de s'efforcer de faire disparaître tout prétexte à discussion pour l'avenir. L'application du décret de 1873 comme celle de la Convention de 1863, suscitera fatalement une autre série de difficultés.

1. Cf. sur tous ces points le *Mémoire* présenté au Conseil général de la Réunion en juin 1898 par M. Campenon.

CHAPITRE V

Liquidation financière de l'Arrêt de 1875 La colonie paie « les yeux fermés » (1875-1880)

§ 1. — Liquidation financière de l'Arrêt de 1875.

L'arrêt du 9 avril 1875 est un véritable coup de massue pour la Réunion. On avait nourri fermement l'espoir que l'arrêt du 16 mai 1873 serait révisé dans un sens favorable par le Conseil d'État mieux informé ; on se trouve cruellement déçu et condamné à payer une somme considérable au C. F. C. « Jamais cycloné, dit un journal local (1), n'aura porté un coup aussi cruel à notre pauvre colonie. » A peine se produit-il cependant quelques récriminations contre la « légèreté inexplicable, l'imprévoyance étrange de l'ancienne administration impériale (2) » ; d'urgence se pose la question de trouver des ressources et chacun s'attache à trouver la meilleure solution,

1. *J. du Commerce*, 11 mai 1875.

2. *Nouveau Salazien*, mai 1875, passim.

Le projet d'achat des immeubles de la Société par la Maison Cail n'ayant pu aboutir en 1874 à raison de la situation embarrassée du marché parisien, la colonie ne peut plus compter que sur elle-même (1).

A Paris on est convaincu qu'elle ne pourra se tirer d'affaire toute seule. Le ministère se hâte de traiter avec le C. F. C. pour que celui-ci prête lui-même à la colonie l'argent nécessaire à sa libération. Devançant le courrier qui porte l'ampliation, un câblogramme réexpédié par le consul de France à Aden fait connaître au gouverneur le *projet de convention signé le 23 avril* par le ministre et M. Pinard, sous réserve de l'approbation du Conseil général. En voici les bases : 1^o liquidation de la condamnation pour 1868, 1869 et 1870 (les seules années dont la garantie ait été calculée par le Conseil d'État) à 1.612.000 fr ; application des principes de l'arrêt à la fixation des garanties pour 1867, 1871, 1872, 1873 et 1874, avec remise de 15 % sur les résultats de cette seconde liquidation ; 2^o limitation de la dette totale de la colonie jusqu'au 31 décembre 1874, et y compris le montant de la liquidation, à un maximum de 3.400.000 fr. portant intérêts non plus à 9 %, mais à 8 % depuis le 9 avril 1875 ; 3^o dans quatre mois, paiement à Pa-

1. L'ingénieur envoyé par la Maison Cail en 1873 pour estimer le domaine du C. F. C. à la Réunion, devait revenir plus tard dans l'île comme agent du C. F. C. lui-même.

ris de 1 million ; conversion du surplus (2.400.000 fr.) en prêt trentenaire de la compagnie aux conditions ordinaires, avec faculté de remboursement anticipé (cette conversion, aux taux ordinaire, de 10,04 %, exigerait pendant trente ans une annuité de 240.960 fr.) ; 4^e obligation pour la compagnie de transformer en prêt semblable, si la colonie le désire, les garanties ultérieures jusqu'en 1880, date adoptée vraisemblablement dans la prévision que la série des exécutions forcées aura été épuisée à cette époque ; 5^e libre disposition pour la société, sans consulter la colonie, des immeubles dont elle a dû se rendre adjudicataire, la plus-value de ces immeubles devant être réglée après la revente totale et le Crédit colonial complètement indemne. Ce compte serait débattu à Paris par le ministre seul.

En somme, en échange de la limitation du maximum de sa créance (et elle peut perdre de ce chef de 4 à 500.000 fr.), la Société demande à la Colonie de s'engager pour trente ans et d'abandonner tout ce qui subsiste en sa faveur dans la convention. Peu sûr de puiser dans le décret de 1873 le droit d'agir en maître absolu sur son domaine, le C. F. C. essaie de l'obtenir de la colonie elle-même, obligée par le manque d'argent d'accorder en 1875 ce qu'elle lui a refusé en juin 1872... C'est mal connaître le caractère créole ; la presse entière proclame le projet inacceptable dès qu'il fait son apparition ; l'opinion est unanime :

mieux vaut emprunter et payer ; et si possible, emprunter dans le pays même (1).

La session extraordinaire du Conseil général s'ouvre le 18 mai 1875. Le gouverneur affirme tout de suite que « la situation financière permet de prendre des résolutions avec une entière liberté d'esprit ». C'est ce que démontre le rapport déposé le lendemain par le directeur de l'Intérieur, et ce que précisément semblent ignorer le ministre et le C. F. C. Les finances de la Réunion ne sont plus mises au pillage comme aux derniers temps de l'Empire ; la gestion remarquable de l'administration actuelle et la volonté réformatrice du Conseil général élu, malgré tant de circonstances malheureuses, ont en moins de cinq années rétabli l'ordre dans le budget et regarni la Caisse de réserve (où il y avait tout juste 21.152 fr. le 30 juin 1870). D'après l'agent du C. F. C., la dette de la colonie au 9 avril 1875 s'élèverait au total de 3.869.989 fr. 30 (1867-1874 incl.). Or la colonie peut disposer immédiatement de 1.433.000 francs (capital versé depuis 1869 à la Caisse des Dépôts + Caisse de réserve), sans compter qu'on peut prélever plus de 200.000 francs sur l'exercice en cours ; de plus, le Directeur de la Banque coloniale vient d'offrir un prêt de 1 million par lettre du 17 mai. Les propositions du C. F. C. n'ont plus aucune chance de succès.

La Commission de sept membres nommée par le

1. *J. du Commerce*, 18 mai 1875.

Conseille le 19 il a confié à son président, M. Th. Drouhet, le soin du rapport ; déposé le 22, le rapport est discuté le 24 ; il conclut au rejet du projet de transaction. Il est impossible d'accepter le règlement global de la plus-value par le ministre seul à Paris (sur quelles complaisances compte-t-on ?), et surtout le Crédit colonial, à qui on ne doit rien, indemne ; non pas qu'il y ait lieu de nourrir de grandes espérances sur les bénéfices résultant de la plus-value, « mais il faut conserver le droit d'intervenir dans la « revente pour favoriser la reconstitution de la petite « et moyenne propriété. C'est un intérêt économique « et social de premier ordre, qu'aucune concession « pécuniaire ne saurait compenser ». Sont du reste également inacceptables : la conversion en prêt trentenaire de 2.400.000 francs (à cause de la lourde annuité à payer s'ajoutant à la garantie), celle des garanties dues jusqu'en 1880 (conversion qui serait ruineuse et qui montre quelle confiance a le C. F. C. dans la bonne foi de son débiteur !). L'emprunt par conséquent, s'impose ; il faut emprunter 3 millions, pour tout payer sans épuiser la Caisse de réserve. La Banque offre déjà 1 million à 6 %, remboursable en quinze ans et demi par paiements semestriels de 50.000 francs (avec privilège sur les droits de sortie), plus un crédit éventuel de 500.000 francs. Il s'agirait d'obtenir 1 million à 5 % pour douze ans de la Caisse des Dépôts, en lui conférant le même privilège qu'à

la Banque. On pourrait enfin émettre 500.000 francs d'obligations dans la colonie même... Mais avant tout il importe de payer immédiatement le montant de la condamnation prononcée par le Conseil d'État pour les exercices 1868, 1869 et 1870, en puisant dans la Caisse des Dépôts et la Caisse de Réserve. « On est
« sous le coup d'une exécution judiciaire au moins
« morale ; il faut payer sans surseoir : c'est la seule
« réponse digne du pays. »

Le 26 mai, l'administration s'associe aux conclusions de la Commission ; elle n'est point hostile à toute transaction, mais le projet du 23 avril lui paraît trop ouvertement contraire aux intérêts du pays. Finalement un *projet d'emprunt de 3 millions remboursables sur les ressources ordinaires* de la Colonie en vingt à trente ans au plus, avec intérêt maximum à 7 % et privilège sur les droits de sortie, est adopté à l'unanimité. Le ministre est prié d'intervenir auprès de la Caisse des dépôts et, en tout état de cause, d'examiner les conditions d'un emprunt dans la métropole. Il semble que dans la hâte d'en finir avec le C. F. C., le Conseil général ne se rende pas bien compte du fardeau que l'emprunt fera peser sur la colonie. Les ressources ordinaires suffiront-elles à rembourser les annuités ? L'administration, qui l'affirme, ne peut pas en être sûre : pour payer la garantie annuelle, elle est forcée en effet d'escompter des plus-values budgétaires. Il y en a eu depuis 1871,

certes ; mais une seule année mauvaise pour l'agriculture suffit à restreindre les recettes ; et alors ? après avoir vidé la Caisse de Réserve, il faudra bien accroître les impôts. C'est sans doute le désir de ne pas accabler une population éprouvée par les charges existantes, qui pousse l'Administration et le Conseil à afficher un optimisme peu légitime : on se tirera d'affaire sans rien changer aux impôts, à moins d'incident imprévu ; cela n'est point très prudent. Mais pour l'instant domine chez tous une impression de profond soulagement ; le Conseil a bien défendu l'honneur du pays. Peu après commencent les paiements et les démarches pour la conclusion des différents emprunts.

La dette de la colonie a été définitivement arrêtée, au 31 décembre 1874, à un total de 3.827.555 francs. L'Administration paie, le 3 juillet 1875, 1.642.666 fr. 57, pour les garanties de 1868, 1869 et 1870 ; cette somme provient de la Caisse des Dépôts (arrêté du 30 juin), de la Caisse de Réserve et de l'excédent de 1874. Le 24 juillet, un décret autorise la colonie à contracter l'emprunt de 3 millions ; mais sa réalisation n'est pas des plus aisées.

La Caisse des Dépôts refuse de prêter le moindre argent (1) ; la somme qu'on espérait trouver dans la Colonie ne peut être recueillie ; la société locale de

1. « Il est regrettable que le Conseil gén. ait été incité à faire une démarche qui ne devait pas aboutir. » *J. du Commerce*, 15 oct. 1875.

Crédit agricole ne veut pas moins de 7 % d'intérêt. Le ministre réussit heureusement à dénicher une banque de second ordre qui veuille bien s'aboucher avec un débiteur dont la réputation est si mauvaise : la « Société Financière de Paris » consent à prêter 2 millions à 6,87 % (6, 64 % + droits et impôt), remboursables en 30 annuités (dépêche ministérielle du 27 août). L'administration s'empresse d'accepter cette offre et de donner tous pouvoirs au ministre pour signer l'emprunt sur ces bases.

L'entente avec la Banque coloniale est très facile ; ni l'administration, ni le Conseil général n'oublieront l'aide précieuse que la Banque leur apporte en ce moment. Le 3 septembre, par une première convention, la colonie lui emprunte 1 million à 6 % pour vingt ans ; reçu le 7, ce million est le jour même versé au C. F. C. (en paiement des garanties de 1867, 1871 et d'une partie de celle de 1872). A la suite d'une seconde convention passée le 11 septembre, la Banque fournit au Trésor local, le 10 octobre, 1.500.000 francs à valoir sur les 2 millions de la Société financière et remboursables à Paris par le Département de la Marine après réalisation de l'emprunt ; de plus, la Banque fait bénéficier la colonie d'une prime de change de 5,85 % sur les traités qu'elle doit tirer jusqu'à concurrence du million et demi (1). Aussi dès le 14 octobre un troi-

1. Ce qui rapportera à la Colonie 87 750 francs, encaissés aux produits divers de l'exer. 1875.

sième et dernier paiement est-il fait au C. F. C., pour les garanties de 1872, 1873 et 1874: 1.184.888 fr. 43... Cinq mois ont suffi par conséquent à la colonie pour désintéresser complètement son créancier ; effort dont personne ne l'eût crue capable et réponse particulièrement élégante pour un débiteur de mauvaise foi.

Lors de la session ordinaire de novembre 1875, le Conseil général et l'Administration peuvent donc à juste titre se féliciter de l'allègement de la situation financière. En regard des obligations qui pèsent encore sur elle (annuité pour les pertes de 1875, due le 1^{er} janvier 1876, frais des instances contre le C. F. C.; frais d'émission des emprunts), la colonie dispose de plus d'un million de francs : reliquat des emprunts déjà réalisés et de la Caisse de réserve, solde à réaliser sur l'emprunt à la Société financière. Les charges auxquelles on doit faire face dorénavant forment « un ensemble nettement défini et qui n'excède pas les « forces du pays ; en présence des résultats acquis, « l'avenir paraît libre des poignantes appréhensions « de la veille (1) ».

La colonie en bénéficie tout de suite. Après de nouvelles démarches du ministre de la Marine, qui ne manque pas de faire valoir la solidité des finances de la colonie et le scrupule avec lequel elle a tenu ses engagements, la Caisse des Dépôts se ravise et

1. *Rapport* au nom de la Commission du Budget par M. D. de Vaulcomte. C. G. 1875.

consent à prêter 2 millions (elle en avait précédemment refusé un !) à 5 %, et remboursables en 12 annuités (1). Pour diminuer la lourde charge qui eût résulté de ce court délai de douze ans, un arrangement est conclu entre le ministre des Finances et celui de la marine : la colonie inscrira à son budget chaque année et pendant vingt ans, au titre des dépenses obligatoires, la somme de 360.000 francs, affectée : 1° à l'annuité décroissante nécessaire au service de l'emprunt à la Banque coloniale ; 2° à l'annuité fixe de 225.650 francs nécessaire au remboursement de l'emprunt à la Caisse des Dépôts ; 3° à l'annuité à rembourser au Trésor (car la colonie doit également près de 1 million 1/2 à la métropole) comme acompte de la dette de la Colonie ; cette annuité augmentant chaque année en proportion de la décroissance des sommes payées à la Banque (2). Le prêt de la Caisse des Dépôts est très avantageux pour la colonie : il ne lui coûtera, tout compris, que 2.707.800 francs ; réalisé pour la même somme par la Société financière, le prêt revenait au total à 4.661.250 francs ; d'où pour la colonie une économie réelle de 1.953.720 francs et sa libération graduelle sans charge annuelle plus lourde (3).

1. *Dépêche ministérielle* du 17 déc. 1875.

2. *Rapport du Dir. de l'Intérieur* sur le *Projet de budget* pour 1877

3. La Colonie avait en effet déjà inscrit au budget une somme de 360.000 francs, mais ainsi répartis :

250.000 francs pour le service des emprunts.

110.000 francs pour l'extinction de la dette envers la métropole.

Cette année 1875, qui pouvait amener l'asservissement de la Réunion au C. F. C., semblait donc devoir se terminer au contraire de la façon la plus heureuse pour ses finances. Malheureusement les circonstances ne demeurèrent point favorables jusqu'à bout ; l'agriculture est atteinte sensiblement pendant la campagne 1875-1876 par trois ouragants successifs (25 nov., 21-22 décembre 1875, 19 février 1876) et une baisse de 3 francs à 3 fr. 50 par 50 kilogrammes de sucre (1). L'année finit dans un malaise profond ; la fièvre des derniers mois disparaissant peu à peu, on prend mieux conscience des charges assumées. On en voit du reste poindre d'autres, mais d'une utilité générale telle qu'il est impossible de s'y soustraire : les concessionnaires du port à construire dans la Pointe des Galets, les ingénieurs Lavalley et Pallu de la Barrière, après avoir promis de ne solliciter aucune garantie, ni subvention de la métropole ou de la colonie, réclament comme condition *sine qua non* de l'exécution de leur projet une subvention annuelle de 150.000 francs pendant quatre vingt-dix-neuf ans ; puis pendant trente ans seulement, sur les instances de la Commission d'étude du Conseil général. Où

1. C'est pour cela que le Conseil gén. ne veut pas créer un impôt foncier de 10 fr. par hectare cultivé, comme le propose M. Ad. Richard dans le but de faire payer par l'agriculture la dette contractée dans son intérêt vis-à-vis du C. F. C. (S. O. 1875). But déjà poursuivi en 1871 par M. D. Brunet (au moyen d'une aggravation du droit de sortie).

trouver les ressources nécessaires pour satisfaire à ces exigences ? Grave question qui préoccupe tous les esprits et détourne l'attention de la question du C. F. C. A part quelques menus incidents qui révèlent l'hostilité latente entre la colonie et la société, les années qui vont suivre seront des années de calme où l'administration s'attachera à payer exactement les sommes dues en garantie sans soulever de nouvelles contestations — « les yeux fermés », a-t-on dit. Si nous suivons l'effort du pays au cours de cette période, nous verrons comment il peine à liquider son passif, et quels faits provoquent une reprise de la lutte contre le C. F. C.

§ 2. — 1876-1880 : la Colonie paie « les yeux fermés »

L'avilissement des sucres accentue le marasme économique au début de 1876 ; on craint que la crise ne redevienne aussi aiguë qu'aux environs de 1870. Les tentatives habituelles sont faites pour apporter quelque soulagement aux producteurs : une pétition de la Chambre de commerce (13 avril 1876) demande l'abolition des droits sur les sucres ou au minimum une nouvelle détaxe de distance (1) ; plus modeste,

1. La Chambre de commerce de Paris, à qui cette pétition est adressée, se montre favorable à un large dégrèvement sur les sucres. Cf. *J. du Commerce*, 21 avril, 29 août 1876.

l'administration voudrait que les planteurs victimes des cyclones soient exonérés des droits de sortie et d'admission, par analogie avec les décharges d'impôt foncier dont profitent en France les agriculteurs qui ont eu leurs champs ravagés par la grêle ou l'inondation, etc. (1). D'autres efforts sont faits heureusement, caractéristiques d'un esprit nouveau. La Chambre d'agriculture s'emploie au triomphe des idées de réforme de la culture et de la fabrication ; la nécessité de l'abaissement du prix de revient par la concentration des usines, l'entretien de la fertilité du sol, le retour aux anciennes cultures sur les terres disponibles sont affirmés dans des rapports remarquables présentés au cours de la session ouverte le 10 juin (2). On s'attaque enfin sérieusement à la routine ; la foi des hommes de 1860 dans la fertilité inépuisable du sol créole (3) et dans la vertu salvatrice des sociétés foncières est bien près de disparaître.

Au point de vue financier, les pertes subies par l'industrie sucrière en 1875 se traduisent par un fléchissement considérable des recettes de l'exercice : il est perçu 465.000 francs de moins que les prévisions budgétaires. C'est l'accident redouté des pouvoirs

1. *Rapport* sur le projet de budget pour 1877.

2. *Rapports* Sicre de Fontbrune, Jacob de Cordemoy, Delteil, in *J. du Commerce*, juin, juillet 1876, *passim*

3. « Nous n'avons jamais cru que la terre s'épuiserait un jour... » *J. du Commerce*, 10 janvier 1868.

publics de la colonie et qui risque d'empêcher la colonie de payer tout ce qu'elle doit à l'aide de ses seules ressources ordinaires ; il n'a pas fallu longtemps pour que l'optimisme de mai 1875 fût démenti par les faits. A vrai dire l'exercice 1875 se clôture sans déficit, mais sans excédent non plus ; or, on comptait sur un excédent pour payer l'annuité de garantie afférente à 1876 (258.000 fr.) et due le 1^{er} janvier 1877 ; force est de solder l'annuité sur le reliquat de l'emprunt, comme on l'a fait le 1^{er} janvier 1876 pour l'annuité de 1875. Mais c'est là une ressource qui n'a rien d'ordinaire et qui est appelée à s'épuiser rapidement ; si l'exercice 1876 ne laisse à son tour aucun excédent, comment faire sinon aggraver les impôts ? Tel est le problème qui se pose lors de la session ordinaire du Conseil général, en juin. L'Administration ne peut dire que ceci : les revenus normaux suffiront, si les exercices 1876 et suivants fournissent des plus-values. Rien de plus précaire par conséquent : une baisse des sucres et des ouragans étant choses fréquentes à la Réunion. Aussi certains conseillers généraux trouvent-ils la situation assez grave pour demander que le budget soit réformé sans plus attendre ; une série d'années déficitaires se prépare peut-être, mieux vaut en prévenir les effets (1). Politique très sage,

1. *Proposition* Bellier-Dureau (S. O. 1876, 26 juillet). Le rapporteur de la Commission du Budget demande au C. Gén. de la rejeter parce qu'*inopportune* !

mais que la majorité du Conseil n'adopte pas ; on continue d'escompter des excédents, quitte à créer plus tard certains impôts d'une manière détournée ; sans doute espère-t-on arriver ainsi tant bien que mal jusqu'à 1880, qui est l'époque où le C. F. C. ne demandera plus de garantie, la situation des emprunteurs étant entièrement liquidée (l'agent et le Directeur de l'Intérieur l'affirment). Dans cette même session, pour n'en pas perdre l'habitude, l'Administration se fait autoriser à soutenir en justice un petit procès à propos du loyer de l'agence du C. F. C. à Saint-Denis ; elle n'accepte pas le bail nouveau que l'agent, en revanche, prétend avoir la liberté de passer à son gré dans la limite du crédit prévu par la convention. Le Conseil du Contentieux lui donne naturellement raison (29 mai) et, comme de juste, la société forme un pourvoi devant le Conseil d'État. Il est écrit que les moindres articles de la convention seront l'occasion de litiges...

1877 est une année favorable : pas de cyclone, une hausse momentanée des sucres ; cela suffit pour que l'accroissement des droits de sortie procure, à la fin de l'exercice 1876, un excédent d'une centaine de mille francs, tout étant payé et l'annuité de garantie pour le 1^{er} janvier suivant mise de côté ; au 30 juin, la Caisse de réserve possède environ 850.000 francs. Une situation « aussi rapidement transformée » ne peut que fortifier la prédilection des gouvernants pour

le *statu quo* : « tenir tous les engagements contractés
« sans recourir à des aggravations d'impôts, écrit le
« Directeur de l'Intérieur (2), c'est là le programme
« dans lequel nous cherchons à nous maintenir et le
« but que nous atteindrons, à moins d'événements
« imprévus (ah !) ». Il est question toutefois d'insti-
tuer un impôt sur les tabacs (dont la culture à la Réu-
nion est libre et la fabrication surveillée) ; et d'ail-
leurs, sans qu'on veuille l'avouer, plusieurs taxes ont
été établies (sur la vanille, les allumettes, le papier
à cigarettes) ou surélevées (sur les voitures) depuis
1875 (1). La Commission du budget aimerait un peu
plus de franchise (2)... Bien que l'excédent prévu pour
1878 soit minime, aucune réforme n'est faite ; les bons
résultats de 1876 ont redonné confiance ; puis l'on
est distrait par d'autres préoccupations : l'immigra-
tion hindoue (le gouvernement britannique soulève
des difficultés maintenant : une Commission d'en-
quête se rend dans l'île) (3), la question de l'outillage
économique : la loi approuvant la convention pour
le port de la Pointe des Galets (avec la double ga-
rantie de l'État et de la Colonie) est promulguée le

2. *Rapport sur le Projet de Budget pour 1878.*

1 Cf. *J. du Commerce*, 27 juillet 1877.

2. *Rapport* lu en séance du C. G., le 23 juillet.

3. Cf. l'excellente *thèse* de Wickers : *L'immigration réglementée à l'Île de la Réunion*, Paris, 1911.

24 juin ; de son côté, la commune de Saint-Pierre a décidé l'achèvement de son port (mars).

Même dans cette année tranquille, une petite escarmouche se produit à Paris à propos du C. F. C. Le Sénat avait adopté (le 25 juillet 1876) un projet de loi appliquant l'article 408 du Code pénal aux débiteurs hypothécaires des colonies qui dilapideraient *fraudeusement* leurs gages ; le ministre de la Marine, qui avait présenté ce projet à titre de « mandataire des colonies », à la suite d'un vœu des Conseils généraux des Antilles, est obligé de le retirer devant l'hostilité de la Commission de la Chambre, que préside le député de la Réunion (M. de Mahy) (1). Mais cet incident ne ranime pas l'hostilité à l'égard de la société ; au contraire, la nomination de son nouvel agent est bien accueillie : on le sait partisan des usines centrales, que beaucoup considèrent comme le seul moyen d'abaisser le coût de production, et l'exemple de la puissante compagnie serait supérieur à tous les raisonnements pour pousser les autres usiniers dans la voie de la concentration (2).

L'ouragan du 14 janvier 1878 ne trouble point les finances de l'île : l'exercice 1877 laisse à sa clôture un boni de plus de 150.000 francs. Le gouverneur (3)

1. Lettre du Ministre (amiral Fourichon) à M. de Mahy, 26 déc. 1876.
In *J. du Comm.* 13 fév. 1877.

2. *J. du Commerce*, 1^{er} janvier 1878.

3. M. le Commissaire-Général Faron.

annonce fièrement que malgré les dépenses occasionnées par les derniers cyclones, la Caisse de réserve contient plus de 930.000 francs. Oublie-t-il que cet avoir n'est aussi élevé que grâce au solde de l'emprunt ? Le rapporteur du budget et les journaux le lui rappellent et contestent au surplus l'utilité d'une telle encaisse...

Les idées de réforme fiscale ont fait quelque progrès. Le Conseil général nomme une Commission pour étudier pendant l'intercession, la révision de l'assiette de l'impôt ; il lui est proposé entre autres choses, d'établir une taxe de $1/2$ % sur la fortune, à l'aide de la déclaration contrôlée de l'actif net de chacun (1) : ce qui est rejeté comme inquisitorial...

Le 8 novembre 1878, le Conseil d'État rend un arrêt touchant l'application de l'article 2 de la Convention (question du loyer) ; le Conseil consacre la thèse du libre choix de l'Agence dans la marge du maximum de 8.000 francs et annule la décision du Conseil du contentieux du 29 mai 1876. La Colonie est condamnée à payer les termes échus du bail contesté, les intérêts et les dépens ; c'est un troisième échec devant le Conseil d'État.

En 1879, surviennent des événements plus importants : violent cyclone le 21 mars (le Parlement vote $1/2$ million aux sinistrés), crise monétaire. Depuis

1. Proposition Trollé. Cf. *J. du Commerce*, 13 août 1878.

quelque temps on parlait de retirer les pièces étrangères circulant dans l'île : quadruples et roupies (ayant cours légal, par conséquent remboursables par le Trésor), kreutzers. Un grand propriétaire, M. de Kervéguen, avait introduit ces dernières pièces en 1859 et à plusieurs reprises dans la suite, sous la condition, stipulée lors de l'introduction de 1859, de les rembourser à la première réquisition de l'Administration. Le remboursement des « kervéguens » ne se fait pourtant qu'avec force tiraillements lorsque est pris par le nouveau gouverneur de l'île l'arrêté de démonétisation (6 mai) promulguant le décret du 2 avril 1879. Les craintes du public sont vives ; pour les calmer, l'administration décide de recevoir les kreutzers dans les caisses publiques en paiement de l'impôt et s'adresse à la justice. Les conseillers privés démissionnent l'un après l'autre (mai) ; la Chambre de commerce proteste contre les mesures prises par le délégué du ministre des Finances (1) pour faire baisser le cours du change : elle est dissoute (juin). Une crise est ainsi engendrée par l'application, que beaucoup jugent inopportune, d'une réforme admise par tous en principe (2). Le Conseil général est réuni extraordinairement ; le 12 juin, il émet le vœu qu'une monnaie divisionnaire spéciale soit créée pour la Réunion.

1. M. Imhaus, l'ancien délégué de la Réunion près du gouvernement impérial.

2. *J. du Commerce*, 24 juin 1879.

Malgré ces embarras momentanés et bien que la récolte soit déficitaire, la situation financière demeure à peu près stable. On prévoit un excédent de plus de 200.000 francs au budget de 1880 (il est vrai qu'il provient en grande partie de libéralité de la métropole). On réalise de petites économies, mais sans conviction ; en face de la progression constante des dépenses depuis 1875, les causes de mécompte dans les recettes restent entières dans le budget non réformé : dépenses pour mémoire, crédits prévisionnels qui se trouvent toujours inférieurs aux sommes réellement payées.

En 1880 les procédés budgétaires ne s'améliorent pas davantage ; on sait heureusement qu'on approche du moment où le passif de la Colonie atteindra son maximum : à partir de 1883 la charge supportée décroîtra ; et c'est pour cela que l'Administration assure qu'elle n'a « plus de préoccupation du côté des finances locales » (1).

La colonie semble vivre d'une vie plus active. Son outillage est en train de s'accroître de deux ports, d'une voie ferrée, d'une ligne télégraphique, d'une banque (la Banque des Colonies) ; sa production se relève, les usines renouvellent leur matériel, les procédés agricoles se perfectionnent (charrues, engrais

1. *Discours* à l'ouverture de la S. O. de 1880 (octobre). Gouverneur Guinier.

chimiques, fumures, introduction d'espèces variées de canne à sucre) ; on tente une culture industrielle : la ramie ; on s'essaie à la sériciculture ; une exposition locale se prépare pour l'année suivante... (1). Il y a là toute une série d'efforts, dont la ténacité après tant d'infortunes est vraiment admirable ; c'est ce qu'on appelle dans la métropole l'engourdissement des vieilles colonies.

Cependant reviennent les deux causes périodiques de soucis, toujours les mêmes : l'immigration et le C. F. C. Il est manifeste que l'Angleterre exploite tous les incidents pour suspendre l'immigration réglementée hindoue ; comment faire si l'on est réduit à la main-d'œuvre irrégulière de l'île ? D'autre part, les transformations que le C. F. C. opère sur les gages détenus, à la faveur du décret de 1873, avivent les craintes de tous sur le règlement futur de la plus-value ; la société agit en maître définitif : où prend-elle ce droit ? que fait-elle des revenus ? On sait qu'à la Guadeloupe, elle a réclamé une seconde garantie après une revente à perte ; le Conseil d'État admettra-t-il cette prétention ? Autant de questions incertaines, de perspectives peu rassurantes. On ne peut plus se contenter de payer passivement. Les services que la société rend à l'agriculture et à l'industrie locales comptent peu devant la menace perpétuelle que ses

1. *J. du Commerce*, 22 juin, 22 octobre sqq., 1880.

agissements font peser sur le budget de la colonie.

Les hostilités — c'est le mot qui convient tant sont passionnées les moindres discussions quand elles touchent au C. F. C. — sont rouvertes dès la session ordinaire de 1880. Dans la séance du 11 janvier 1881 (une des dernières de la session), un conseiller général (1) demande à l'Administration « sur quelles bases elle calcule la garantie annuelle payée à la société »; et M. Dureau de Vaulcomte pose la question suivante, si grosse de litiges et sur laquelle, nous l'avons vu, la Convention et le Décret de 1873 sont muets : « lorsqu'un gage a été exproprié et adjugé au C. F. C., est-il juste que la colonie continue à payer une garantie de 2 1/2 % sur un capital pouvant déjà donner un bénéfice plus ou moins élevé à la société ? »

La période de liquidation est close ; une seconde période de difficultés commence et s'annonce comme devant être bien plus âpre que la première.

1. M. Emile Bellier.

CHAPITRE VI

**Les nouvelles difficultés. — Reprise de la lutte
entre la Colonie et le C. F. C. (1881). —
Assaut général (1891-1893). — La Transaction
de 1896. — 1881-1900. —**

De 1881 à 1900 exclusivement se poursuit la seconde phase des démêlés entre la Réunion et C. F. C. Nous distinguerons quatre périodes : 1° de 1881 à 1885 : impulsion du Conseil général. L'Administration, qui prenait toutes les initiatives de 1867 à 1875, se montre maintenant très réservée ; elle ne se décide à agir que sur l'invitation formelle du Conseil. Des questions litigieuses sont soulevées, diverses tactiques sont essayées. Le C. F. C. cesse de prêter. — 2° de 1886 à 1890 : action de la Commission dite « du C. F. C. », puis de la Commission coloniale. On veut établir les abus de la gestion du C. F. C. et la lésion des droits de la colonie, dans le but d'amorcer une action en répétition contre la société. — 3° de 1891 à 1895 : action principalement parlementaire. La Colonie a plus confiance dans l'action de ses représen-

tants que dans le succès de la voie contentieuse. Comme la société, dont la situation est devenue lamentable, est mise en liquidation judiciaire, on s'efforce de s'en débarrasser en obtenant la déchéance.

— 4° de 1896 à 1900 : le C. F. C. a résisté à tous les assauts ; le Conseil général se décide à transiger : il abandonne la convention de 1863 et paie une soulte. La Transaction de 1896 ne devient définitive qu'au bout de deux ans, après réduction de la soulte allouée à la société.

Naturellement, dans leur suite réelle les événements ne se sont point présentés sous un aspect aussi nettement catégorisé. Gouvernement local, Conseil général et parlementaires agissent le plus souvent de concert ; mais on sent dominer l'action de l'un d'eux à certains moments et c'est ce qui nous sert de base pour caractériser les groupes sous lesquels nous rassemblerons les faits. L'exposé en est rendu plus commode ; cela aussi peut excuser dans une certaine mesure l'arbitraire du classement.

§ 1. — 1881-1885 : les nouvelles difficultés.

Impulsion du Conseil général

Les circonstances ne semblent pas favoriser la Colonie au moment où elle entreprend sa nouvelle campagne contre le C. F. C. : un cyclone terrible la ravage le 21 janvier 1881, endommageant gravement

les récoltes et menaçant de rompre l'équilibre si précaire du budget. On ressent des craintes fort vives ; une réunion d'urgence du Conseil général (qui vient à peine de se séparer) est même réclamée (1). Mais une heureuse succession de pluies et de chaleurs vient ragailhardir les cultures et calmer les appréhensions. Il reste toutefois que la nécessité d'opérer des réformes financières apparaît plus impérieuse ; l'administration en prend l'initiative (2). Au vrai, très prudemment : elle se contente de proposer quelques améliorations ; et le peu de hâte que met le Conseil à suivre ces indications, pourtant si modestes, est une déception pour les partisans d'une révision fiscale sérieuse. Le budget pour 1882 comporte en définitive la prévision d'un excédent minuscule de recettes ; or les droits de sortie seront certainement amoindris par suite du cyclone de janvier ; force est d'inscrire pour mémoire des prélèvements dans la Caisse de réserve. Toujours le même système : inaction, expédients... C'est dans ces conditions médiocres, que renaît le différend avec le C. F. C. Celui-ci ne prête guère plus depuis quelques années ; il faut néanmoins lui servir une garantie de 225.000 francs pour 1882, malgré les assurances données en 1876. On apprend que par un arrêt du 4 février 1881 le Conseil d'État a condamné la

1. *La Malle*, n^{os} des 27, 30 janvier 1881.

2. Exposé des motifs du *projet de budget* pour 1882.

Guadeloupe à payer une seconde garantie après une revente déficitaire ; jurisprudence désastreuse pour les colonies. Enfin l'administration, qui en janvier a demandé un délai pour répondre aux questions posées sur le calcul de la garantie, n'a point encore fait connaître sa pensée. Pour toutes ces raisons il devient indispensable de ne plus tarder à définir la situation juridique de la colonie vis-à-vis du C. F. C. sur les points non solutionnés ; et c'est à l'occasion de la garantie à inscrire au budget de 1882 qu'intervient la Commission du budget du Conseil général.

La Commission proteste tout d'abord contre la façon dont l'administration paie les annuités de garantie depuis 1876 : le contrôle des pièces produites par la société à l'appui de ses réclamations est insuffisant, il n'est fourni d'ailleurs aucun des documents essentiels que la colonie est en droit d'exiger : comptes de gestion, états de situation des immeubles. En second lieu, le mode de supputation adopté par le C. F. C. pour la garantie repose sur des bases absolument contestables : le montant de chacun des prêts dont les gages ont été adjugés à la société reste fixé au même chiffre, « comme si le capital restant dû au jour de « l'expropriation n'avait subi aucune réduction, comme « si aucune des obligations émises en représentaient « de chacun de ces prêts n'avait été appelée au remboursement (conformément à l'art. 68 des Stat.) ».

Or rien n'autorise à établir une distinction entre

les prêts en cours, amortis graduellement, et les prêts dont les gages ont été adjudés au C. F. C., qui sont en cours comme les autres puisque « continués » par la société. Tous les prêts doivent être amortis ; sinon à quoi serviraient les revenus nets des biens détenus ? Il faut également déduire du maximum de la garantie l'amortissement inclus dans les annuités prescrites (non réclamées en fin d'exercice), puisque censées payées ; sur ce point, l'Administration est d'une complaisance parfaite, le Directeur de l'Intérieur s'est rangé en 1876 à l'opinion de l'agent du C. F. C.. Pareil régime ne peut durer plus longtemps ; en conséquence *la Commission émet le vœu : 1° que les ministres des Finances et de la Marine délèguent leurs pouvoirs de contrôle au gouvernement local pour l'établissement de la créance du C. F. C. afférente à chaque exercice ; 2° qu'il soit procédé à la vérification des comptes du C. F. C. depuis le fonctionnement de la garantie coloniale et que le rapport fait aux ministres sur cette opération soit communiqué au Conseil général. L'Administration est priée de ne payer désormais que sous les plus expresses réserves et de tenir la main à la production des pièces justificatives (adopté en séance de la Commission le 27 juillet 1881).*

Au mois d'octobre suivant (le 12), au cours de la discussion du rapport de la Commission au sein du Conseil général, le président de la Commission,

M. Dureau de Vaulcomte, étudie longuement la manière dont le C. F. C. établit les deux documents qu'il fournit à la colonie : le décompte pour le calcul du maximum de la garantie et l'état des pertes de l'exercice. Suivons en détail son argumentation, car elle deviendra celle même de la colonie. 1° Le décompte comprend deux éléments distincts : les prêts en cours et les prêts dont les gages ont été adjugés à la société. Le tableau des prêts en cours n'est pas sans comporter de petites irrégularités (sommes dues depuis plusieurs années et non réclamées, donc prescrites, séquestres de plus une année); mais de beaucoup plus important est le tableau des prêts dont les gages sont aux mains du C. F. C. : chacun de ces prêts figure au décompte annuel pour le même chiffre que celui auquel fut arrêtée la créance en capital dû au jour de l'expropriation, laquelle remonte pour quelques biens à douze, treize, quatorze ans ! *« C'est là le point capital du débat » : pourquoi les gages exploités par le C. F. C. représentent-ils des prêts échappant à tout amortissement ?* Quelques-unes des propriétés détenues ont notoirement donné des revenus nets ; ces revenus devaient servir à payer l'amortissement aussi bien que les intérêts des obligations reposant sur les gages, de même que les annuités payées par les emprunteurs servent au remboursement annuel des obligations. Comment se fait-il dès lors que le C. F. C. réclame toujours 2 1/2 % d'un capital immua-

ble? il a déclaré lui-même en 1874 n'être qu'un détenteur *substitué* à l'emprunteur vis-à-vis des obligataires et *continuant* le contrat de prêt vis-à-vis de lui-même. Situation non prévue certes en 1863 (la Colonie garantissant un capital que le C. F. C. se prête à lui-même!), mais que le Conseil d'État a consacrée en 1875. Si le Crédit est emprunteur, qu'il serve les annuités de ses emprunts; « car il est impossible que le Conseil d'État ait voulu faire de lui un débiteur privilégié vis-à-vis de ses obligataires ». Aucun texte ne le dispense du service des annuités; le prêt non éteint par l'adjudication continue de compter dans le calcul de la garantie jusqu'à ce que les obligations qui le présentent *aient dû* être remboursées (Conseil d'État); l'obligation de rembourser est ainsi constatée. Bien plus si l'absence de revenus sur les biens rend le remboursement difficile, cela ne regarde pas la colonie; l'intérêt des actionnaires seul en souffrira : la société n'a qu'à puiser dans son capital social (cf. son mémoire de 1874). Il est d'ailleurs certain qu'il y a des *revenus nets* sur quelques propriétés; une partie des obligations gagées pouvait être amortie. Chaque bien détenu doit avoir son *compte spécial* de gestion, car il aura plus tard un règlement spécial de plus-value (la Colonie a refusé précisément en 1875 que la plus-value soit réglée en bloc après la revente totale des biens)... Le C. F. C. a donc tort de distinguer deux espèces de prêts, dont les uns soient à capital inva-

riable. Chaque année le décompte est inexact ; la colonie a droit à la répétition des sommes indûment reçues par la société ; 2° La seconde pièce fournie, l'état des pertes de l'exercice, est insuffisante : aucun détail sur la gestion pendant le séquestre, sur le cahier des charges établi lors de la vente, sur la distribution du prix ; des frais d'ordre évalués approximativement... La révision des comptes s'impose pour tous ces motifs. La colonie a le droit d'être renseignée et de ne payer que ce qu'elle doit.

Dans des explications complémentaires (le 13 octobre), le rapporteur de la Commission du budget précise de la manière suivante la thèse de la Commission sur le point essentiel : 1° le C. F. C. succède à tous les engagements de l'emprunteur ; par suite : service des annuités, amortissement graduel des obligations, diminution progressive du capital dû et de la garantie ; 2° le C. F. C. n'est pas propriétaire définitif et la colonie a un droit sur la plus-value en cas de revente. Il en résulte que s'il y a des revenus nets, on ne voit pas qu'il puissent être affectés à autre chose qu'à l'amortissement des obligations (opinion d'ailleurs admise à la Martinique et à la Guadeloupe).

La thèse de la Commission du budget n'est point unanimement approuvée par le Conseil général. On lui oppose (1), non sans raison, que les pouvoirs de

1. M. Naturel, principalement.

l'Etat sur la société sont d'ordre public et ne peuvent être délégués dans un but purement privé ; la colonie est capable de procéder elle seule aux vérifications qu'elle juge utiles. D'autre part la convention ne parle que de l'état des sommes dues comme pièce justificative ; on n'a point obtenu du Conseil d'Etat le droit d'en exiger d'autres ; le faire, c'est aller au-devant d'un conflit. Enfin, et ceci nous semble juridiquement exact, *l'obligation d'employer les revenus nets à l'amortissement des obligations gagées sur les biens détenus n'apparaît dans aucun texte* ; les revenus sont le fait de l'industrie de la société, elle les obtient à l'aide de capitaux non garantis. On voit au contraire dans la convention que « la garantie est affectée *par préférence* aux ressources de la société, etc... ». De plus, à demander compte des revenus, on risque d'avoir à tenir compte des *pertes* de l'exploitation et d'un intérêt légitime pour les capitaux employés à l'exploitation. La Commission n'y a pas songé évidemment ; la convention ne s'occupant nullement de la gestion des gages, où la colonie prend-elle le droit de savoir s'il y a des revenus ? La société peut lui dire : si vous voulez que mes revenus diminuent la charge que vous supportez, prenez votre part des pertes que je subis. C'est-à-dire qu'on arriverait à garantir l'exploitation, comme on garantit les prêts.

L'Administration de son côté sensible surtout au reproche de complaisance, s'attache à légitimer sa

réserve depuis 1876 : si elle n'a point réclamé d'autre pièce justificative, c'est que la convention ne lui donne pas le droit de le faire ; mais le Conseil peut en juger autrement et l'Administration suivra ses indications, tout en dégageant sa responsabilité au sujet des difficultés qui surviendraient. Les états des pertes ont d'ailleurs tous été soumis à l'assemblée locale (notamment en 1875 et 1879), sans avoir été l'objet d'aucune observation.

Le vœu de la Commission du budget est néanmoins adopté le *14 octobre 1881* (à une faible majorité : 13 voix contre 9 et 2 abstentions). Une proposition tendant à la nomination d'une Commission spéciale de sept membres est repoussée. L'administration insiste pour qu'on lui indique nettement les pièces à réclamer ; le Conseil préfère rester évasif : on demandera « tous documents probants » à l'appui des différents comptes (par ex. l'état du fonds de réserve de la société) (1).

La position nouvelle du Conseil général vis-à-vis du C. F. C est ainsi établie dans cette session ordinaire de 1881. A ce moment, il n'existe aucun procès entre la société et la colonie : les garanties sont scrupuleusement payées, aucune revente n'a encore eu lieu ; la gestion agricole du C. F. C. n'est troublée que par de petits conflits avec des communes ou des

1. Le Directeur de l'Intérieur fait constater au procès-verbal que le Conseil n'a « pas pu ou n'a pas voulu préciser » (15 octobre).

propriétaires voisins (1). L'opinion publique se montre généralement favorable aux revendications du Conseil général, bien qu'assez indifférente encore (2).

En 1882, la question ne progresse aucunement. Le Département ne donne point de suite au vœu qu'on lui transmet ; l'occasion de faire trancher en justice les difficultés ne se présente pas. L'Administration se contente de se payer la garantie qu'en formulant d'expresses réserves ; elle annonce la résolution d'intenter à bref délai devant le Conseil du contentieux une action préalable à toute révision des comptes (3). Faute de mieux, le Conseil général accepte de désigner une *Commission spéciale de cinq membres* pour l'étude des points litigieux (proposition Louis Brunet). Les détails obtenus par la Commission du Budget montrent que le chiffre des prêts sur lesquels se calcule la garantie (prêts en cours et prêts suivis d'adjudication au C. F. C.) s'élève au 1^{er} janvier à plus de 9 millions de francs ; ce qui oblige à prévoir encore pour l'exercice 1883 une garantie d'environ 220.000 francs. Cette charge pèse donc toujours lourdement sur le budget de la colonie ; depuis 1879, celui-ci se clôture en déficit ; les réformes qu'on adopte sont mesquines : un petit impôt sur les tabacs, et ins-

1. Le Conseil d'Etat intervient là aussi. A. du 1^{er} avril 1881, etc. . .

2. Le journal *la Malle*, seul, combat la thèse sur les revenus nets d'une façon très raisonnable ; n° du 13 octobre 1881.

3. Conseil général, S. O. 1882, 19 septembre.

titué d'une façon telle qu'il soulève des protestations très vives. L'expérience du passé ne sert de rien : on se prépare à lutter contre le C. F. C. sans s'assurer de bonnes finances. A la fin de 1882, justement, un coup sensible frappe l'agriculture : la suspension de l'immigration hindoue par le gouvernement anglais (1). Le Conseil général y trouve pour sa part un avantage : en supprimant le crédit pour le service du recrutement des travailleurs dans l'Inde, il réussit à boucler le budget pour l'année suivante !

1883, année moyenne : pas de cyclone, des pluies abondantes, une forte récolte ; malheureusement des prix de plus en plus bas pour les sucres. Une légère amélioration dans la situation générale : l'exercice 1882 se liquide sans le secours de la Caisse de Réserve, les engagements de la colonie commencent à décroître. On ne prévoit pour 1884 qu'une garantie de 100.000 francs : soulagement appréciable ; l'agent du C. F. C. laisse opérer qu'on n'en paiera plus après 1885. En attendant, la société renonce totalement à prêter... La Commission spéciale, comme il fallait s'y attendre, « n'a pu que se constituer » ; le Conseil lui confirme ses pouvoirs. L'Administration par contre a pris une initiative, d'accord avec la Commission coloniale : avant de payer le loyer pour 1882 (le loyer joue décidément un grand rôle !), elle réclame

1. Annoncée par une proclamation du gouverneur à l'*Officiel* du 9 déc. 1882. Cf. *la Malle*, 23 nov. ; 10, 17, 21 déc. 1882.

un état du fonds de réserve de la société, par application de l'article 2 *in fine* de la convention. Le C. F. C. naturellement refuse de fournir l'état et l'Administration ne paie pas. Le procès qu'on recherche pour trancher la question des pièces à produire (nous avons vu que l'Arrêt de 1875 s'est abstenu de préciser quelles sont les « justifications nécessaires » que doit fournir la société) est ainsi provoqué, mais sur un point secondaire. Le 29 juin, le Conseil du Contentieux donne tort au C. F. C. ; celui-ci fait appel aussitôt.

Un fait important marque la fin de 1883. Le ministre des Finances délègue un Inspecteur des services administratifs et financiers de la Marine (*M. Bartet*) pour vérifier les comptes du C. F. C. à la Réunion ; c'est la suite donnée, un peu tardivement, au vœu d'octobre 1881. L'inspection se prolonge jusqu'aux derniers jours de *mars 1884* ; est vérifiée toute la gestion depuis l'installation de la société dans l'île en décembre 1863 jusqu'au 1^{er} janvier 1883. La colonie escompte impatiemment le résultat de la vérification. Quelle déception, lorsqu'on apprend que le rapport Bartet, après communication au Conseil d'administration du C. F. C. et réponse du Conseil, est enfoui dans les cartons par le ministre, satisfait sans doute des explications fournies. Est-il donc impossible d'obtenir satisfaction contre la puissante société ? Le Conseil général invite l'Administration

« à rappeler au ministre que l'on attend le résultat
« de la vérification pour exercer s'il y a lieu les re-
« vendications de la colonie » (S. O., 12 septembre).
Et, comme il ne peut compter sur la Commission
spéciale (qui ne s'est même pas réunie depuis
1883), le Conseil décide de consulter des juriconsul-
tes parisiens sur les points signalés en 1881. Me-
sure prudente ; mais à quoi servent les avis les plus
autorisés si on ne les suit pas ? fait-on grand cas
de celui que vient d'émettre le *Comité consultatif*
du Contentieux de la Marine et des Colonies (21 jan-
vier 1884) sur la grosse question de la revente :
« Le C. F. C. ne saurait, contre le gré de la Colonie,
« ajourner indéfiniment la revente des immeubles...
« Si l'administration ne peut faire d'elle-même aucun
« acte qui la substitue au C. F. C., elle peut néan-
« moins avoir recours à la juridiction compétente
« (Conseil du contentieux) non pour poursuivre di-
« rectement la vente, mais pour obtenir une décision
« enjoignant à la société d'y procéder dans un délai
« imparti et à peine de dommages-intérêts pour re-
tard (1). » Voilà une bonne marche à suivre, en face
du défaut de sanction conventionnelle de l'obligation
de revendre. Le grief essentiel contre le C. F. C. est
qu'il ne parle point de revendre ; il agit en maître
incommutable sur ses biens et les bouleverse à son
gré. Sur ce point, la tactique que la colonie doit

1. In Dislère, *loc. cit.*, t. 1, p. 945.

adopter lui est indiquée par le Comité consultatif (action pour mettre en demeure de revendre) et par le Conseil d'État lui-même (action au cas où la gestion lèse les droits de la Colonie lors de la revente). Cependant l'avis de janvier 1884 est négligé comme celui de juin 1872. Le Conseil général (qui, en fait d'action, ne songe qu'à une action en répétition !) croit plus aisé d'empêcher la société de s'accroître : pour restreindre le nombre des adjudications tranchées à son profit, il offre le *concours financier de la colonie aux tiers-acquéreurs* (9 octobre 1884). Quelle imprévoyance lamentable alors que les finances du pays sont si peu sûres ; on risque de rompre l'équilibre budgétaire déjà menacé par la baisse persistante des sucres. On ne peut au surplus aboutir à quoi que ce soit : presque tous les gages sont déjà liquidés et le C. F. C. les possède. Pense-t-on diminuer la garantie à payer en forçant les prix d'adjudication ? Comme le dit très justement une feuille locale : c'est dépenser 5.000 francs pour en épargner 50... (1).

L'expérience est tentée en 1885 : en exécution d'un sous-seing privé du 7 juillet, la Colonie verse 110.000 francs aux trois acquéreurs du domaine « *la Surprise* », exproprié à la requête du C. F. C... Pleine de zèle maintenant, l'Administration discute avec la Société le compte de 1884 ; elle soutient que le capital dû doit être diminué de l'amortissement inclus

1. *Créole*, n° du 30 octobre 1884.

dans les annuités prescrites (autre revendication de la Commission du budget en 1881, comme on se le rappelle) et ne consent à payer qu'un chiffre réduit de garantie : 78.000 francs au lieu de 99.000. Le Conseil général l'approuve et l'autorise à ester en justice (26 novembre) ; aussi émet-elle les mêmes prétentions pour le compte de 1885.

La période nouvelle des différends avec le C. F. C. est ainsi définitivement ouverte : la Colonie a formulé sa doctrine sur quelques-uns des points litigieux, essayé plusieurs tactiques et entamé quelques procès, malheureusement sur les questions les moins importantes. La lutte jusqu'ici n'est point très vive ; il en sera tout autrement à partir de 1886, où sous l'impulsion de quelques adversaires déterminés, les attaques contre la société se feront plus nombreuses et plus passionnées.

Avant d'aller plus loin il importe d'exposer la situation financière du C. F. C. Elle se présente comme tout à fait instable, à en juger par le compte rendu du fait aux actionnaires lors de l'assemblée générale de 1885. Il n'y a plus que 16.800.000 francs de prêts qui soient en cours dans les trois colonies, par suite des remboursements et des expropriations. *Aux Antilles, le C. F. C. demeure principalement une société de prêts.* A la Martinique les biens expropriés ne lui restent point entre les mains ; la colonie, qui n'a eu en dix-sept ans qu'un peu plus de

260.000 francs à payer en garantie, prend dès 1882 le parti de les racheter peu à peu et de les revendre en les morcelant (1).

A la Guadeloupe, malgré les difficultés du début, la société est sur le point de consentir à prêter 10 millions de plus, moyennant un accroissement de la garantie coloniale (2).

Tout en « déplorant sa transformation (3) », le *C. F. C.* n'est plus au contraire à la Réunion qu'une société d'exploitation. Depuis 1883 aucun prêt n'a été réalisé.

C'est à la Réunion que la société à le plus exproprié ; la gestion de ses biens l'absorbe. Son domaine rural la classe au premier rang des agriculteurs de l'île par son importance : une trentaine d'habitations, 8 usines (beaucoup d'autres, petites ou peu rémunératrices, ont été fermées), une production annuelle de 15 millions de kilogs de sucre environ. Cependant en dépit d'une gestion remarquable, la crise sucrière fait subir chaque année au *C. F. C.* des pertes sur l'ensemble de l'exploitation ; les perfectionnements apportés dans l'outillage des sucreries, qui ont coûté très cher, ne produisent pas encore les revenus attendus. Ces résultats décevants jusqu'ici

1. C. G. Martinique, S. E. mars 1882.

2. Ce sera la Convention du 14 mai 1886.

3. Lettre du Président du C. d'Adm du C. F. C. au Ministre de la Marine, du 15 nov. 1882. — In C. G. Martinique, S. E. avril 1883.

dans la Colonie qui est son principal client sont la source des embarras du C. F. C ; il ne parvient à équilibrer ses comptes qu'en inscrivant dans son actif plus d'un million d'annuités de prêts à recouvrer (recette combien aléatoire !) ; presque pas d'argent disponible par conséquent... La transformation de 1873 n'a pas profité au C. F. C. Il espérait se rattraper des pertes subies sur les prêts au moyen d'une exploitation qui ne pouvait manquer d'être plus sage et plus scientifique que celle de ses prédécesseurs. Or soumis aux mêmes causes de ruine que les colons dépossédés (avilissement des sucres, cyclones (1), main d'œuvre raréfiée), il se ruine comme eux. Il en est arrivé à ce point que sa meilleure chance de salut semble résider maintenant dans l'extension de ses opérations de *prêts* à la Guadeloupe ; s'il échoue, c'est la liquidation à bref délai (2).

§ 2. — 1886-1890 : Action de la « Commission du C. F. C. » et de la Commission coloniale

L'année 1886 est très ordinaire : peu d'affaires, une récolte assez bonne, mais des cours faibles pour le

1. La récolte diminue sur les biens du C. F. C., de 18 % après le cyclone de 1878, de 47, 5 % après celui de 1879, de 36, 8 % après celui de 1881... (Chiffres fournis par M. Dolabaratz en mai 1904 à la Commission nommée pour évaluer les dégâts causés par l'ouragan de mars 1904.)

2. *Créole* du 8 sept. 1885.

sucres ; le stock restreint qu'on possède empêche de profiter de la hausse qui se produit sur la vanille ; on évite un cyclone au début d'avril, ou inaugure le port de la Pointe (février) et on change de gouverneur (1)... Cette médiocrité paraît précieuse auprès de la crise intense qui vient d'éclater à la Guadeloupe ; le C. F. C., qui joue de malheur, est bientôt forcé d'exproprier en masse. On peut se demander, après cet exemple et celui de la Réunion en 1867, si la Société est une victime des crises coloniales ou si c'est elle qui les précipite : les obligations précises, lourdes, introduites par ses prêts dans un pays gêné ne peuvent en effet que hâter l'écroulement de toutes les positions précaires.

Si nous reprenons le cours des difficultés entre la Réunion et le C. F. C., nous voyons que de petits procès, sont engagés dans le courant de 1886. Le Conseil du contentieux accorde à la société (le 1^{er} mars) décharge de l'imposition établie en 1885 sur une distillerie annexe de son usine de Beaufonds ; le 11 juin par contre il la condamne à payer la taxe sur les biens de mainmorte instituée par le Conseil général le 25 octobre 1884. Bien que la Commission du budget soit d'avis qu'il faut s'incliner devant l'arrêté du 1^{er} mars, le Conseil général autorise à une forte majorité l'administration à se pourvoir devant le Conseil d'État (8 décembre) ; pure marque d'hostilité con-

1. *Gréole*, avril, mai 1886, *passim*.

tre la société. Pour ne pas être en reste de bons procédés, celle-ci forme un pourvoi contre l'arrêt du 11 juin... Le 18 décembre suivant, un troisième arrêté du Conseil du contentieux adopte la thèse de l'Administration sur les exercices 1884 et 1885 : il faut dans le décompte déduire l'amortissement inclus dans les annuités non payées et non réclamées en fin d'exercice (1). Le C. F. C. demande au Conseil d'État de réformer également cet arrêté.

C'est peut-être ce léger succès sur un des points mis en lumière en 1881 qui avive l'ardeur combattive des pouvoirs publics réunionnais. Malgré les ennuis que commence à lui causer l'aventure de la *Surprise* (les acquéreurs ne peuvent tenir leurs engagements : on est obligé de les poursuivre, de payer leurs employés, finalement d'adopter un projet d'antichrèse pour que l'usine ne disparaisse pas) (2) le Conseil général se montre décidé à ne plus faire une guerre de coups d'épingle, mais à s'attaquer aux difficultés essentielles qui subsistent entre le C. F. C. et la Colonie. On peut classer comme telles : la révision des comptes, surtout l'obligation de revendre et les atteintes portées au droit de la Colonie à la plus-value par la gestion de la société. Nous allons voir quelles solutions sont envisagées.

1. Cf. arrêté du Conseil du Contentieux de la Guadeloupe du 2 juin 1884.

2. Conseil Gén. S. O. 1886, séances du 29 déc. 1886, 15 fév. 1887.

Les deux orateurs qui à la fin de la session ordinaire de 1886 conduisent la discussion, MM. Drouhet et Louis Brunet, sont destinés à diriger au cours des années suivantes toute l'action de la Colonie contre la Société. Tous deux estiment qu'il *y a lieu de reviser les comptes* et que d'autre part *le C. F. C. a abusé du décret de 1873* en amoindrissant certains gages — la légalité du décret lui-même étant au surplus fort contestable. Quels comptes reviser ? 1876-1882 d'abord ; qui revisera ? l'administration (Brunet) ou une *Commission spéciale* (Drouhet) ? L'une et l'autre, dit le Conseil général, qui adopte la proposition Brunet le 21 janvier 1887 et nomme la Commission le 27 suivant. On doit reviser parce que la garantie est calculée sur des bases erronées et que les justifications nécessaires ne sont toujours point fournies ; depuis 1881, la Colonie n'a point imposé sa façon de voir sur ces deux questions. 1° Le mal fondé de la distinction entre deux sortes de prêts a été établi par M. Dureau : tous les prêts. doivent être amortis. 2° Combien d'abus dans la liquidation des créances : amortissement non déduit des annuités prescrites (heureusement la Colonie peut invoquer maintenant une décision en sa faveur), attermoiements très longs qui n'ont *sauvé* que trois débiteurs et ont permis la mise en coupe réglée du budget (ex. : l'expropriation des *Cascades*, à Sainte-Rose, douze ans après toute cessation de paiements), prêts consentis pour un chif-

fre injustifié (vraie faute lourde : certains emprunteurs ne paient que le semestre retenu d'avance, d'autres deux ou trois semestres au plus) (1), irrégularités assez nombreuses (versements supplémentaires non mentionnés [ex. : *Ravine-Creuse*], prix d'adjudication non déduit alors que les acquéreurs affirment avoir payé comptant [ex. : *Cascades*], etc...). 3° Pour contrôler sérieusement, il faut avoir le compte de l'exercice (art. 4-1° de la Convention), le contrat de prêt, l'état du fonds de réserve, etc... A côté de la revision il y a la question des reventes et du parti que la société tire du décret de 1873 ; le décret ne peut permettre que le droit de la Colonie à la plus-value soit compromis par les modifications apportées à la physionomie des gages. Combien l'administration fut-elle imprudente de laisser détériorer certains immeubles ! il importe de connaître la situation de chacun des biens. La Commission spéciale s'en chargera ; ensuite l'administration provoquera la revente d'un immeuble, et dans le cas où cet immeuble ne serait pas remis en l'état où il se trouvait lors de l'expropriation, elle procèdera en justice pour obtenir la reconstitution du gage ou des dommages-intérêts (Conseil général, 17 janvier 1887). Tactique excellente : c'est la voie contentieuse indiquée en 1872 ; on y vient

1. Ex. : le prêt sur *Bras Madeleine*, 1 seul semestre payé, retenu d'avance ; le prêt sur *Ravine des Figues*, 2 semestres payés ; le prêt sur *Martin de Flacourt*, 4 semestres payés. (Rapport Bartet).

enfin, mais la suivra-t-on jusqu'au bout ? Au moment où la session se termine, l'agent du C. F. C. soumet précisément au Conseil une offre pour la revente d'un immeuble gageant le prêt Anaïs Octave et détenu par la société ; l'affaire est renvoyée à la Commission, qui assume la charge de tous les litiges avec le C. F. C.

La Commission s'occupe d'abord de la révision ; elle ne se laisse pas rebuter par le mauvais vouloir de l'agent, lequel refuse de subir tout contrôle autre que celui des délégués du ministre des Finances. Après avoir obtenu une copie du rapport de l'inspection de 1884, le président de la Commission, M. Drouhet, demande au ministre des Finances de déléguer au gouverneur lui-même (1), avec faculté de subdéléguer, tous pouvoirs pour vérifier les comptes de la société. Le ministre s'y prête sans difficulté et le gouverneur subdélègue les inspecteurs Geck et Adam (arrêté du 25 juillet 1887). La vérification part du 1^{er} janvier 1883, date à laquelle se terminait la vérification Bartet ; les expropriations récentes sont étudiées minutieusement, des décomptes détaillés sont établis pour quelques prêts à l'aide des livres de l'Agence. La Commission désirait vivement compulsier ces mêmes livres et pensait y parvenir grâce à la complaisance du gouverneur ; mais celui-ci est brusquement envoyé en Cochinchine et il faut se contenter du *rapport Adam* pour éplucher les comptes de

1. M. Richaud.

l'ennemi... Au point de vue des reventes, la Commission autorise la revente Octave pour élucider la question de la seconde garantie possible au cas de nouveau déficit.

M. Drouhet, dont le labeur considérable est suivi avec intérêt par le public, achève son rapport le 30 mai 1888. Il cherche à établir, par des exemples empruntés aux travaux des deux inspecteurs, que les liquidations du C. F. C. ont été fréquemment arrêtées à des chiffres abusifs ; ainsi les prêts Octave et Toussaint de Quièvrecourt, souvent cités depuis et qui ont provoqué en vérité des comptes d'apothicaire (1). Mais sur le point de la révision et des reventes, le rapport n'est pas très convaincant. Il pourrait même être pessimiste quant aux succès des re-

1. *Prêt Octave.* Le 30 sept. 1866, le C.F.C. prête 5.000 francs à Mad. A. Octave sur 2 immeubles estimés ensemble à 10.000 francs ; expropriés le 2 juillet 1868, les immeubles sont adjugés à la société pour 4.100 francs ; la perte éprouvée est liquidée à 831 fr. 65 (sans les frais) et comprise dans la garantie réclamée pour l'exercice 1868. Lors de la revente du second immeuble, vingt ans après, le C.F.C. réclame une deuxième garantie de 19.329 fr. 13 ; puis sur les protestations de la Commission coloniale et de la presse, il abaisse sa créance à 8.716.17 ..

Prêt Toussaint. En 1866, prêt de 50.000 francs ; 20 ans après, expropriation. L'emprunteur avait payé déjà plus de 65.000 francs (il devait encore environ 43.000 francs). La Colonie versa en garantie plus de 24.000 francs ; les acquéreurs du gage payèrent près de 12.000 francs. Or le prêt continue à figurer dans le nombre des capitaux servant à calculer la garantie pour 20.000 francs (c'est-à-dire le solde dû lors de l'expropriation, moins la garantie payée seulement).

vendications coloniales : le Conseil d'État vient de repousser la thèse de la déduction de l'amortissement inclus dans les annuités prescrites que lui soumettait également la Colonie de la Guadeloupe (a. du 24 février 1888) ; il a admis dès 1881, contre la Guadeloupe toujours, le principe du fonctionnement de la garantie lors de la revente ; il ne semble pas qu'il doive se déjuger. Le 3 août en effet un arrêt donne tort à la Réunion dans la question de l'amortissement (à propos des exercices 1884, 1885). C'est une base de moins pour la future action en révision, un échec de plus devant la haute juridiction ; et ce n'est point d'un heureux augure pour le procès sur la revente.

Le 9 janvier 1888 le C. F. C. a réclamé une *seconde garantie à raison du déficit laissé par la revente* Octave. Malgré l'arrêt du 4 février 1881, bien qu'on sente le Conseil d'État plein de défiance à l'égard de la Colonie, on refuse de payer parce que, dit-on, réclamer une garantie en 1888 pour un compte déjà liquidé en 1868, c'est reporter sur un exercice la dette d'un exercice précédent, ce qu'interdit la convention. Ceci n'est point dénué de vérité, certes, et il est sans doute exact de soutenir que les auteurs de la convention, qui n'ont parlé de la revente que pour prévoir une atténuation à la charge de la garantie, n'ont jamais pensé qu'il pût en découler une charge nouvelle pour la Colonie. Mais le texte est

incertain et le Conseil d'État l'interprète autrement. L'appel tenté ne peut réussir ; le procès n'est engagé que pour l'honneur. Tout le monde le sent plus ou moins, même les membres de la Commission ; le rapport du 30 mai préconise en effet de se défendre contre le danger des reventes en opposant *le veto de la Colonie toutes les fois que le prix offert devra laisser un déficit*.

L'occasion d'appliquer cette tactique se présente dès le 11 octobre : les sommes offertes paraissant dérisoires, le Conseil général refuse son adhésion au projet de revente des immeubles Leclerc et Noël ; le C. F. C. est laissé libre d'agir, mais la Colonie proteste contre toute adjudication, la considère comme nulle et réserve tous ses droits.

Le même jour, le Conseil adopte une nouvelle proposition Drouhet : le ministre des Finances est prié de déléguer deux conseillers généraux « pour « prendre connaissance sur place du registre des « délibérations de la Commission locale du C. F. C., « ainsi que de tous livres, souches, comptes, documents et pièces appartenant à l'Agence de la Réunion ». Le Conseil ne renonce pas à fouiller lui-même dans ces archives défendues ; comment croire que le ministre lui en accordera le droit, surtout après deux inspections successives ? Plusieurs conseillers estiment qu'il serait préférable de faire le Parlement juge des abus commis à l'abri du décret de

1873 ; l'idée d'un effort purement *politique* contre le C. F. C. se fait jour ainsi pour la première fois ; mais M. Drouhet intervient : « Il est plus sage de s'adresser encore au ministre. »

En novembre (le 7), la garantie n'est plus inscrite que pour mémoire au budget ; quelle serait la satisfaction de tous si les reventes ne devaient point entraîner de nouveau le fonctionnement ! Le Conseil ne peut décidément se faire à cette idée : il veut se défendre contre l'arrêt de 1881. Après avoir approuvé de vives protestations contre l'interprétation « jûdaïque » du Conseil d'État, il invite l'Administration à réclamer, « au besoin en justice, au C. F. C. » un état faisant connaître la situation de chacun « des immeubles détenus au 31 décembre 1888 et délègue à la *Commission Coloniale* tous pouvoirs « pour suivre l'affaire ». La Commission coloniale succède de la sorte à la Commission spéciale, morte d'avoir abouti à un rapport ; comme l'autre elle est sous l'influence prépondérante de M. Drouhet, lequel prend ainsi petit à petit figure de champion de la Colonie et d'ennemi personnel de la Société !

La fin de 1888 et l'année 1889 sont marquées de procès et d'arrêts nombreux. Ce sont les deux dernières années où il y en aura autant : en 1890 on renonce à toute action en répétition pour agir politiquement contre le C. F. C. ; l'arrêt du 30 janvier 1891 vient clore la seconde période contentieuse. Nous

conserverons aux faits l'ordre chronologique pour essayer, par leur accumulation même, de donner l'impression de la fièvre qui agitait la Colonie dans ces moments troublés.

Le 23 novembre 1888, deux arrêts du Conseil d'État décident que le C. F. C., paiera la taxe des biens de mainmorte, mais non l'impôt des maisons pour la distillerie de *Beaufonds* (petits procès datant de 1886). Le 12 février 1889, le Conseil du contentieux rejette par une décision longuement motivée la demande de garantie formulée pour la revente Octave : la Colonie ne doit rien au cas de revente déficitaire, car ce serait liquider deux fois la même créance. Affirmation si contraire à la jurisprudence du Conseil d'État que l'issue du pourvoi immédiatement formé par le C. F. C. ne peut faire aucun doute. Encore un succès à la Pyrrhus pour la Colonie. Les conflits à propos des reventes se multiplient : la Société a revendu les immeubles Leclerc et Noël (15 oct. 1888), malgré l'opposition de la Colonie, ce qui est contraire à l'article 7 *in fine*, qui exige que l'époque et les conditions de la revente soient fixées d'un commun accord ; elle réclame à leur sujet une nouvelle garantie : 56.813 francs. Sur le refus de payer opposé par l'Administration, le Conseil du con-

1. Le 15 juin, l'Administration est autorisée à se défendre devant le Conseil d'État.

tentieux est saisi. A côté de la question de la garantie due pour les reventes surgit donc ici la question de la *validité d'une revente faite contre le gré de l'un des contractants*. Comme on le voit, les points litigieux ne manquent pas.

En mars 1889 (1), le ministre des Finances refuse d'accéder au vœu du Conseil général d'octobre 1888. Il ne peut déléguer à deux conseillers généraux son droit de contrôle : ce serait conférer à une des parties intéressées dans le règlement des comptes un droit réservé au ministre dans un but d'ordre public. Sans délégation, le Conseil peut examiner « les registres et autres documents » justifiant l'établissement de la dette et « qu'on lui a refusés à tort » ; cette exigence « ne dépasse pas le droit ordinaire de tout débiteur » et a intérêt à être formulée au moment même de la production des comptes. Au surplus les inspections faites à Paris et à la Réunion n'ont rien constaté d'irrégulier dans les opérations du C. F. C. ; le Conseil général désire-t-il une nouvelle vérification ? . . Ce n'est pas précisément un succès pour le Conseil, qui sent bien qu'il n'a pas plus l'oreille du ministère des Finances que celle du Conseil d'État. La guerre quotidienne menée depuis 1886 n'est pas pour effacer la réputation de débiteur récalcitrant que ses procès d'avant 1875 ont value à la Réunion.

1. Lettre de M. Rouvier, du 9 mars, transmise le 30 par le Sous-Secrétaire d'État aux colonies, M. Etienne.

Mais une grave nouvelle vient permettre de longs espoirs. On apprend la chute du Comptoir d'Es-compte, le fondateur, puis le bailleur de fonds du C. F. C. La société lui survivra-t-elle ? Depuis son échec à la Guadeloupe ses finances sont devenues tout à fait précaires. Fin 1887, en face d'un passif de 31 millions (25 millions d'obligations + 6 millions de dettes vis-à-vis divers créanciers, entre autres le Comptoir) figure un actif dépourvu de toute ressource disponible réelle : les annuités de garantie à recouvrer et les créances sur les planteurs expropriés sont en effet des sommes contestées ou des pertes sèches. Le service ponctuel des obligations dépend des revenus de l'exploitation sucrière ; or rien de plus variable : gain de 796.000 francs en 1888, mais perte de 1.200.000 francs en 1887. Il ne reste au C. F. C. comme ultime ressource qu'à faire appel aux 4 800.000 francs non encore versés par les actionnaires ; et sans doute ceux-ci ont-il été fortement atteints par la débâcle du Comptoir. Pour vivre, le C. F. C. a besoin plus que jamais d'un bailleur de fonds ; s'il n'en trouve pas, c'est la liquidation à bref délai. En tout cas, il lui faudra dans la Colonie « se « réduire aux allures d'un modeste propriétaire et « cesser de faire le matamore... Ainsi se trouvera « vaincue sans combat cette Société jadis si redoutable (1) ... »

1. *Créole* du 16 et 27 avril 1887.

Ces espérances n'empêchent point la Colonie de préparer, pour plus de sûreté, les armes qui décideront de sa victoire. On reste d'abord fidèle à la voie contentieuse adoptée en janvier 1887 : les députés se mettent en quête de trois jurisconsultes parisiens à qui soumettre l'étude des revendications de la Colonie (suivant un vœu du Conseil général qui remonte à 1884) ; la Commission coloniale fait porter tout son effort sur la question des décomptes et achève de mettre au point le projet d'action en répétition contre la société : du rapport bourré de chiffres de son président (M. Drouhet) il résulte que la Colonie aurait payé en trop plus de 80.000 francs pour les exercices 1881-1886 inclusivement... Mais la publication du rapport (4 juin 1890) coïncide avec une orientation nouvelle de l'opinion : agir judiciairement c'est courir au-devant de nouveaux échecs ; le C. F. C. est bien plus vulnérable du côté de son exploitation ; il gère en vertu d'un décret que la Colonie n'a jamais accepté, mais il ne prête plus ; et voici qu'il est sur le point de sombrer. Pourquoi ne pas tenter d'obtenir la révocation des décrets de 1863 et 1873 ?... La conclusion du rapport du 4 juin 1890, qui semble ne se rattacher qu'indirectement aux discussions de chiffres qui précèdent, est un indice très net de la tactique qui va s'imposer : « la société du C. F. C. « n'existe plus pour la Colonie que comme société « agricole, industrielle et commerciale. Sous cette

« nouvelle forme, loin de chercher à faire oublier le
« mal qu'elle a causé comme société financière et à le
« réparer, on dirait qu'elle se plait à l'aggraver, usant
« et abusant de sa situation privilégiée pour tout ac-
« caparer, commerce et industrie, et pour traiter de
« ture à maure tous ceux qui ont affaire à elle et no-
« tamment les malheureux planteurs (1). De bienfai-
« sant qu'il pouvait être, le C. F. C. est devenu, par
« ses agissements, une cause de ruine pour ceux, sauf
« de rares exceptions, qui se sont adressés à lui,
« comme pour la colonie. » Le 8 août, le Conseil gé-
néral approuve à l'unanimité ce réquisitoire pas-
sionné ; la veille, il avait décidé de porter la question
du C. F. C. devant le Parlement, nouvel aspect de la
lutte soutenue depuis 1867, et qui trouve son expres-
sion dans la *pétition du 13 août* rédigée par M. Louis
Brunet.

La Colonie ne demande point au Parlement sa li-
bération financière : elle paiera ce qu'elle peut de-
voir encore au C. F. C. Par le chiffre des sommes
qu'il a reçues à la Réunion (plus de 5 millions de la
Colonie, plus de 2 millions des emprunteurs, 485.000 fr.
sur les adjudications à des tiers) et par l'importance
des gages qu'il détient, la société est loin d'être à
plaindre. Depuis 1883 elle a renoncé à effectuer les

1. Cf. dans le *Créole* des 14 et 19 oct. 1887, un échantillon des po-
lémiques ouvertes à propos du C. F. C. et de ses planteurs.

prêts pour lesquels elle a été instituée, malgré l'engagement pris en 1865 d'aller jusqu'à 20 millions. En tant que société des prêts fonciers, elle n'existe donc plus. En tant que société agricole et industrielle, elle n'a pas d'existence légale (c'est la première fois que la colonie invoque officiellement l'*illégalité* du décret de 1873). La Colonie supplie les Chambres d'inviter le gouvernement : à abroger le décret de 1873, à rappeler le C. F. C. au respect de ses engagements, à faire procéder à une liquidation définitive entre la société et la Colonie et à exiger une prompte revente. La Colonie veut affranchir son territoire... Le Conseil général a très bien compris que ce qui peut intéresser le Parlement, c'est le danger social résultant pour la Réunion de la domination économique d'une société anonyme ; et il s'attache à le mettre en lumière. L'action politique devient principale désormais. Il semble impossible de jamais compter sur un succès devant le Conseil d'État ; l'arrêt du 30 janvier 1891 (Octave) condamne encore la colonie : cette fois, à payer la garantie pour les pertes subies par le C. F. C. dans ses reventes (le Conseil du contentieux établira les chiffres définitifs). Le pays n'a plus confiance que dans les efforts de ses représentants ; l'élection de M. Drouhet au Sénat se fait sur un programme de guerre à outrance au Crédit Foncier.

**§ 3. — Jurisprudence instituée par le Conseil
d'État de 1875 à 1891**

Pour faire suite à notre exposé de la jurisprudence établie par les arrêts de 1873 et 1875 (ch. III, § 4), voici un résumé des interprétations fournies par le Conseil d'État de 1875 à 1891 sur les points litigieux qui lui furent soumis à diverses reprises par le C. F. C. ou les trois gouvernements coloniaux. Les principes posés lors des premiers procès se complètent et s'affirment ; après 1891 peu de questions restent sans solution parmi celles que les intéressés ont discutées ; et bientôt elles seront sans intérêt pour la Réunion.

1° Le C. F. C. a le libre choix de l'immeuble de son agence aux colonies, dans la marge du maximum de 8.000 francs prévu à l'article 2 de la Convention de 1863 (a. du 15 nov. 1878. Réunion).

2° Les frais de visite et d'inspection de l'agent rentrent dans les frais d'administration, à l'occasion desquels la Société perçoit 1 fr. 20 % dans l'annuité et qui doivent toujours être déduits du compte de la garantie en vertu de l'article 5 (a. du 4 janvier 1889. Guadeloupe).

3° Ne constituent pas des fautes lourdes au sens de l'article 10 : les erreurs d'estimation dans la valeur d'un bien (a. du 12 juillet 1878. Martinique), la

mainlevée d'hypothèque sur un immeuble si le prêt est également gagé sur un autre immeuble suffisant pour le garantir (a. du 3 août 1888 Mart.)

Pour les erreurs d'estimation, le Conseil confirme donc la décision de 1875 : du moment que les formalités ont été remplies, il n'y a pas de faute lourde, même s'il se produit une erreur flagrante dans l'appréciation de la superficie ou de la valeur du bien. Cependant il est certain que le prêt consenti pour une somme exagérée sur un immeuble de revenu non durable et certain, constitue une faute lourde *au sens des statuts* (art. 48) ; devant l'imprécision de l'article 10 de la Convention, la faute lourde au sens des statuts pouvait à juste titre être considérée comme une faute lourde au sens de la Convention. Mais combien un tel point de vue eût été néfaste aux intérêts de la Société !

4° L'amortissement compris dans les semestres d'annuités non payés et non réclamés en fin d'exercice, ne doit pas être déduit du capital restant dû pour le calcul de la garantie. L'article 4 n'oblige la Colonie à garantir que les deux derniers semestres d'*annuités* ; mais il ne s'occupe pas des sommes dues en garantie sur le *capital*. La prescription qu'il édicte joue si la Société n'a pas réclamé la garantie coloniale dans l'année qui a suivi la liquidation du gage ; elle ne peut avoir pour effet d'obliger la Société à amortir avec des sommes qu'elle n'a pas

encaissées. Ceci est la vraie raison et applique le principe de 1875 : les prêts dont les gages ont été adjugés au C. F. C. entrent toujours en compte pour le calcul de la garantie parce que la Société ne perçoit aucun prix qui puisse être affecté au remboursement des obligations. (A. du 24 février 1888. Guadeloupe ; du 3 août 1888. Réunion ; du 4 janvier 1889. Guadeloupe).

5° L'adjudication prononcée au profit de la Société ne saurait être une liquidation définitive de la dette au sens de l'article 3 : les obligations représentatives continuent en effet d'être garanties par le gage détenu et la Colonie intervient lors de la revente pour bénéficier de la plus-value ; l'opération n'est close au regard de la Colonie (qui n'est pas caution) que par la revente : et comme le budget local peut en tirer profit, il doit venir en aide à la Société si un nouveau déficit se produit (A. du 4 février 1881. Guadeloupe ; du 30 janvier 1891. Réunion). Cette dernière interprétation est la plus grave de toutes et confère aux arrêts de 1881 et 1891 la même importance fondamentale qu'aux arrêts-bases de 1873 et 1875 ; nous inclinons à croire qu'elle se justifie malaisément. La Convention est muette. La commune intention des contractants de 1863 n'était certainement pas que la garantie (qu'on croyait « nominale » !) dût être payée deux fois ; sinon le C. F. C. eût exigé un texte aussi précis que l'article 2. La Convention

n'a pas eu pour but de faire prendre part les Colonies à toutes les pertes du C. F. C. ; avec la jurisprudence du Conseil d'État, les Colonies sont tenues tant que la Société n'a pas remboursé ses obligations (s'il y a saisie après la 1^{re} revente, puis 2^e revente définitive, on ne voit pas pourquoi il n'y aurait pas 3^e appel à la garantie). L'article 7, dont le caractère est nettement atténuant, comme nous l'avons montré, se trouve ainsi engendrer de nouvelles charges pour la Colonie. Est-ce là en tout cas dans le doute, l'interprétation favorable au débiteur que prescrit l'article 1162 du Code civil ?

On s'explique que le Conseil général de la Réunion, qui de 1867 à 1875 se cramponnait à la Convention comme « à la seule sauvegarde des droits de la Colonie », ait été amené après 1891 à n'y voir de plus en plus qu'une « tunique de Nessus » dont il importait de se défaire au plus vite.

§ 4. — 1891-1895 : action principalement parlementaire

Au moment de l'arrivée à Paris du nouveau sénateur de la Réunion (fin 1890), le C. F. C. est dans une situation lamentable que dissimule mal son bilan au 31 décembre. Le déficit de l'exploitation, de

3 millions en 1889, s'est élevé pour 1890 à plus de 4 millions 1/2 ; on commence à douter que la Société possède toujours la moitié de son capital social. Ce qui surprend le plus, c'est que dans une détresse aussi accentuée, alors que le récent appel aux actionnaires n'est point fait rentrer tous les fonds demandés, elle se permette de procéder à deux émissions nouvelles d'obligations, en 1890 et 1891 ; elle accroît ainsi sa dette sans qu'il soit sûr qu'elle puisse continuer le service des obligations antérieures. On en vient à se demander si les deux émissions n'ont pas eu pour objet de remplir la caisse vide du C. F. C., et si les obligations restant en circulation n'excèdent pas le chiffre des capitaux restant dus sur les prêts (ce qui serait contraire à l'art. 68 des statuts). Une violente campagne menée dans quelques journaux parisiens réclame la mise en liquidation immédiate et même la révocation de l'autorisation donnée en 1863 (1). Une minorité d'actionnaires demande également la mise en liquidation ; mais l'Assemblée générale du 29 juin 1891 la refuse. Le Conseil d'administration s'efforce de prouver que la Société possède un peu plus de la moitié de son capital ; il n'y parvient qu'en alignant dans son total des sommes arriérées ou contestées. Le bruit court que ce retard apporté à une liquidation fatale a pour but de préparer la substitution d'une société nou-

1. Cf. surtout l'*Événement* de juin 1891.

velle d'exploitation au C. F. C. Ce serait une solution dangereuse pour la Réunion, qui ne tient pas à échapper au C. F. C. pour retomber sous les griffes d'une autre société ; aussi Conseil général et représentants se hâtent-ils d'agir.

Le Conseil général se montre fermement décidé à intervenir et invite l'Administration et la représentation du pays « à tenir la main à ce qu'il ne soit « passé outre à aucune cession partielle ou totale des « biens du C. F. C. sans que la Colonie soit consultée (proposition Brunet, adoptée le 30 juillet 1891).

Les représentants n'ont pas eu besoin de l'invitation du Conseil pour entreprendre d'actives démarches. Ils ont d'abord, et sur sa demande, remis au ministre lui-même la pétition adressée au Parlement (le Conseil ne pouvait s'adresser directement aux Chambres). Puis l'étude du bilan de 1890 leur faisant soupçonner des irrégularités dans la situation du C. F. C., ils obtiennent du ministre des Finances que les comptes soient vérifiés à nouveau (juillet). Mais lorsqu'ensuite ils insistent pour que la déchéance soit prononcée en vertu des faits relevés (capital social presque entièrement perdu, dividendes fictifs), et même lorsqu'ils désirent simplement connaître le rapport complet de l'inspecteur des Finances (rapport daté du 17 novembre 1891), ils se heurtent au mauvais vouloir du ministre, qui s'attache à faire traîner les choses en longueur. M. Rouvier « répugne en effet à exé-

« couter une société financière qu'il considère comme « la victime des colonies », et son hostilité empêchera, comme nous allons le voir, les efforts des parlementaires coloniaux d'aboutir, malgré l'adhésion du sous-secrétaire d'État aux Colonies (M. Etienne)(1).

Pendant, ce temps l'inquiétude grandit à la Réunion ; les tenants du C. F. C. annoncent comme certaine la constitution de la Société nouvelle, conformément à l'article 80 des statuts. On ne peut prévenir ce danger qu'en faisant racheter le domaine du C. F. C. par la Colonie elle-même ; seule la Colonie peut trouver les millions nécessaires. Sa dette est peu importante : à peine 1 million ; son budget s'équilibre parfaitement. Elle pourra compter sur les revenus nets que le C. F. C. perçoit depuis quelques années et qu'il emploie à compenser les pertes qu'il subit à la Guadeloupe. La Colonie morcellera au plus vite les biens acquis ; l'occasion est unique de reconstituer à la Réunion la petite et la moyenne propriété ; il importe de sauver le pays de la concentration des terres et de l'absentéisme : le salut est dans le rachat. M. Brunet propose le *rachat* au Conseil général réuni extraordinairement le 8 décembre le 10, « tout pouvoir est donné au ministre du Commerce et des Colonies pour traiter, d'accord avec « les représentants, du rachat des biens détenus par

1. Lettre du sénateur Drouhet, du 2 mai 1892. In le *Réveil* du 29 mai 1892

« le C. F. C. et contracter aux mieux des intérêts de
« la colonie tout emprunt destiné à y faire face ». La Colonie presque tout entière applaudit à ce vote (1).

Dans les premiers jours de 1892, le C. F. C. s'effondre. Le délai accordé en juin 1891 n'a point amélioré sa position, et il n'a pu composer avec ses créanciers. Il est en butte à des attaques incessantes dans la presse et dans les ministères ; à l'accusation d'avoir publié des bilans fictifs qu'a portée contre lui dès le 29 septembre 1891 le sénateur de la Réunion dans une lettre « retentissante » au sous-secrétaire d'État aux Colonies, son Conseil d'administration n'a point répondu. Maintenant, son directeur est avisé officiellement du vote du Conseil général de la Réunion ; le ministre des Finances admet la nécessité de la liquidation. La situation est intenable. Le 11 janvier 1892, une Assemblée générale d'actionnaires décide de demander la mise en liquidation judiciaire ; le 19 janvier elle est prononcée par le Tribunal de Commerce de la Seine, qui nomme un liquidateur, M. Pinet. Presque tout le monde attribue cette triste fin à la gestion déplorable du Conseil d'administration.

Après avoir constitué un Comité pour la défense de leurs intérêts communs, les obligataires se réunissent une première fois le 2 février au Tribunal de Commerce ; le liquidateur leur fait part « des convoitises

1. Cf. *Réveil* des 5, 11, 13 déc. 1891.

des colonies » et leur annonce que le sénateur de la Réunion accepte de leur soumettre lui-même les propositions de rachat au nom de la Colonie. L'entrevue a lieu le 4 mars suivant ; le sénateur est admis au sein de l'Assemblée générale des obligataires et fait une offre ferme de 5 millions pour les biens détenus à la Réunion, lesquels d'après le dernier bilan sont estimés à 7 millions environ. Dialogue vraiment curieux entre les créanciers et le vieil ennemi de la Société ; la salle est houleuse ; M. Drouhet est presque sommé de prouver le bien fondé de ses accusations répétées contre le Conseil d'administration (accusations exagérées peut-être, mais dont le fond est puisé dans le rapport de l'Inspection de 1891) ; finalement son offre est rejetée parce qu'insuffisante ; mais on précise que le vote n'a pas pour portée de refuser systématiquement toute entente avec la Réunion.

L'échec est néanmoins sensible. En mars et en avril, après s'être justifié dans deux notes destinées aux obligataires qu'il affecte de vouloir défendre contre la Société, le sénateur s'efforce d'amener le gouvernement à statuer sur le fond de l'affaire avant que le projet de concordat ébauché par le liquidateur soit accepté. Il est sûr du nouveau sous-secrétaire d'État (M. Jamais), lequel, convaincu par l'unanimité des représentants des colonies sur la question de la déchéance, en est devenu lui aussi partisan ; mais un

obstacle se dresse qui rend vaines toutes ses tentatives : l'hostilité du ministre des Finances. Le ministre recule jusqu'en mai l'entrevue qui lui est demandée à trois reprises depuis le 10 mars et finit par accepter seulement de prendre l'avis de deux avocats au Conseil d'État (MM. Dareste et Dancongnée) sur la déchéance (1). Ces attermolements n'avaient pour but que de donner le temps aux obligataires d'approuver dans une réunion préparatoire (25 avril) le principe du concordat.

Le vote du 25 avril n'est point obtenu sans peine : les obligataires ne veulent point accueillir sans profondes retouches le projet de société foncière coloniale pour l'acquisition des biens du C. F. C. ; quelques-uns regrettent que l'on ait rejeté la proposition « très raisonnable du sénateur Drouhet » ; l'unanimité se fait sur ce point « qu'il est nécessaire que le C. F. C. subsiste dans sa forme actuelle, pour n'avoir pas à redemander l'approbation du Conseil d'État... » (2). Le 27 mai les obligataires s'organisent en syndicat dans le but de contrôler désormais les opérations sociales. Le 7 juin *le concordat est définitivement adopté* ; il est homologué le 18 juin.

Il se produit alors (fin juin) un essai de concilia-

1. *Réveil* du 29 mai 1892 (Lettres du sénateur du 10 mars, du 6 et du 23 avril).

2. Paroles de M. Joslé, président d'administration du C. F. C. (*Réveil*, 14 juin 1892).

tion entre les représentants des colonies et l'Administration du C. F. C., sous le patronage du sous-secrétaire d'État aux Colonies. On convient de faire établir les droits respectifs des parties par un comité de juristes déjà au courant des démêlés (les avocats Dareste, Dancongnée, Sabatier et Sauvel); le principe d'un arrangement à débattre finit par être admis après de laborieuses discussions (juillet, octobre).

A la Réunion on fait bon accueil à ces velléités d'accord et des précautions sont prises en vue d'un rachat toujours possible. Dès le 9 juin, l'Administration a signifié au C. F. C. quelle s'opposait à toute revente hors de sa présence. En juillet, au cours de la session ordinaire, le Conseil général décide de consacrer 7 millions au rachat en bloc des biens de la Société ; on pense que l'offre nouvelle de la Colonie supérieure de 2 millions à celle du 4 mars précédent, pourra déterminer l'adhésion des obligataires. Le ministre est autorisé à emprunter la somme indiquée (9 juillet) ; et on prévoit au budget de 1893 les intérêts de l'emprunt, en leur affectant le produit des spiritueux en garantie, pour que le caractère irrévocable des propositions faites soit plus apparent (1). L'Administration, témoignant d'un esprit de pré-

1. L'emprunt devra être remboursable en vingt-cinq ans, avec intérêt maximum de 4 1/2 % ; l'annuité sera de 473.000 francs.

voyance consommé, va même jusqu'à soumettre au Conseil (7 juillet) le plan qu'elle a minutieusement préparé en vue d'assurer la gestions des biens à racheter entre le moment du rachat et les reventes successives... Un compromis est *déjà* signé avec une *Compagnie* dite « Fermière » (bien que simplement gérante), qui exploiterait les terres cultivées et les forêts moyennant une allocation de 3.000 francs par mois à titre de frais généraux et une part de 10 % dans le revenu net, les reventes restant possibles en tout temps... Ce projet, dont nous dirons seulement qu'il témoigne d'un incurable optimisme, est approuvé par une majorité oublieuse des liquidations pénibles d'un passé peuloitain et que le parti pris contre le C. F. C. rend aveugle.

Les évènements qui se produisent peu après dans la Colonie pourraient faire payer cher au Conseil la témérité de son entreprise, si celle-ci venait à se réaliser. Une crise financière violente éclate subitement : la Société du *Crédit agricole* suspend ses paiements. Or cette Société a pris une place prépondérante dans l'activité commerciale et industrielle de l'île ; fondée en 1863, elle se développe rapidement et son activité n'est pas sans porter ombrage au C. F. C. ; en 1888, elle crée une Banque hypothé-

1. Cf. dans Ozoux, *Le Crédit à l'île de la Réunion*, les clauses essentielles du contrat

taire dans le but de consentir les prêts que le C. F. C. se dispense de réaliser depuis 1883. La chute du Crédit Agricole ne peut qu'ébranler fortement la Banque coloniale, son principal créancier. Le Conseil général, qui a toujours quelqu'un à sauver et que tant d'engagements ne semblent pas effrayer, se hâte de garantir 2 millions à la Banque pour qu'elle vienne au secours du Crédit agricole (30 nov. 1892); il le fait d'autant plus vite qu'il croit voir la main du C. F. C. dans l'affaire, alors qu'il était aussi simple de penser que le crédit illimité ouvert par la Banque au Crédit agricole était la vraie cause de la crise (1). Mais la chute du Crédit agricole n'en est que retardée ; la Société est mise en liquidation judiciaire le 18 avril 1893, puis en faillite par jugement du 11 mai suivant. Il en résulte pendant quelques mois une perturbation profonde de l'économie réunionnaise et l'on commence à faire des vœux pour que le rachat ne se fasse pas !

Les efforts tentés à Paris depuis l'année précédente, entre les représentants et le C. F. C., n'aboutissent à rien ; personne ne veut prendre sur soi de reconnaître un caractère *arbitral* à la sentence que rendraient les juristes (2). L'échec de l'essai de concilia-

1. Réveil des 1^{er}, 3, 4, 10, 13 déc. 1892 ; *Petit Journal* du 9 déc. 1892.

2. Et pourtant le Conseil Gén. de la Réunion avait conféré à l'administration locale et métropolitaine tous pouvoirs pour transiger et accepter tous arbitrages, d'accord avec les représentants (24 nov. 1892).

tion engendre de nouvelles hostilités. Le 20 mai 1893, les représentants de la Réunion demandent à nouveau au sous-secrétaire d'État de prononcer la déchéance du C. F. C. De leur côté, les représentants des Antilles réclament la dénonciation de la Convention de 1863. Suivant un rite consacré, le sous-secrétaire (M. Delcassé) consulte les spécialistes accrédités auprès du ministère : MM. Dancongnée, Dareste et Sauvel ; la *consultation* qu'ils fournissent peu après établit la possibilité juridique pour le gouvernement de saisir le Conseil d'État aux fins de déchéance. Le rapport du 27 novembre 1891 a relevé des irrégularités fort graves dans les comptes du C. F. C. ; de plus le concordat de juin 1892 est directement contraire aux articles 64 et 65 des Statuts (l'approbation des ministres n'est plus prévue pour les émissions nouvelles d'obligations), à l'article 79 (le capital était presque entièrement perdu en juillet 1891) aux articles 18, 25, 26, 67 (intervention du syndicat des obligataires) et à l'article 70 (projet de transport des biens à une Société foncière coloniale sans autorisation ministérielle prévue). Le C. F. C. ne peut prolonger son existence sans remplir l'objet pour lequel il a été autorisé ; sa mise en liquidation fournit au gouvernement l'occasion d'exercer les droits que lui confèrent les décrets(1). La consultation est donc

1. Consultation reproduite dans le *Réveil* du 13 oct. 1893, d'après une copie certifiée par le sénateur.

formelle. Mais avant de s'engager à fond, le sous-secrétaire d'État veut savoir si l'opinion de la section des Affaires coloniales du Conseil d'État est conforme ; et c'est encore une cause de retards (1).

Au renouvellement législatif de septembre 1893, l'élection d'un adversaire décidé du C. F. C., M. Brunet, vient apporter une aide sérieuse au sénateur de la Réunion. La Société, qui a pris part vigoureusement à la campagne électorale (suivant une habitude déjà ancienne), voit ses candidats vaincus. L'autre député de l'île, M. de Mahy, jusque-là assez réservé dans le débat, promet à son tour « de tout faire pour débarrasser la Colonie du C. F. C. » (2). L'action parlementaire reprend plus opiniâtre.

On croit un moment toucher au but. Dans une conférence tenue en novembre entre les députés et le sous-secrétaire d'État, celui-ci se montre disposé à soutenir les revendications de la Colonie dans toute la mesure possible (3). Malheureusement, il tombe peu de temps après et tout est à recommencer... Les députés sont décidés à brusquer les événements ; ils avisent le successeur de M. Delcassé qu'ils porteront la question du C. F. C. à la tribune dès la rentrée de janvier 1894. La réélection au Sénat de M. Drouhet (le

1. Lettre du sénateur, du 11 sept. 1893. In *Réveil* du 12 oct. 1893.

2. Rapporté dans le *Réveil* du 10 sept. 1893.

3. Cf. la *Nation* du 12 nov. 1893.

7 janv. 1894), bien que l'Agent du C. F. C. à la Réunion ait mis tout en œuvre contre lui, est l'approbation par la Colonie de la politique de guerre à outrance. Il semble par contre que le gouvernement central soit de moins en moins résolu à prendre des mesures violentes contre la Société. Le nouveau ministre des Colonies ne partage pas les dispositions belliqueuses que les sous-secrétaires d'État, ses prédécesseurs, avaient successivement adoptées depuis deux ans sous l'influence des représentants des colonies intéressées. Tout le monde souhaite dans les bureaux du ministère qu'une entente raisonnable soit conclue ; on en a assez de cette histoire déjà trentenaire ! Les parlementaires n'ont plus guère de chance d'obtenir la déchéance de la Société, malgré toutes leurs démarches. Ils le sentent bien, mais luttent toujours dans l'espoir que parmi les ministres qui passeront, il s'en trouvera un qui leur fournira son appui. Ils s'adressent à M. Burdeau dès son arrivée au Département des Finances ; mais celui-ci demande du temps pour étudier la question. Leurs instances renouvelées auprès du ministre des Colonies (M. Boulanger) n'ont comme résultat que la nomination, en mai 1894, d'une *Commission extra-parlementaire d'étude* — présidée par un président de chambre à la Cour des Comptes, M. Bouchard, et dont font partie, avec MM. de Mahy et Gerville-Réache, les trois avocats que nous connaissons. Nommer une Commission est

un procédé de tout repos... pour comble d'infortune, le successeur de M. Boulanger s'applique à considérer la Commission comme inexistante !

Aussi la question sommeille-t-elle profondément jusqu'en mars 1895, époque à laquelle, pour forcer la main au ministère, M. Brunet expose à la Chambre au cours de la discussion du budget des Colonies « la situation monstrueuse » faite aux Antilles et à la Réunion par l'application du décret « illégal » de 1873, et manifeste l'intention de déposer sous peu un projet de résolution. Le ministre des Colonies se hâte de réserver ses explications pour le jour où le projet viendra devant la Chambre (séance du 4 mars) (1). Le 28 mars, *une proposition de loi est déposée* par MM. de Mahy et Brunet; elle consiste, après un long exposé des motifs qui reproduit à peu près la pétition d'août 1890, dans l'article unique suivant : « Le décret de « 1873, pris en violation des contrats et de la loi, est « abrogé. La Société de C. F. C., constituée en 1863, « ayant encouru la déchéance, l'autorisation accordée « le 31 août 1863 est révoquée pour non-exécution et « violation des statuts. Le gouvernement est invité « à faire procéder à la liquidation, conformément à « l'article 11 du décret du 31 août 1863 ». Procédure juridiquement indéfendable : où le Parlement pren-

1. Présidence de M. de Mahy, vice-président ; M. Chautemps, ministre des Colonies.

drait-il le droit d'abroger des décrets et de dissoudre des sociétés financières pour violation des statuts ? Il eût bien mieux valu déposer le projet de « résolution » annoncé, c'est à dire faire inviter le gouvernement à user, après avis du Conseil d'État, des droits que lui confère le décret de 1863. L'étrange proposition de loi est renvoyée à la Commission coloniale de la Chambre (33 membres), laquelle désigne un peu plus tard (fin mai) une sous-commission pour l'examiner.

Entre temps, la Commission extra-parlementaire de mai 1894 avait réussi à tenir quelques séances. Son labeur produit un rapport en date du 8 avril 1895, et ce rapport est tout pacifique. La Commission mentionne bien toutes les violations de statuts relevées en 1891 et 1893, elle insiste sur l'obligation de revendre ; mais elle ne conclut pas à la déchéance elle souhaite, elle aussi, qu'un accord intervienne entre les colonies et le C. F. C.

Il ne reste plus aux députés, ainsi abandonnés à Paris, qu'à l'être également par le Conseil général de la Réunion. Depuis quelques mois une grande lassitude s'empare du pays ; la crise de 1893 a ouvert les yeux à beaucoup de gens sur le côté chimérique et dangereux du rachat ; on ne croit plus au succès des représentants : devant leurs assauts répétés, la Société a pris figure de victime auprès des gouvernants ; sa faiblesse même l'a rendue plus difficile à abattre.

Il faut pourtant que la Colonie soit débarrassée des charges qui découlent de la convention, de n'importe qu'elle façon ; on a échoué dans la voie politique, comme on avait toujours échoué dans la voie contentieuse, sur tous les points qui motivèrent des procès. Pourquoi ne pas transiger ?... Le C. F. C. exploite habilement le découragement général et les élections cantonales de mars 1895 font entrer au Conseil général bon nombre de ses partisans ; ceux-ci trouvent en face d'eux une masse de résignés, et c'est leur minorité qui impose le mot d'ordre nouveau : transiger.

Mais auparavant, pour assouvir de petites rancunes personnelles et mieux souligner le changement d'attitude, le Conseil prend dans sa session ordinaire de 1895 quelques décisions significatives : 1° il autorise la revente de l'habitation « *Pierrefonds* ». On offre 40.000 francs d'une propriété estimée 1.500.000 en 1863, plus d'un million encore en 1878 ; la Société il est vrai, a détruit depuis tout le matériel de l'usine et consenti un bail qui ne peut que gêner les enchérisseurs ! (séances du 16 novembre et du 23 décembre 1895) ; 2° la Commission du budget veut inscrire pour 1896 la somme de 119.432 fr. 60 réclamée par le C. F. C. à propos des liquidations Octave, Leclerc et Noël. Or ce chiffre est contesté par l'administration, l'expert nommé par le Conseil du contentieux (en vertu de l'arrêt du 30 janvier 1891 et d'un

nouvel arrêt du 17 mai 1895) (1) ne l'a pas encore définitivement établi. Le Conseil ne l'inscrit finalement que pour mémoire ; 3° L'annuité prévue au budget depuis 1891 pour le rachat est supprimée. Enfin le Conseil biffe l'indemnité que la Colonie accordait depuis longtemps à ses représentants... Tout est donc à point pour que l'assemblée s'abouche avec le C. F. C. Le 24 décembre, elle nomme une Commission pour rechercher les bases d'une entente. Malgré l'opposition que lui font les députés et l'administration locale, le Conseil converti est bien décidé à transiger au nom de la Colonie.

§ 5. 1896-1900 : transaction finale : la Colonie abandonne la Convention de 1863

La *Commission de Transaction* se met au travail aussitôt constituée. Son président est un juriste dont nous avons rencontré le nom à plusieurs reprises depuis 1871 (M. Naturel) et qui est aussi hostile aux députés qu'au C. F. C. lui-même ; ce qui explique l'indépendance des conclusions qu'il prendra au nom de la Commission.

1. L'A. du 17 mai 1895 (Leclerc et Noël) décide que le fait d'avoir revendu sans le consentement de la Colonie ne peut priver la société de la garantie à laquelle elle a droit ; la Colonie a été prévenue, les offres étaient acceptables ; le dernier arrêt de principe intéressant la Réunion parfait ainsi l'œuvre interprétative du Conseil d'État en enlevant toute sanction à l'article 7 de la Convention.

La Commission se trouve en face de la situation suivante : deux litiges sont pendants entre la Colonie et la Société, les affaires « Octave, Leclerc et Noël », et « Pierrefonds ». Le C. F. C. réclame pour les reventes « Octave-Leclerc-Noël » une garantie totale de 119.432 francs ; d'autre part la revente de « Pierrefonds » ayant été déficitaire, il demande 238.387 francs ; il se prétend donc créancier de la Colonie pour une somme de 357.769 francs. La Commission estime au contraire que la liquidation « Octave » peut être réduite (l'expert ne s'est pas prononcé) et que la liquidation de « Pierrefonds » ne saurait être mise à la charge de la Colonie, le déficit ayant été directement causé par les agissements de la Société. Commission et C. F. C. ne sont d'accord que sur un point : la résiliation de la Convention du 8 septembre 1863 ; mais tandis que la société n'y consent que moyennant une indemnité de 350,000 francs (qui englobe tous les litiges non solutionnés), la Commission ne veut point entendre parler de soulte. Chacun restant sur ses positions, c'est dans ces conditions que s'ouvre la session extraordinaire du Conseil Général (16 juillet 1896).

L'avis du gouverneur (1) est qu'il serait rationnel d'énumérer dans une proposition les conditions précises auxquelles le Conseil entend transiger et de donner au Ministre le pouvoir de traiter sur ces ba-

1. M. Beauchamp.

ses. Le Directeur de l'Agence ne peut traiter en effet que sous la réserve de l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires et par suite il serait imprudent de se lier définitivement vis-à-vis de lui. On renvoie la séance le jour de l'ouverture de la session en raison du petit nombre des présents (16 conseillers seulement) ; le quorum n'est pas atteint davantage le 20 juillet : tous les adversaires du C. F. C. s'abstiennent ; mais par application du décret du 1^{er} août 1886 (1), il est passé outre. Tout de suite la Commission de transaction sent que le siège du Conseil est à ce point fait, que son président renonce à défendre les conclusions du rapport. La discussion est terne ; l'Administration, qui a été tenue à l'écart des pourparlers engagés, se garde de donner la moindre opinion sur le fond de la question. Un conseiller zélé soutient que le C. F. C. abandonne beaucoup en renonçant à la convention : plus de loyer, ni de passages, ni de garantie en cas de revente (il oublie que la Société n'a plus du tout l'intention de revendre quoi que ce soit !) ; le spectre des procès est agité : on les a tous perdus... Au milieu d'une foule de banalités, on distingue quelques paroles sages (2) : si la déchéance est prononcée et qu'une liquidation générale s'en suive, la Colonie paiera certainement une

1. Ce décret modifie le décret du 26 juin 1854.

2. Dites par M. le D^r Isautier.

garantie supérieure à la soultte demandée ; si la société continue à exploiter son domaine, comme c'est probable, on reste sous la menace de garanties successives ; il y a donc intérêt à en finir immédiatement ; le Conseil est souverain : qu'il tranche lui-même sans recourir au ministre... C'est bien le sentiment du groupe de conseillers qui mène le débat ; les conclusions de la Commission sont rejetées parce que ne fournissant pas de solution complète (la créance Octave eût été en effet réservée), et le Conseil adopte *par 7 voix* sur 36 (3 contre, 3 abstentions ; tous les autres conseillers sont absents) la proposition Desjardins :

« Résiliation pure et simple de la Convention de
« 1863 ; quittance échangée entre les parties ; renon-
« ciation à toutes contestations générales quelcon-
« ques, moyennant le versement au C. F. C. et
« dans la Colonie d'une somme de 350.000 francs
« payable en 8 annuités » (*séance du 21 juillet*). Le
vote des voies et moyens destinés à couvrir la dépense à lieu le lendemain : le Conseil y affecte par priorité le produit des spiritueux.

Ainsi est réglée par un nombre infime de conseillers (dont un employé du C. F. C.) une question capitale pour la Colonie. On peut regretter que tant de gens soient restés chez eux au moment où se tenait un débat de cette importance. Le vote du Conseil général apparaît comme hâtif : il n'y avait pas péril

à attendre la décision de la sous-commission parlementaire ; seul le C. F. C. avait intérêt à obtenir aussi rapidement une délibération qui lui servit de bouclier contre l'action des représentants de l'île : le Conseil fait son jeu... Il arrive d'ailleurs aussitôt au vote du 21 juillet une mésaventure : le gouverneur, interprétant à sa façon le décret de 1886, déclare la séance illégale et invite le Conseil à se réunir à nouveau. Le Conseil s'y refuse.

Le ministre des Colonies lui-même, pourtant si désireux de conciliation, trouve que l'assemblée est allée un peu loin dans la voie du renoncement. Bien que la validité du vote soit confirmée par le Conseil d'État, le gouvernement ne l'accepte pas pour définitif. La transaction comportant une obligation à échéance, assimilable à un emprunt, a besoin de l'approbation d'un décret en forme de règlement d'administration publique ; le décret ne sera pris que sur une décision nouvelle du Conseil, adoptée par une majorité plus forte et accordant une soulte moins élevée. Mais le Conseil général déclare qu'il n'y a pas lieu d'examiner à nouveau une question légalement résolue (3 sept. 1897) et le conflit se prolonge.

Les députés semblent vouloir profiter du retard apporté à la sanction de la transaction pour tenter un nouvel assaut contre la Société. Le 28 janvier 1898, M. de Mahy dépose un *rapport au nom de la Commission des Colonies* sur la proposition de loi de mars

1895. Il ne s'agit plus d'abroger le décret de 1873 ; la Commission est seulement « persuadée que le C. F. C. « dépasse l'esprit et même la lettre du décret » ; sa prétention d'être un propriétaire incommutable ne peut se soutenir ; la Société ne subsiste plus que comme « un parasite de plus en plus encombrant et nuisible » ; elle est un « danger social »... Le gouvernement devrait s'attacher surtout : 1° à dégager dans l'avenir les trois colonies de la garantie d'intérêt ; 2° à supprimer le privilège du C. F. C., ; 3° à faciliter à l'épargne locale l'acquisition de la propriété immobilière et en éviter la trop grande accumulation aux mains du C. F. C. Le rapport se termine par ce projet de résolution : « la Chambre invite le gouvernement à user des droits que lui confèrent la loi et les actes constitutifs du C. F. C. »... Il n'est pas probable que les députés de la Réunion aient conservé le moindre doute sur l'efficacité d'un tel projet de résolution. On a la sensation bien nette que leurs collègues de la Commission ont voulu leur donner (par 7 voix sur 33) une fiche de consolation, une sorte de témoignage d'activité à produire devant leurs électeurs, en souvenir des promesses de 1893, aux élections législatives toutes proches de mai 1898. La Chambre en effet ne s'occupe pas du projet de résolution avant de se séparer ; et le ministère, au lieu d'user de ses droits comme on l'y invite, recommande à la Guadeloupe d'entrer dans la voie de la

conciliation à l'exemple de la Réunion... C'est la faillite de l'action parlementaire.

La question de la transaction se pose derechef devant le Conseil général en juillet 1898, dans la session ordinaire. Le C. F. C. n'a pu se faire payer le premier terme de la soulte promise (Conseil de contentieux, 27 juin). Le gouverneur soumet au Conseil un *Mémoire* (daté du 23 juin) rédigé par un chef de bureau du Secrétariat général, M. Campenon, dans le but de démontrer que la soulte de 350.000 francs est inacceptable et doit être réduite. C'est un exposé copieux de l'ancienne doctrine du Conseil général lui-même touchant les reventes et l'emploi des revenus, et dont la base juridique consiste uniquement dans la phrase fameuse du *Mémoire* de 1874 : « l'adjudication à la Société n'a pour résultat, etc... ». Mais tout cela paraît bien lointain maintenant au Conseil et les beaux jours de la lutte et des argumentations subtiles sont passés. Le *mémoire* de 1898 n'impressionne pas la nouvelle génération de conseillers ; seul un *ancien* conseiller général s'avise de le réfuter longuement dans un journal local (1). L'administration amène à ses vues le Conseil plus par son obstination que par ses démonstrations. Si par dignité le Conseil maintient encore le 9 août ses votes de 1896 et 1897, il finit le 24 décembre 1898 par adopter une soulte réduite

1. *Petit journal*, n° du 27 juillet, 1898 sqq.

en faveur du C. F. C. : 250.000 francs payables en une seule fois et à prendre sur l'exercice courant.

Cette fois la transaction est bien définitive. Le syndicat des obligataires de la Société l'approuve (14 févr. 1899,) puis l'Assemblée générale des actionnaires (16 février). Il n'y a plus qu'un des députés de l'île pour protester encore auprès du ministre contre le vote de décembre (1). Mais la commission extra parlementaire, consultée, affirme au point de vue juridique le caractère parfaitement valable et irrévocable de la transaction (*rapport Sauvel*, 25 mars 1899) (2).

La consécration de l'opinion publique lui vient par surcroît ; on ressent depuis deux ans une telle sensation de soulagement que les adversaires du C. F. C. désarment l'un après l'autre ; les plus irréductibles ne reprochent maintenant qu'avec mollesse au Conseil général « la trahison » qui a délivré la Colonie du cauchemar enduré depuis quarante ans... Ainsi se termine avec le siècle lui-même les démêlés de la Réunion et du Crédit Foncier Colonial. Seul l'abandon de la convention pouvait faire espérer qu'ils prissent fin ; on ne peut regretter que le Conseil s'y soit résigné, quels qu'aient été les motifs accessoires de sa détermination. Si le C. F. C. obtient enfin cette liberté

1. Lettres de M. Brunet aux ministres Guillain (25 févr., 4 mars et Decrais (29 sept. 1899).

2. Reproduit dans la *Patrie créole*, n° du 22 oct. 1907, sqq.

complète d'exploitation qu'il poursuit depuis 1870, la Colonie voit s'ouvrir devant elle une période de calme dont le troubles du passé lui montrent tout le prix.

CHAPITRE VII

Situation juridique actuelle Résultats économiques

§ 1. — Situation juridique actuelle de la Société

Depuis 1900 aucune difficulté n'a surgi entre la Réunion et le C. F. C ; avec la Convention a disparu toute cause de friction. Il est intéressant de préciser dans quelle situation juridique se trouve maintenant la société sous son double aspect de société de prêts et de société d'exploitation.

Trois faits nouveaux ont modifié la constitution de la Société de prêts :

1° *Le privilège* accordé par les décrets du 31 août et du 7 (24) octobre 1863 a pris fin en août-octobre 1903 aux Antilles et à la Réunion. Jusqu'à cette date aucune autre société de crédit foncier n'avait eu le droit de s'installer dans les trois colonies, même à la Réunion après 1898, puisque la résiliation de la Convention ne pouvait faire disparaître un monopole accordé par décret. Le Conseil général de la Guadeloupe avait essayé de s'entendre avec le C. F. C. pour

le faire renoncer dès 1900 à son droit exclusif (1) ; mais ce projet n'aboutit pas.

2° L'inexécution des clauses du Concordat de juin 1892 a imposé en 1906 une nouvelle liquidation judiciaire à la Société (jugement du 12 janvier) ; mais un *second concordat* est voté le 1^{er} juin et homologué le 23 juin. Le mot d'ordre est donc pour les obligataires (organisés en société civile) le même qu'en 1892 : maintenir le C. F. C. sous sa forme primitive ; un remaniement des statuts devenait cependant nécessaire.

3° En 1907, un décret du 17 novembre approuve les changements apportés aux statuts par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 3 juillet 1906. Le C. F. C. obtient : 1° une prorogation de durée de quinze ans ; le terme de son existence, qui était prévu pour le 1^{er} septembre 1923 (soixante ans après l'autorisation accordée), est reporté au 31 décembre 1938 (art. 3 stat.) ; 2° une réduction de son capital social, qui n'est plus que de 7.200.000 francs au lieu de 12 millions ; le capital se divise en 24.000 actions de 300 francs : l'ancienne valeur nominale des actions était de 500 francs. La réduction a pour but « de faciliter au C. F. C. l'ensemble de ses opérations » (art. 4 stat.) ; 3° le droit de 1 fr. 20 % par an du capital emprunté, que la Société percevait à titre de frais de commission et droit d'administration, est supprimé (art. 51 stat.), mesure favorable aux débiteurs ; 4° En-

1. Conseil général de la Guadeloupe, S. E., 24 juillet 1900.

fin diverses modifications sont introduites dans les articles 2 et 4 (§ 2, 3, 4), 18, 19, 29, 52 et 79 des statuts : simples changements de forme ou conséquences des trois premières modifications ; ainsi : le Conseil d'administration ne se compose plus que de 6 à 10 membres, dont le président (art. 18) ; la dissolution de la Société est décidée par l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée obligatoirement au cas de perte des trois quarts du capital (d'après l'ancien art. 79 la dissolution avait lieu de plein droit si la moitié était perdue ; la règle nouvelle, fruit de l'expérience, est bien moins dure).

La situation de la Société au fond n'a point été profondément touchée. Le C. F. C. est toujours en liquidation judiciaire, sous le régime du concordat et le contrôle de ses obligataires. En fait il n'est plus une Société de prêts. Les conventions avec la Martinique et la Guadeloupe n'ont plus guère de répercussion sur les budgets locaux (1) ; en 1899, la Martinique a été autorisée à contracter un emprunt destiné en partie à payer les sommes dues par la col-

1. Une petite modification s'imposait à la suite de la disparition du privilège de la Société en 1903 : les obligations de l'art. 2 (loyer, passages), étant prévues *pour la durée du privilège*, devaient prendre fin en même temps que lui. Cependant le Conseil d'État, par un arrêt du 19 mars 1909, a décidé que l'art. 2 survivait au monopole disparu et condamne la Colonie de la Martinique à payer les loyers échus depuis septembre 1903. Pour une fois que le texte de la convention *est précis*, le Conseil n'en tient pas compte !

nie au C. F. C. par suite du rachat de divers immeubles. En 1903, une transaction est intervenue entre la Société et la Guadeloupe pour le paiement de l'arriéré dû par cette Colonie.

Pour la Réunion, la transaction de 1896-1898 a fait disparaître toutes les obligations comme tous les avantages qui découlaient pour la Société et la Colonie de la convention de 1863. Le C. F. C. n'est plus tenu de prêter ; la Colonie n'a plus à payer de loyer, ni de passages, ni de garantie ; mais elle a perdu tout droit à la plus-value en cas de revente. Ce n'est pas une très grande perte : nous avons montré, en étudiant le décret de 1873, jusqu'à quel point cette plus-value était incalculable.

C'est le décret de 1873 qui est en somme aujourd'hui la charte du C. F. C., puisque celui-ci se consacre principalement à l'exploitation de son domaine, c'est-à-dire : de trois usines à la Guadeloupe (dont l'une, celle qui se trouve à Marie-Galante, est louée) et à la Réunion, d'environ 10.000 hectares et de sept sucreries de première importance. S'il découle toujours du décret une liberté entière de gestion pour la Société (surtout à la Réunion où aucune limitation n'existe plus du fait des droits contractuels de la Colonie), il en découle aussi comme auparavant *l'obligation de revendre* tôt ou tard les biens détenus, et même l'obligation de revendre promptement, suivant les propres termes de l'article 25 transformé. A ce

point de vue, l'abandon de la convention par la Réunion n'est d'aucune importance touchant le caractère temporaire de l'acquisition par la Société ; si la Colonie ne peut plus essayer de tirer parti de l'informe article 7 pour contraindre la Société à revendre, le droit du gouvernement reste absolument entier. Le C. F. C. a toujours été propriétaire des biens qu'il acquérait par adjudication (quoiqu'on ait soutenu le contraire à certaines époques dans les colonies) ; mais il continue de n'en être pas le propriétaire définitif, parce que toutes ses acquisitions sont soumises à la condition de la revente inscrite dans les statuts et homologuée par le décret du 31 mars 1873. Le C. F. C. est donc obligé de revendre (1). En a-t-il l'intention ? Certainement pas, du moins pour le moment ; la prorogation de sa durée n'a d'autre but que prolonger dans l'intérêt de ses créanciers une exploitation qui fournit maintenant des bénéfices importants. La Société foncière dont l'avènement semblait préparé par le concordat de 1892, ne s'est point constituée. En 1900, à la Réunion, on eut une fausse joie : le gouverneur, d'après des informations reçues du Département, annonçait au Conseil général (session ordinaire, 25 octobre) que la Société ne tarde-

1. Cela est incontestable et on ne s'explique pas qu'Ozoux, dans son excellente thèse déjà citée, écrive : « le C. F. C. est aujourd'hui définitivement propriétaire d'immeubles dont il s'était rendu autrefois adjudicataire sous condition de revente. »

rait pas à commencer la revente graduelle de ses propriétés ; cette velléité de revente (si jamais la Société l'eut sérieusement, car son agent dans l'île ne fut point averti) fut abandonnée rapidement. Pas plus que jadis, le C. F. C. ne songe à revendre les splendides habitations-sucreries qu'il détient dans les colonies ; à la Réunion, par exemple, il s'est contenté de se défaire de quelques petits immeubles urbains ou de propriétés qui avaient ruiné leurs divers possesseurs.

Il reste que, juridiquement parlant, il serait aisé au ministre des Colonies (chargé de surveiller l'application du décret de 1873), après avis favorable du ministre des Finances et le Conseil d'État entendu, d'inviter le C. F. C. à exécuter l'article 25 de ses statuts ; c'est-à-dire à se préoccuper d'amorcer, dans un délai donné, la *prompte* revente *en vue* de laquelle la pleine capacité de gérer lui fut accordée en 1873. Et tandis que l'exercice du droit des colonies suppose une revendication en justice longue et incertaine(1), il existe pour l'action gouvernementale une sanction immédiate et sûre dans l'article 12 du décret du 31 août 1863 : révocation de l'autorisation accordée à la Société en cas de violation ou de non-exécution des statuts (2).

1. Suivant la méthode indiquée, on s'en souvient, par l'Avis du Comité Consultatif du Contentieux de la Marine et des Colonies, du 21 janvier 1884.

2. Cf. les opinions conformes de Sauvel (Rapport du 25 mars 1899)

En fait, la difficulté d'une telle procédure résiderait dans la réalisation de l'accord nécessaire entre les deux ministres et le Conseil d'État. Nous avons vu qu'en 1891 et 1892, alors que les parlementaires coloniaux amenaient les sous-secrétaires d'État successifs à envisager la possibilité d'appliquer l'article 12, leurs efforts échouèrent toujours devant l'hostilité du ministère des Finances ; et encore à ce moment-là, la Société était-elle en déconfiture. Aujourd'hui, elle pourrait se défendre vigoureusement elle-même, le ministère des Finances ne lui est point devenu contraire et le Conseil d'État a pour elle toute une tradition de bienveillance.

Quant à savoir si la revente serait *utile* au point de vue de l'avenir des colonies — et pratiquement c'est de la Réunion seulement qu'il s'agit, puisqu'elle a le privilège d'être le principal client de la Société, — c'est une question qu'il nous sera plus facile de résoudre après l'étude des résultats économiques du Crédit Foncier Colonial.

§ 2. — Résultats économiques

Comme pour la situation juridique, il faut examiner les résultats du C. F. C. au double point de vue des prêts et de l'exploitation ; et ce caractère hybride

et de Babled (*Mouvement de la législation coloniale*, 1906). C'est également l'avis de M. le Premier Président honoraire Crépin, actuellement sénateur de la Réunion.

explique déjà leur complexité. Notre exposé se limite à la Réunion naturellement ; c'est d'ailleurs là que l'action de la Société a entraîné les conséquences les plus topiques.

Les opérations de la *Société de prêts* y ont intéressé à la fois la Colonie et les particuliers. Pour la Colonie, l'application de la Convention de 1863 a eu des effets déplorables : pendant de longues années, l'obligation de surcharger les budgets de sommes improductives considérables a rendu tout équilibre financier difficile à atteindre et constamment précaire. A certaines époques, nous avons suivi presque au jour le jour les efforts de la Colonie pour ne pas être écrasée sous le fardeau des garanties. Quelle qu'ait été l'imprévoyance des pouvoirs publics du pays dans l'adaptation des finances locales aux charges consenties, il était fatal qu'une garantie de 500.000 francs ne fût que désorganiser un budget dont le maximum variait entre 3 millions et demi et 5 millions. Au moins les particuliers ont-ils profité de l'or apporté par le C. F. C ? D'après les chiffres les plus probables (1), le C. F. C. a prêté de 1865 à 1883 : 16.617.500 francs qui sont allés presque en totalité aux grands propriétaires (28 prêts de 100.000 à 1.300.000 francs, pour une somme de 15.400.000 fr.)

1. Fournis par la brochure : *Le C. F. C. et les députés de la Réunion*, juillet 1898. Cf. Ozoux, *loc. cit.*

La plupart des prêts ont été consentis à des propriétaires ruraux ; et cependant le bénéfice qu'en a retiré l'agriculture coloniale a été médiocre. Beaucoup d'emprunteurs ont dissipé les capitaux reçus, au point de ne pouvoir servir que les premières annuités ; bien peu les ont utilisés à perfectionner l'outillage de leurs usines. Si l'on considère la situation particulière des débiteurs du C. F. C., l'on constate que pour le plus grand nombre d'entre eux, s'adresser à la Société ce fut décider leur expropriation prochaine. Le rapport fait le 4 juin 1890 par M. Drouhet au nom de la Commission coloniale donne les chiffres suivants (conformes à ceux de l'inspection Bartet de 1884) : sur 70 emprunteurs, au 1^{er} janvier 1889, 11 sont libérés, 3 continuent à verser régulièrement les annuités de leurs prêts, 56 sont expropriés, 38 expropriations ayant été tranchées en faveur de la Société elle-même. Le C. F. C. a donc pris la place de plus de la moitié de ses emprunteurs. Il leur avait imposé un intérêt aussi onéreux que celui qu'ils auraient servi à des capitaux locaux (par quoi sa venue dans l'île ne se légitimait point) et des contrats aux clauses lourdes ; une suite d'ouragans, la maladie de la canne, la baisse continue des sucres précipitèrent leur ruine, entraînant du même coup celle de leur prêteur. Et comme couronnement de ces résultats négatifs, un monopole qui subsiste dans l'intérêt d'une Société qui ne prête plus, empêche pendant vingt ans la renaissance in-

dustrielle de la Réunion de recevoir toute aide foncière nouvelle.

Il faut rendre cette justice au C. F. C. que ses résultats comme *Société d'exploitation* sont loin d'être aussi décourageants ; il a rendu comme grand propriétaire des services considérables à la colonie et aux planteurs. Son rôle entre 1867 et 1873 fut d'une importance capitale pour l'économie créole (1) : c'est grâce à lui que le travail a été maintenu sur 14 habitations-sucreries dans un moment où l'intensité de la crise sucrière menaçait le pays de ruine définitive ; et il importe d'apprécier d'autant plus cet effort qu'il fut accompli par une société financière que rien ne préparait à de tels travaux. Par un labeur soutenu, après avoir ainsi contribué largement à sauver l'île, cette société est devenue dans la suite l'initiatrice du progrès agricole et industriel ; ses terres et ses usines ont servi de modèles aux autres propriétaires sucriers.

Au champ, le C. F. C. emploie le premier des instruments aratoires dans la culture de la canne ; à l'ancien fossage au pic, il substitue le labourage par un fort butoir, économisant une main-d'œuvre « énorme » (2) ; il faut qu'il donne l'exemple pour

1. Cf. le *Mémoire* de 1874, p. 31.

2. Du Buisson. *La Réunion en 1889. Brochure publiée par le Comité central d'exportation* en sept. 1885 ; analysée dans le *Créole* du 7 sept. 1885.

que l'usage de la charrue se répande. Pour remédier à l'épuisement du sol, il pratique rationnellement la rotation des cultures et se livre à de longues expériences avant de trouver le meilleur engrais qui convienne à la canne ; successivement il renonce au guano du Pérou, à l'engrais dit de Bondy, aux engrais à l'azote ammoniacal, pour adopter des engrais contenant l'azote à l'état nitré ; les matières premières seules viennent d'Europe, le mélange est préparé sur place. Les essais effectués sous le contrôle d'un chimiste excellent, M. Aimé Girard (ainsi à *Beaulieu*) aboutissent à des résultats concluants : le rendement des cannes en poids à l'hectare passe de 29.852 kilos en 1882, à 50.596 kilogs en 1889 et 60.937 kilogs en 1895, suivant une progression régulière (1)... On voit le C. F. C. s'occuper également des cultures secondaires : vanille, café, géranium-rosa, quinquina (en 1880-1881 il en plante 1.500 pieds à *Moka*) (2), thé (s'il n'introduit pas cette culture à la Réunion, comme le dit Duranty (3), il la reprend et la développe sur ses domaines du *Baril* et du *Bernica*, et n'hésite point à envoyer un agent en étudier les procédés à Ceylan),

1. *Communications* du Dir. de l'agence de la Réunion, M. Dolabartz, au Syndicat central agricole de l'île. Par ex. le 17 sept. 1897, le 24 déc. 1898. In Colson. *Culture et industrie de la canne...*, 1905.

2. Du Buisson, *loc. cit.*

3. Duranty. *Rapport sur la Réunion en 1905*. Expos. col. de Marseille, 1906.

et s'appliquer à reboiser en beaucoup d'endroits des pentes imprudemment dénudées (il institue en 1891 sur ses biens un service spécial de reboisement, sous la direction d'un garde général détaché de l'Administration métropolitaine) (1). Ce qui caractérise l'action agricole du C. F. C., c'est l'esprit scientifique et la persévérance qui ont présidé aux différentes tentatives. Avant lui, en même temps que lui, d'autres colons ont essayé d'améliorer la fertilité de leurs terres, mais d'une manière empirique et sans direction suivie. La Société eut toujours soin de publier les résultats qu'elle obtenait.

Sa part dans la réforme industrielle à la Réunion est également considérable ; non certes qu'elle l'ait favorisée à l'aide de ses prêts, mais en ce que ici encore son exemple a été décisif. Le salut de l'industrie sucrière, en face de l'avilissement du prix des sucres, étant dans l'accroissement du rendement à l'usine et la diminution du prix de revient, le moyen le plus sûr d'y parvenir résidait dans la création d'usines centrales. Le C. F. C. le comprend rapidement et ferme beaucoup d'usines secondaires ; et à sa suite les autres industriels concentrent leur production. On a pu soulever, il est vrai, contre cette concentration des objections sérieuses tirées soit, en gé-

1. Réponse de l'agent du C. F. C. aux députés. In *Ralliement* du 8 mai 1898.

néral, de la difficulté des transports dans l'île (on peut les améliorer), ou de l'insuffisance des grandes usines elles-mêmes d'une région à certains moments en face de la production agricole (1), etc..., soit, comme on l'a fait bien souvent avant 1896, vis-à-vis du C. F. C. spécialement, de la question de savoir s'il avait le droit de transformer de la sorte la physionomie des gages qu'il détenait... Mais un résultat incontestable subsiste (2) : par cette concentration furent obtenus des rendements plus forts à un prix plus réduit ; et c'est ce progrès qui a permis à l'industrie sucrière de se maintenir dans l'île malgré une crise prolongée.

On ne peut nier qu'à côté de ces résultats, l'exploitation du C. F. C. n'ait eu, et n'ait encore, des conséquences mauvaises pour la Réunion, qui découlent de sa qualité même de grand propriétaire. La masse d'adjudications qu'il a dû faire trancher à son profit l'a rendu détenteur d'environ 10.000 hectares ; une telle puissance foncière n'est pas sans dangers et nous avons vu quelles craintes excita dans la Colonie sa formation graduelle.

1. Ex. à Saint-Paul en 1884. Cf. *Créole* du 3 fév. 1884.

2. De 1882 à 1887 inclus., le C. F. C. réalise un accroissement de rendement à l'usine de 25 % et une réduction de 25 % dans le prix de revient (Du Buisson). Cf. *In Colson, loc. cit.*, les progrès dans le rendement moyen des usines du C. F. C. (1880-1893).

Pour comprendre l'importance du domaine du C. F. C., il faut imaginer ce qu'est une habitation-sucrerie dans les vieilles colonies, avec son charroi, ses immigrants, ses employés de toute sorte et ses champs « qui vont de la mer jusqu'à la montagne » ; l'usine tient à sa discrétion le groupe de cultivateurs dont elle brasse les cannes ; l'usinier est le maître d'un hinterland plus ou moins étendu. Par son personnel et ses planteurs, le C. F. C. dispose d'une *clientèle* considérable.

Sans doute ses biens ne sont pas d'un seul tenant ; mais il se trouve que dans certaines régions, la société possède la plus grande partie des terres cultivées. Quand elle y conserve les usines existantes, il n'y a que demi-mal ; là où elle les supprime, c'est la ruine pour les autres habitants de la localité (et par là se légitime l'hostilité violente que souleva le C. F. C. contre sa gestion agricole, et qui même actuellement est loin d'avoir disparu complètement). En toute hypothèse, cette prépotence territoriale se traduit par la décadence financière des communes où elle s'est implantée et va « jusqu'à leur dépopulation » — ex. Saint-Philippe et Saint-Benoît — et comme toutes les recettes sont communes, le budget de la Colonie en souffre au même titre que les budgets communaux. Aujourd'hui cette domination de la Société en certains endroits s'accroît par la politique de *concentration continue* qu'elle adopte

pour ses terres comme pour ses usines. Autour des sucreries les plus rémunératrices s'accumulent les hectares ; toute enclave disparaît peu à peu par échange ou location ; toute propriété excentrique est vendue. L'économie de frais généraux est sensible ; mais plus que jamais la Société fait la loi autour d'elle.

Cette constitution d'un groupe compact de biens, vers quoi tend le C. F. C. et qui est également le but poursuivi par quelques autres grands propriétaires, n'est-elle contraire aux intérêts économiques essentiels de la Colonie ? Elle empêche la *petite et la moyenne propriété* de se reconstituer ; or, dit-on fréquemment, c'est le régime d'avenir pour la Réunion, celui qui lui rendra sa prospérité d'antan et dont « il faut résolument vouloir » la réalisation... Nous croyons qu'il importe de ne pas exagérer sur ce point. La petite et la moyenne propriété ont été surtout le régime du passé ; générales avant 1848, elles se sont restreintes à mesure que se développait la culture de la canne ; pour qu'elle pussent reprendre la première place dans l'économie créole, il faudrait comme condition essentielle une régression importante de la canne. Maillard l'annonçait dès 1862 ; mais les faits démentent sa « prophétie » : si la surface cultivée en canne est inférieure, c'est seulement parce que la culture est devenue intensive et que le nombre d'immigrants est bien moindre. Simple, robuste et

malgré tout procurant des bénéfices, la canne est pour longtemps encore la culture fondamentale dans l'île ; et la grande propriété seule, nous le savons, peut faire face aux dépenses énormes d'outillage et de personnel qu'exige l'industrie sucrière... Certes il est nécessaire de lutter contre une monoculture abusive ; la petite et la moyenne propriété doivent justement se consacrer aux cultures industrielles secondaires, vanille, plantes à parfums, etc., et aussi aux cultures vivrières si étonnamment négligées. L'esprit d'association n'est pas assez développé pour que se généralisent les intéressants essais des syndicats de planteurs ayant à leur disposition une usine commune. L'utilité sociale de la petite propriété sera au surplus d'autant plus efficace que les petits agriculteurs n'abdiqueront pas leur indépendance à n'être que les fournisseurs de cannes des usiniers.

Si le retour au régime foncier d'avant 1848 nous paraît ainsi improbable, il nous est difficile de penser que le C. F. C., comme les autres grands propriétaires, met en péril l'avenir économique de la Colonie. Mais ne nuit-il point gravement à son présent par *l'absentéisme* qu'il pratique ? Presque tout ce qu'il consomme vient du dehors ; les revenus qu'il réalise sont exportés ; seuls restent dans le pays les salaires et les avances aux planteurs. S'il n'y a plus d'intérêt aujourd'hui pour la Réunion à regretter que les revenus n'éteignent pas les dettes gagées sur les

immeubles exploités, il reste déplorable qu'une grande partie de la valeur de ses exportations lui échappe sans retour... Le reproche est sérieux, on l'invoque depuis longtemps ; mais il n'y gagne pas de devenir décisif. Le C. F. C. fait ce que font les planteurs qui mangent en France le produit net de leurs biens. L'exode de ses revenus n'est que la rémunération des capitaux qu'il enfouit continuellement dans son exploitation ; vaudrait-il mieux se passer des capitaux ? On ne peut oublier qu'à l'heure présente comme autrefois l'industrie sucrière fait vivre à peu près tout le pays ; il est à souhaiter que le plus d'argent possible soit consacré à la perfectionner ou simplement à la soutenir dans les périodes de crise. Il faut songer aussi aux déboires rencontrés par la Société dans l'île : elle s'y est ruinée ; comment lui en vouloir de faire proliférer surtout ses créanciers des bénéfices qu'elle encaisse aujourd'hui ?... Au vrai, l'absentéisme est un mal général ; on en ressent d'avantage les effets à la Réunion parce que le pays n'est pas industriellement complet. Mais il ne nous semble pas très juste d'en exagérer les conséquences vis-à-vis du C. F. C. particulièrement.

Quel est donc le danger réel qui résulte pour la Colonie de la clientèle de la Société et de la concentration des terres entre ses mains ? C'est sur le côté politique qu'il faut selon nous insister : une menace

directe pour les intérêts généraux de l'île découle de la possibilité d'utiliser une telle puissance foncière dans un but *politique*. Le C. F. C. a cédé maintes fois dans le passé à la tentation de le faire. Pour vaincre l'hostilité de la Colonie à sa mainmise progressive sur le sol et à ses revendications financières, il a cherché dès le début à introduire dans les assemblées élues des hommes dévoués à sa cause. Son agent devint conseiller général en 1871 ; à chaque élection législative, cantonale ou municipale, pendant trente ans, les candidats du C. F. C. se sont heurtés aux candidats de l'indépendance coloniale ; si bien qu'après l'histoire du C. F. C. société de prêts, puis d'exploitation, on pourrait écrire une histoire aussi riche de faits sur le C. F. C. société politique. Evidemment la Société se défendait, sans trop choisir ses moyens ; mais que de troubles a suscités son action électorale et combien eût-elle été redoutable si elle avait pu établir également sa domination politique dans une pauvre petite île dont elle pressurait les budgets. Les planteurs qui gravitaient dans son orbite ont souvent payé pour les adversaires qu'elle n'abattait point. En quoi elle fut vraiment un « danger social »... Aujourd'hui tout cela s'est calmé, mais tout cela peut se reproduire ; n'a-t-on pas vu récemment la Société, après avoir pénétré au Conseil privé, aspirer à représenter la Colonie au Sénat ? Il importe pour la liberté même de la Réunion, que la puissance font

cière qui s'aggrave de telles ambitions soit restreinte et contenue (1).

1. Sur tous ces points lire les *Propos d'un vieux créole*, publiés à la Réunion en 1911 par l'ancien député de l'île, M. Charles Dureau de Vulcompte. M. Dureau, dont on se rappelle l'intervention au Conseil général en octobre 1881, est resté un ennemi irréconciliable de la trop puissante société.

CHAPITRE VIII

Conclusion

L'exposé des résultats du C. F. C. nous dicte notre conclusion :

Le C. F. C. a complètement échoué à la Réunion comme société de prêts : il n'a rempli en aucune façon le rôle qu'on attendait de lui. L'erreur de principe consistait à compter le prêt foncier pour secourir efficacement l'agriculture ; les circonstances furent, de plus, nettement défavorables. A se ruiner lui-même, le C. F. C. faillit ruiner l'équilibre budgétaire de la Colonie, au cours de longs démêlés aussi néfastes au point de vue financier qu'au point de vue moral. En renonçant à la convention qui les provoquait, la Colonie a dégagé sagement son avenir. Il est à souhaiter que les assemblées coloniales sachent profiter de la leçon ; avant de consentir des garanties d'intérêt à des sociétés anonymes, qu'elles méditent le mot souvent

répété et toujours vrai de Montesquieu : « les financiers soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu. »

Sans oublier ce passé, on doit reconnaître l'influence heureuse sur bien des points que le C. F. C. a exercée à la Réunion comme société d'exploitation. Or c'est par ce seul côté que la Société subsiste aujourd'hui dans l'île ; pour que son action soit le moins nuisible désormais, c'est dans ces attributions-là qu'il faut la cantonner rigoureusement. La mission de contrôle du gouvernement doit avoir pour objet premier de maintenir la Société dans le cadre d'une gestion laborieuse, dénuée d'incursions dans le domaine politique. Mais serait-il conforme à l'intérêt actuel de la Colonie que le gouvernement usât des droits que lui confèrent les décrets de 1863 et 1873 pour mettre fin *complètement* à cette gestion ? Nous ne le pensons pas. Tant que la Colonie se livrera aux cultures d'exportation et principalement à celle de la canne, la grande propriété s'imposera ; et le C. F. C. a fait ses preuves comme grand propriétaire. Le but qu'il faut poursuivre à notre avis, c'est, en veillant à ce que la Société ne s'accroisse plus, de ne point la laisser dominer dans certaines régions ; concurrente partout, qu'elle n'ait de monopole nulle part. Dans les communes où seule elle possède terres et usines, il serait nécessaire d'ordonner la *revente partielle* de ses biens (au mieux, naturellement, des intérêts de ses obligatai-

res). Le ministre le peut ; et sans doute sur ce programme limité l'accord entre les diverses autorités compétentes se conclurait aisément. Ainsi serait écarté tout péril d'hégémonie foncière et se réaliserait levée de la Commission des Colonies de janvier 1898.

Vu : le Président de la thèse,
PAUL LESEUR

Vu le Doyen :
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

APPENDICE

La Convention du 8 septembre 1863

Décret du 7 (26) octobre 1863

Nap... avons décidé :

Article premier. -- Est et demeure approuvée la convention passée, le 8 septembre 1863, entre notre ministre de la Marine et des Colonies et le sieur Pinard, président du Conseil d'administration de la Société de Crédit Foncier Colonial, laquelle convention restera annexée au présent décret. — Etc...

Convention du 8 septembre 1863

Entre... il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — La Société de C. F. C. s'engage à effectuer des prêts dans la Colonie de la Réunion jusqu'à concurrence de dix millions de francs. Ces prêts seront faits, soit à la Colonie elle-même, soit aux communes, pour l'immigration des travailleurs étrangers, travaux d'utilité publique ou autres be-

soins, soit aux particuliers sur hypothèques, dans les conditions spécifiées par les statuts de la Société. La Société s'oblige en outre à réaliser ses prêts en numéraire dans la Colonie et à en stipuler le remboursement par annuités comprenant : 1° L'intérêt qui ne pourra dépasser 8 % ; 2° la somme nécessaire pour amortir la dette dans le délai de trente ans au plus ; et 3° l'allocation pour frais d'administration, qui ne pourra excéder 1 fr.20.

Art. 2. — La Colonie de la Réunion s'oblige envers la Société de C. F. C. à lui assurer : 1° la jouissance gratuite dans la Colonie, pendant toute la durée de son privilège, d'une maison dans laquelle seront établis les bureaux de son administration ; 2° le passage gratuit, pendant le même temps, des côtes de France dans la Colonie et de la Colonie en France, des agents que la Société jugera nécessaire d'employer dans la Colonie, soit pour y gérer ses intérêts, soit pour y faire des tournées d'inspection. La dépense résultant de ce double engagement ne pourra toutefois s'élever annuellement à une somme excédant 8,000 francs. Il est en outre convenu que les stipulations qui précèdent cesseront d'avoir effet lorsque le fonds de réserve de la Société de C. F. C. aura atteint le cinquième du capital social. Elles reprendront leur cours si la réserve vient à être entamée.

Art. 3. — La Colonie de la Réunion s'oblige en

outre à garantir éventuellement, chaque année, à la société de C. F. C., une somme égale à 2 1/2 % du montant des obligations émises par la Société en représentation des prêts réalisés par elle dans la Colonie. Cette somme ne pourra, en aucun cas, excéder 250.000 francs. Elle sera affectée par préférence aux ressources de la Société et à titre de subvention éventuelle, à couvrir, dans la double limite ci-dessus spécifiée, les pertes que le C. F. C. pourraient avoir éprouvées dans le cours d'un exercice, soit sur le paiement des annuités dues par chacun des emprunteurs, soit sur le remboursement du capital de chacun des prêts, après la liquidation du gage.

Art. 4. — Lorsqu'il résultera du compte de l'exercice que la garantie devra fonctionner, la Société remettra au directeur de l'Intérieur de la colonie un état des sommes qui lui resteront dues, soit sur les annuités, soit sur le capital, après réalisation des gages hypothécaires liquidés dans l'année. Sur le vu de cet état, le gouvernement colonial pourvoira au paiement de la dette en inscrivant au plus prochain budget de la colonie un crédit d'égale somme, jusqu'à concurrence du chiffre maximum ci-dessus fixé. Les effets de la garantie seront épuisés dans le cours de deux semestres ; l'imputation de la dette d'un exercice ne pourra jamais être reportée sur l'autre.

Art. 5. — Les sommes dues en exécution de la garantie sur les annuités ou sur le capital seront tou-

jours calculées déduction faite des frais d'administration.

Art. 6. — La Colonie aura toujours le droit de s'affranchir du service des annuités en provoquant de la part de la Société l'exécution immédiate du gage. Cette exécution ne pourra être différée que du consentement de la Colonie et dans l'intérêt commun.

Art. 7. — Dans le cas où, l'expropriation ayant été poursuivie, la Société se rendrait adjudicataire de l'immeuble constituant le gage moyennant un prix inférieur à la somme restant due sur le prêt, elle devra faire profiter la Colonie, jusqu'à concurrence du capital que celle-ci aura fourni en exécution de la garantie, de la plus-value qui pourra résulter de la revente. L'époque et les conditions de cette revente seront déterminées d'un commun accord entre la Société et la Colonie.

Art. 8. — Il sera également tenu compte à la Colonie, par la Société, de tout excédent qui pourrait rester libre entre ses mains à la suite de recouvrements opérés ultérieurement sur ses débiteurs, après application des dits recouvrements à l'extinction de sa créance en capital et accessoires.

Art. 9. — Dans le cas prévu par l'article 77 des statuts, c'est-à-dire lorsque la retenue exercée sur les bénéfices et destinée à la création du fonds de réserve aura atteint le cinquième du capital social, ce prélèvement continuera à être opéré et servira à former un

fonds de garantie dont le montant sera spécialement et successivement affecté au remboursement des sommes que la Colonie aurait été obligée de verser à la Société par suite de la garantie. Ce fonds fera retour à la Société, en tout ou en partie, dans le cas où les prévisions qui en ont déterminé la création ne se seraient pas réalisées, ou s'il n'est pas épuisé par les remboursements effectués.

Art. 10. — Le garantie de la Colonie ne pourra être invoquée par la Société pour couvrir les pertes qu'elle pourrait éprouver par suite de l'irrégularité de ses titres ou de toute autre faute lourde de sa part.

Art. 11. — Les prêts consentis par la Société de Crédit colonial antérieurement à la transformation de la dite société en société de Crédit foncier colonial ne sont point garantis par la Colonie.

Art. 12. — Il est expressément convenu que, dans le cas où la Société s'établirait dans une Colonie autre que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, soit sans exiger de garantie, soit moyennant une garantie moindre que celle qui est stipulée dans la présente convention, la Colonie de la Réunion sera admise de plein droit à réclamer le bénéfice de l'égalité de traitement.

Fait double à Paris, le 8 septembre 1863.

BIBLIOGRAPHIE

Recueil des Arrêts du Conseil d'État.

Procès-verbaux des Comptes généraux de la Martinique et de la Guadeloupe.

Bulletin officiel de la Réunion.

Procès-verbaux du Conseil général de la Réunion depuis 1860.

Rapports de la Commission du Budget, de la Commission coloniale.

Projets de budget de l'administration locale.

Rapports faits au Conseil général sur la question du Crédit Foncier Colonial, par MM. Thinon (1868), Tiphaine (1869, 1872), Drouhet (1875, 1888, 1890), Laugier (1875), Brunet (1890), Naturel (1896), Campenon (1898).

DUVERGIER. — Recueil des décrets. (Pour le décret du 31 mars 1873, voir le *Journal officiel* du 20 avril 1873).

Proposition de loi de Mahy-Brunet (1895). Annexes, 95, p. 342. *J. off.*

Rapport de Mahy (1898). Annexes, p. 612, S. O., n° 2294, *J. off.*

Rapports de l'Inspection des Finances (1884, 1887, 1891).

Comptes Rendus des Assemblées générales annuelles, Bilans du C. F. C.

LÉVEILLÉ. — Rapport sur les Banques Coloniales. Chambre, 1897.

DANCONGNÉE, DARESTE et SAUVEL. — Consultation de 1893.
SAUVEL. — Rapport au nom de la Commission extra-parlementaire (1899).

ROY. — Notice sur les Colonies françaises en 1858. Paris, Dupont, 1858.

IMHAUS. — Notice sur les principales productions naturelles et fabriquées de l'île de la Réunion. Paris, Donnaud, 1862.

MAILLARD. — Notes sur l'île de la Réunion. Paris, Dentu, 1862.

PAJOT. — La population coloniale après 1848. Saint-Denis, 15 janvier 1864, réimprimé in *Revue de la Réunion*, 1913, n° 1 sqq.

IMHAUS. — Observations présentées au Conseil privé et au Conseil général (au sujet des difficultés avec le C. F. C.). Saint-Denis, 1868.

BEAUVOIR-DEVEAUX. — Consultation du 3 juillet 1868.

TROLLÉ et GIRAUD. — Étude sur la question du C. F. C. Saint-Pierre, Erny, 1871.

MOREL. — Consultation du 5 août 1873. Saint-Denis, Lahuppe, 1873.

LAUGIER. — Mémoire de la Réunion au Conseil d'État (1873). Saint-Denis, Lahuppe, 1873.

SAINT-VEL. — Mémoire du C. F. C. au Conseil d'État (fév. 1874). Paris, Boyer, 1874.

ROUSSIN. — Album de la Réunion, 2^e éd., Paris, Vanier, 1879.

JOSSEAU. — Traité du Crédit Foncier, 3^e éd., Paris, 1885.

PAJOT. — Renseignements sur Bourbon. Paris, Challamel, 1887.

DU BUISSON. — La Réunion en 1889. Saint-Denis, 1889, Lahuppe.

Le C. F. C. et les députés de la Réunion. Saint-Denis, Dubourg, 1898.

DENIZET. — Essai sur les Banques coloniales. Thèse Paris, 1899.

HIGNETTE (Alfred). — Le Crédit dans les colonies sucrières françaises. Thèse Paris, 1901.

OZOUX. — Le crédit à l'île de la Réunion. Thèse Bordeaux, 1902.

LÉGIER. — Martinique et Guadeloupe. Paris, bureaux de la sucrerie indigène et coloniale, 1905.

COLSON. — Culture et industrie de la canne aux îles Hawaï et à la Réunion, 2^e éd., Paris, Challamel, 1905.

DISLÈRE. — Traité de législation coloniale, 3^e éd., Paris, 1906.

Publications de l'Exposition coloniale de Marseille, 1906.

BABLED. — Mouvement de la législation coloniale.

BÉVOTTE (DE). — Rapport sur les Antilles en 1905.

DURANTY. — Rapport sur la Réunion en 1905.

DUREAU DE VAULCOMTE. — Propos d'un vieux créole. Saint-Denis, Drouhet, 1911.

WICKERS. — L'immigration réglementée à la Réunion. Thèse Paris, 1911.

Périodiques réunionnais depuis 1860 :

La Malle, le *Journal du Commerce*, le *Courrier de Saint-Pierre*, le *Moniteur*, le *Nouveau Salazien*, le *Créole*, le *Réveil*, le *Ralliement*, l'*Indépendant Créole*, le *Petit Journal*, l'*Union républicaine*, la *Patrie Créole*, la *Revue de l'île de la Réunion*, etc...

Périodiques métropolitains :

L'*Evénement* (juin, juillet 1891, février 1892), le *Nouveliste financier* (avril, mai 1892), le *Capitaliste* (août-sept. 1891), l'*Epargne française* (oct. 1891), l'*Economiste français* (fév. 1892), la *Politique Coloniale* (nov.-déc. 1893, juin 1898), la *Nation* (nov. 1893), l'*Intransigeant* (fév. 1898), etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>La Réunion vers 1860. Le « Crédit Colonial ». Le « Crédit Foncier Colonial ».</i>	
§ 1. — La « folie du sucre ». Prospérité apparente de l'île.	7
§ 2. — Causes profondes de décadence.	10
§ 3. — Le besoin d'argent.	14
§ 4. — Le Crédit Colonial (1860). Octroi du Crédit Foncier Colonial (1863)	17
CHAPITRE II. — <i>Étude des actes constitutifs du C. F. C.</i>	30
§ 1. — Constitution, fonctionnement. (Statuts, Décret du 31 août 1863).	30
§ 2. — La Convention du 8 septembre 1863 avec la Réunion.	38
CHAPITRE III. — <i>Les débuts du C. F. C. Crise. Premières difficultés. Procès.</i>	51
§ 1. — Installations, premières opérations de la Société.	51
§ 2. — La crise.	55
§ 3. — Appel à la garantie. Difficultés. Procès (1867-1875)	59
§ 4. — Jurisprudence instituée par les arrêts-bases de 1873 et 1875.	82

CHAPITRE IV. — <i>Le décret de 1873. Le C. F. C. devient accessoirement une Société d'exploitation.</i>	87
§ 1. — Circonstances dans lesquelles fut pris le décret	87
§ 2. — Le décret est-il légal ?	97
§ 3. — Situation juridique nouvelle de la Société.	100
CHAPITRE V. — <i>1875-1880.</i>	104
§ 1. — Liquidation de l'arrêt de 1875.	104
§ 2. — 1876-1880. La Colonie paie « les yeux fermés »	115
CHAPITRE VI. — <i>Reprise de la lutte contre le C. F. C. Transaction finale.</i>	126
§ 1. — 1881-1885. — Les nouvelles difficultés. Impulsion du Conseil général.	127
§ 2. — 1886-1890. Action de la « Commission du C. F. C. » et de la Commission colo- niale	143
§ 3. — Jurisprudence instituée par le Conseil d'État de 1875 à 1891.	159
§ 4. — 1891-1895. Action principalement par- lementaire	162
§ 5. — 1896-1900. Transaction finale : la Colonie abandonne la Convention de 1863.	178
CHAPITRE VII. — <i>Situation actuelle. Résultats économi- ques.</i>	187
§ 1. — Situation juridique actuelle de la Société.	187
§ 2. — Résultats économiques.	193
CHAPITRE VIII. — <i>Conclusion.</i>	206
APPENDICE. — <i>Texte de la Convention du 8 septembre 1863.</i>	209
BIBLIOGRAPHIE	215

